X 1-2-3 2000

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

LE DRAPEAU ROUGE

Nouvelle Série **N° 1/2/3**

Journal de l'Organisation pour le Regroupement du Prolétariat Communiste de France (O.R.P.C.F)

EN AVANT POUR LA CREATION DU PARTI COMMUNISTE (MAOISTE)

Editorial

POURQUOI UN PARTI MAOISTE ?

Le maoïsme est la 3ème étape du marxisme.

1) Le marxisme.
2) Le léninisme.
3) Le maoïsme.

Chaque étape enrichie les étapes précédentes et les contient.

Conclusion : le maoïsme étant le dernier jalon franchi sur la route conduisant au communisme, il devient le marxisme-léninisme de notre époque.

FAUT-IL CREER OU RECONSTITUER LE PARTI COMMUNISTE !

Cela a été une divergence pendant un certain temps, car le problème était mal posé.
Notre démarche a été la suivante : Le P.C.F. a été largement influencé par l'anarcho-syndicalisme et le pacifisme du Parti Ouvrier Français et du Parti Socialiste (II ème Internationale.) Il a néanmoins à Tours accepté les 21 conditions posées par Lénine pour l'adhésion à la IIIème Internationale, et a été reconnu comme section française.
Tout au long de son histoire le P.C.F. a oscillé entre des positions révolutionnaires et des positions opportunistes jusqu'à la mort de Staline. Il a été plusieurs fois rappelé à l'ordre par l'Internationale du temps de Lénine et de Staline. Son opportuniste, s'est révélé au grand jour, quand a surgi le conflit idéologique sino-soviétique. Sa ligne pacifiste, parlementarisme, révisionniste s'est affirmé définitivement alors.
Il a été par la suite impossible de former un noyau rouge à l'intérieur du P.C.F. et la réorganisation a du se faire de l'extérieur (P.C.M.L.F). Un courant spontanéïste important est apparu après la scission de l'U.J.C.M.L (la Gauche Prolétarienne).
Ces deux principales organisations n'ont pas su se dégager complètement de cette ligne pacifiste, en ce qui concerne la G.P (qui se définissait maoïste), les actions violentes qu'elle a mené n'ont pas dépassé le stade symbolique. Le P.C.F. qui avait utilisé la lutte armée durant la IIème guerre mondiale, contre 4 sièges de ministres dans le gouvernement bourgeois en 1945.
Le problème qui se pose aujourd'hui n'est pas de reconstituer les Partis de la IIIème Internationale, mais de construire, de créer de nouveaux partis communistes, des partis maoïstes.
Ces partis ne peuvent pas être construit exactement sur le modèle défini par Lénine a son époque. Ils doivent être construit sur la base du maoïsme 3ème étape du marxisme adaptée aux conditions spécifiques de notre pays menant au communisme à l'échelle mondiale.
Les maoïstes tirerons une analyse pour en tirer les leçons, recueillir les aspects positifs de la pratique du P.C.F.
Nous devons pour les raisons énoncées considérer que la question entre reconstitution/création est réglée. Il s'agit de participer à la création du Parti Maoïste.

DEVELOPPER L'UNITE DES MAOISTES POUR CREER LE PARTI MAOISTE

Notre démarche pour l'Unité a franchi plusieurs phases au fur et à mesure du processus que nous appelions de reconstitution, aujourd'hui de construction dans l'objectif de créer le parti de type nouveau de notre époque, le parti maoïste.

La première phase :

Elle a consisté à nous dégager du marais néo-révisionniste où avait été plongé l'ensemble de l'ancien mouvement m-l/maoïste des années 70, après sa liquidation et/ou son alignement sur la position d'Enver Hoxha.
Nous nous en sommes dégagés grâce au Parti Communiste du Pérou. Mais le MPP (Mouvement Populaire Pérou) de l'époque est devenu un nid de liquidateurs après l'arrestation du Président Gonzalo et a tenté de saboter notre organisation en tentant de la rallier à sa trahison de la ligne du Comité Central du Parti Communiste du Pérou opposé aux « accords de paix » manipulation organisée par Fujimori.
Nous avons tenu le choc, mais la lutte des 2 lignes s'est poursuivi au sein de l'organisation française. Cette lutte portait sur la question de la de la direction que devait avoir la lutte de libération nationale dans les pays opprimés. Nous avons dénoncé la ligne de droite qui prétendait que toute lutte de libération nationale fut-elle dirigée par des « intégristes » était une lutte qui contribuait malgré tout à la révolution prolétarienne mondiale en accumulant soit disant des forces. Nous en sommes sortis victorieux, en nous appuyant sur les thèses de Lénine et de Mao Zedong, comme quoi à notre époque, la direction du P.C dans le front est indispensable.

La seconde phase :

Plusieurs autres groupes se réclamant du maoïsme se sont constitués. Nous n'étions plus les seuls à nous réclamer du maoïsme. Nous avons donc décidé d'en tenir compte etd'engager des discussions avec ces groupes.
La situation du mouvement n'était pas la même que dans les années 60 où les 2 grands courants étaient issus du PCF et de l'UEC.
Des militants marxistes-léninistes issus du P.C.F. s'étaient regroupés dans les Amitiés Franco-Chinoises, dans les Comités Vietnam de base, puis après leur exclusion du P.C.F. avaient formé des cercles marxistes-léninistes puis une fédération de ces cercles et pour finir le P.C.M.L.F. en 1967.
D'un autre côté après l'éclatement de l'UEC, s'était formé le cercle de la rue d'ULM puis l'U.J.C.M.L. (Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes.), puis la Gauche Prolétarienne.
Aujourd'hui rien de pareil, chaque groupe est passé soit par différentes moulinettes idéologiques, P.C.M.L.F. G.P, P.C.R, U.C.F.M.L, puis les groupes pro-albanais dont le P.C.O.F, liquidateurs du maoïsme, c'est à dire du marxisme de notre époque, soit par le mouvement autonome ou anarchiste.
Après tant d'avatars, s'est donc opéré un processus de décantation qui se poursuit à travers la lutte entre 2 lignes et à travers une pratique plus ou moins importante suivant les groupes parmi les masses étudiantes, au sein de la C.G.T, dans le mouvement antifasciste, des chômeurs, pour la défense des prisonniers politiques ,dans le combat anti-impérialiste.
De notre point de vue, chaque groupe doit mener la lutte idéologique dans l'esprit « Unité-Critique-Unité », ceci doit s'accompagner d'un soutien mutuel dans les luttes, impulsé par tel ou tel groupe, ou par un appui commun dans différentes luttes, dans des secteurs où nous intervenons, une unité d'action. Dans cet esprit, il nous semble possible d'établir un COMITE DE LIAISON DES GROUPES MAOISTES.
En ce qui nous concerne nous avons tenter d'impulser des discussions avec les opposants au sein du P.C.F., il semble bien que le processus soit au point mort.
La ligne politique de ces groupes, est encore largement révisionniste, souvent leurs directions ne veulent pas tirer le bilan du P.C.F. jusqu'au bout. Certains pensent qu'il est possible de reconquérir le P.C.F de l'intérieur, les uns pour en revenir à la ligne Marchais, qui ne l'oublions a jeté par dessus bord, le marxisme-léninisme, la dictature du prolétariat, a ramené le mouvement vers les urnes en 1968, D'autres voudraient en revenir au temps du grand Parti des Travailleurs, se voilant la face sur le fait que ce sont Thorez et Togliatti qui ont été les propagandistes du révisionnisme krouchtchévien liquidateur du camp socialiste, qui a provoqué la scission du mouvement communiste.
C'est par la lutte idéologique et notre lutte pour construire et créer le Parti Maoïste que nous gagnerons les éléments de ces organisations qui veulent avancer.
C'est aussi en menant la lutte politique au sein des syndicats, dans la C.G.T etc.. que nous gagnerons ceux qui s'opposent à la ligne de collaboration de classe. La construction concentrique du parti à un moment donné aura pour conséquence la création d'organisations générées par le parti dans lesquelles les communistes auront une activité prépondérante sur le plan idéologique, politique.
C'est dans les luttes que nous gagnerons, un par un au début, les éléments avancés de la classe ouvrière et des masses.
Le processus de décantation politique à travers la lutte idéologique et l'Unité d'action à chaque fois que cela est nécessaire est possible. C'est ainsi que nous renforcerons le mouvement maoiste, que nous nous préparerons à franchir d'autres étapes, du comité de liaison à une coordination maoïste plus homogène et d'autres étapes menant au Congrès du Parti Maoïste.
Le chemin est encore long, mais nous y parviendrons quelques soient les vicissitudes

rencontrées sur la route, car aujourd'hui la tendance principale est à la révolution, pour la simple raison qu'il n'y a pas d'autre issue à la crise du capitalisme.
Nous devons travailler à réunir les conditions requises pour aboutir.

MOYENS POUR PROGRESSER VERS L'UNITE DES GROUPES MAOISTES ET DE LEURS SYMPATHISANTS.

1) La propagande maoïste dans une première étape doit devenir si possible unitaire et pour cela tant que les conditions ne sont pas réunies, la propagande doit porter sur la diffusion de textes classiques tels que : Le manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels. Les 3 parties constitutives du marxisme de Lénine. De la juste résolution des contradictions au sein du peuple de Mao. « Sur le marxisme-léninisme-maoïsme – Ier Congrès du Parti Communiste du Pérou». Ce sont 3 textes importants. La liste n'est pas limitée bien sûr.
2) Le but de cette propagande peut être prise en main par l'ensemble des groupes, ce qui renforcera la cohésion. Et surtout permettra de gagner à notre idéologie les éléments avancés du prolétariat et du peuple.
3) Dans les conditions de l'Internationalisation accélérée du capital et de sa concentration, de la domination impérialiste et de la lutte acharnée entre les différents impérialistes qui ne peut déboucher à plus ou moins long terme que sur une 3ème guerre mondiale encore plus meurtrière que les deux précédentes, il faut d'urgence que se développe la nouvelle vague révolutionnaire mondiale qui les balaiera définitivement. Pour cela dans chaque pays doit se créer le Parti Maoïste et c'est aux camarades de ces pays à régler les contradictions, ce qui ne veut pas dire que nous sommes neutres et ne privilégierons pas l'unité d'action avec les organisations formant le M.R.I et celles qui sont proches. Pour autant nous ne nous immiscerons pas dans les affaires intérieures de tel ou tel parti.
Le devoir des maoïstes est d'aider à la création de partis maoïstes, de faire connaître le développement de la guerre populaire au Pérou, au Népal, en Turquie et dans les autres pays où elles se développe.
4) Nous devons renforcer la campagne pour la Défense de la Vie du Président Gonzalo en tout premier lieu, du camarade Féliciano et des prisonniers politiques.
5) Nous devons mener une lutte résolue contre la ligne révisionniste d'insinuation et de calomnie dirigée contre le Président Gonzalo.
6) Nous devons organiser des meetings de soutien à la Guerre Populaire au Pérou, au Népal, en Turquie, en Inde etc..



LES DIVERGENCES DOIVENT ETRE REGLER A TRAVERS LA LUTTE DE LIGNE DANS L'ESPRIT D'UNITE-CRITIQUE-UNITE.

LA QUESTION DE LA NATURE DE l'ETAT

1) Certains camarades pensent que la Chine parce qu'elle est dirigée par un parti qui porte encore le nom de communiste est encore socialiste ?
Nous renvoyons ces camarades à Mao, qui lui-même a précisé que le Parti Communiste pouvait si les révisionnistes s'emparait de la direction et du pouvoir se transformer en son contraire (d'après la loi générale de la contradiction), en parti fasciste.
L'Etat a toujours une nature de classe.
L'Etat chinois est-il un Etat dictature du prolétariat ou est-il un Etat de dictature de la bourgeoisie ?
La réponse est évidente. Le socialisme a été liquidé dans l'industrie, dans l'agriculture, l'enseignement, la production, les échanges extérieurs qui sont soumis à la loi du marché.
C'est donc bien la dictature de la bourgeoisie qui sévit.
Si le Parti reste le Parti hégémonique, ce n'est que pour accompagner d'une main de fer, la restauration du capitalisme, pour éviter l'éclatement des contradictions et le chaos, dans l'intérêt du capitalisme chinois dont l'objectif est de devenir une superpuissance impérialiste ce qu'avait entrevu Mao.
2) Des camarades, ici ou ailleurs ne comprennent pas que le processus de transformation du système (systémique comme disent les économistes bourgeois) en URSS a été mis en place dès la fin des années 50, que le modèle a été pris sur celui de la Hongrie et de la Pologne.
Ils ne comprennent pas que cette restauration « pacifique » a été un aboutissement d'un processus long de dégradation idéologique comme moteur pour faire accepter les transformations politiques et économiques qui ont permis une restauration totale et accélérée en fin de parcours .
3) D'autres bien qu'ils admettent que la rupture a été idéologique et a entraîné le reste à l'époque Khrouchtchev n'admettent pas que le révisionnisme ait pu être social-impérialiste, comme le disait Lénine à propos des partis de la IIème Internationale, socialiste en paroles, impérialiste dans les faits.
Comment une politique de restauration capitaliste aurait-elle pu ne pas avoir un caractère impérialiste vis à vis des autres peuples ?
Il suffit en premier lieu, de savoir que l'abandon des principes s'est étendu aux autres pays socialistes (sauf la Chine et l'Albanie). La réconciliation idéologiquavec la Yougoslavie a été la reconnaissance de l'autogestion

yougoslave, de la théorie de la 3ème voie, de la coopération pacifique avec l'impérialisme.
En ce qui concerne les pays opprimés, certains pensent que sans l'aide de l'URSS, le Vietnam n'aurait pu triompher de l'impérialisme américain. L'aide est secondaire, compter sur ses propres forces est principal. Sinon comment l'URSS aurait-elle pu s'édifier, comment le Parti Communiste du Pérou, du Népal auraient-ils pu commencer sans aide la guerre populaire, comment la Résistance aurait-elle commencer. La restauration capitaliste en URSS, puis aujourd'hui en Chine est une cause importante mais secondaire qui a fait tomber tous les pays opprimés dans le giron impérialiste y compris le Vietnam, tout comme les pratiques utopiques de retour à la terre et le travail agricole forcé des Khmers rouges qui a entraîné l'hécatombe que l'on connaît jointe à l'intervention des révisionnistes vietnamiens a permis à leurs homologues cambodgiens et autres réactionnaires de restaurer le capitalisme et pactiser avec l'impérialisme. Ce qui est principal est dans tous les cas le facteur interne, la dégénérescence révisionniste ou l'éclectisme idéologique.
4) D'autres pensent que la Corée du Nord résiste et que Cuba fait de même.
Mais il suffit d'ouvrir les yeux, pour voir que la Corée du Nord, tend la main à celle du Sud et que la marche vers la réunification, sera la liquidation complète du socialisme. Il en est de même de l'ouverture de Cuba. Il faut être aveugle pour ne pas voir l'évolution de ce pays. De plus les maoïstes n'oublient pas que Fidel Castro a apporté son soutien au gouvernement péruvien contre le Parti Communiste du Pérou, donc contre la guerre populaire dirigée contre un Etat vendu à l'impérialisme,
5) Sous prétexte que la Yougoslavie a été bombardée par les puissances impérialistes, certains oublient la nature de l'Etat, dans leur juste rage à dénoncer les impérialistes. Il prétendent que ceux-ci voulaient détruire le socialisme, alors que la source principale des maux des peuples de l'ex-Yougoslavie, c'est l'autogestion qui a conduit à la concurrence les diverses républiques à l'instar de la concurrence des entreprises collectives sans compter la quasi propriété privée agricole. A la mort de Tito, les contradictions attisées par les impérialistes en concurrence les uns avec les autres ont permis la montée des divers nationalismes bourgeois.

Sur le parti révolutionnaire du prolétariat de type nouveau

DE LA GUERRE POPULAIRE

1) Certains camarades ne comprennent pas que dans les pays développés, si nous devons aussi considérer le caractère universel de la guerre populaire, il va de soi qu'on ne peut l'a mener comme au Pérou, ni comme au Népal. **C'est d'ailleurs ce que dit le Parti Communiste du Pérou** ***« L'une des questions clé et décisive est celle de la compréhension de la validité universelle de la guerre populaire et de son application conséquente, en tenant compte des différents types de révolution et des conditions spécifiques de chacune d'entre elles. A propos de cette question clé, il est intéressant de constater qu'une insurrection comme celle de Pétrograd, la résistance anti-fasciste et les guérillas européennes de la IIème Guerre mondiale ne se sont pas répétées, ni les luttes armées qui se livrent en Europe actuellement. Il faut considérer que la Révolution d'Octobre ne fut pas seulement une Insurrection, mais une guerre révolutionnaire qui durera plusieurs années. Par conséquent dans les pays impérialistes la révolution ne peut se concevoir que comme guerre révolutionnaire et celle-ci est simplement une guerre populaire »***
Ceci répond au souci des camarades qui pensent que nous abandonnons le principe de la guerre populaire comme loi universelle. Pour nous la guerre populaire se résout en finale par une insurrection rapide préparée par des luttes légales et illégales, armées et non-armées, en fonction de la lutte des masses et la pénétration de nos idées en leur sein. L'Insurrection ne tombe pas du ciel, pas plus que la restauration du capitalisme en URSS. Elle est l'aboutissement d'une guerre prolongée violente et non violente, proportionnellement au développement du mouvement et aux possibilités de réponse de l'adversaire de classes. N'oublions pas que le déclenchement de la guerre populaire au Pérou et au Népal a été préparée pendant plusieurs années avec une implantation dans les masses non militaire. Il en est de même au Népal, où l'implantation des communistes dans les masses dans tout le pays a précédé le déclenchement de la lutte armée. Le secrétaire du parti lui-même a dit que les masses elles-mêmes ne croyaient pas que le Parti commencerait la lutte armée. Le camarade Prachanda explique que les bases d'appui et les actions militaires sont concentrées à l'Ouest du pays et non pas à l'Est où les actions sont proportionnées aux possibilités de réponse de l'Etat dont les forces répressives sont concentrées dans cette région , c'est à dire la région de Katmandou.
Dans les pays impérialistes, la Révolution sera directement socialiste, ce qui n'empêchera nullement de développer des formes embryonnaires de démocratie prolétarienne, de type conseils populaires qui allieront la lutte économique, les formes d'entraide etc.. à la lutte politique pour l'émancipation du prolétariat et du peuple, qui prépareront sur tous les plans les

masses à la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat.

SUR LA CONCEPTION DE CHE GUEVARA

Nous notons que des camarades, précisent leur pensée sur la question du Che Guevara, nous ne pouvons que nous en réjouir. Ils reconnaissent que notre référence commune est celle de Mao, en matière de guerre populaire. Voilà une bonne mise au point. Ce qui veut dire en clair que le Che Guevara n'est pas notre référence en matière de guerre révolutionnaire, que sa conception putschiste et aventuriste est en complète opposition avec la guerre populaire qui est avant tout une guerre menée par les masses ou/et avec l'appui des masses, la guerre populaire est dirigée par le parti et non par des commandants militaires indépendants comme au Salvador ou en Colombie que ces camarades critiquent avec juste raison, de plus le parti à travers le front et les organisations de masses construit la Démocratie Populaire, CONCEPTION MAOISTE.
Nous avons déjà parler de la confusion à notre avis que nous n'avions pas à entretenir d'autant que la bourgeoisie s'en charge fort bien. Confusion qui consiste à mettre le Che Guevara en avant comme figure emblématique de la Révolution. Le problème n'est pas que Che Guevara soit mort pour ses idées, qu'il est dit qu'il fallait 1, 2,3 Vietnam. Le problème est que la conception de la lutte armée du Che est une conception complètement différente de la guerre populaire. C'est dans ce sens que l'on ne peut se réclamer et mettre en avant Che Guevara, pas plus que nous ne réclamons des conceptions erronées de Blanqui ou de Rosa Luxembourg en matière politique, bien que par rapport à Louis Blanc ou au révisionniste Kautsky, l'un et l'autre aient été des aigles. Que les camarades aillent jusqu'au bout du raisonnement et nous aurons déjà régler une divergence, comme nous essayons d'en régler avec les autres camarades sur d'autres points .

SUR LA QUESTION DES HEROS REVOLUTIONNAIRES

Pour nous maoïstes, nous sommes contre le culte du héros, car pour nous se sont les masses qui font l'histoire.
Nous ne sommes pas contre le fait de rendre hommage à ceux qui se sont battus, ceux qui sont morts pour la cause révolutionnaire.
Si nous mettons et devons mettre plus en avant tel ou tel camarade, tel ou tel dirigeant, ce n'est pas qu'il est un objet de culte, c'est parce que sa lutte, ses méthodes de lutte, la théorie qu'il a produit est un point d'appui pour avancer. C'est pourquoi nous nous appuyons sur Marx, sur Lénine et sur Mao Zedong, qui ont construit eux-mêmes en s'appuyant sur leurs prédécesseurs la théorie qui est la notre. Pour autant nous n'oublions pas ceux qui ont apportés de solides pierres de soutien à l'édifice, comme Engels, le compagnon de combat de Marx, Staline le continuateur de Lénine et tous ceux qui a un moment donné ont renforcé l'édifice.

COMBATTRE LA LIGNE REVISIONNISTE DU P.C.F CEUX QUI LA SOUTIENNENT CONSCIEMMENT AU SEIN DU P.C.F. ET DANS LA C.G.T.

AIDER LES MILITANTS SINCERES QUI NE SAVENT PAS ENCORE COMMENT SORTIR DU BOURBIER REVISIONNISTE.

C'est encore au sein du P.C.F. et surtout au sein de la C.G.T. que l'on rencontre des militants qui veulent se battre sur des positions de classe, au sein de SUD dirigés par les trotskistes principalement et également par les anarchistes, De nombreux militants veulent se battre mais sont influencés par l'anti-marxisme, l'anti-stalinisme et l'anti-maoïste de ces deux courants. Au sein de la jeunesse la révolte est spontanée, faute d'un véritable parti communiste (maoïste) puissant, par la liquidation du camp socialiste qui n'est pas encore comprise comme la liquidation révisionniste et non l'échec du communisme pour l'avenir. Ces jeunes s'orientent vers ce qu'ils considèrent comme quelque chose de nouveau, l'anarchisme. La propagande bourgeoise consacre à ce courant des pages entière du Monde. Elle présente la CNT, et les autres courant comme « vierges » parce qu'ils n'auraient jamais fait leurs preuves, qu'ils n'auraient jamais été au pouvoir. Ce qui est faux et que nous avons montré dans un article de Drapeau Rouge N° 12.
Il nous faut gagner la jeunesse qui transitoirement est influencé par ce courant.
Il ne faut donc pas confondre comme le font certains camarades, la ligne développée par ces organisations, par ces diverses associations populaires etc.. et les militants sincères qu'il faut gagner à notre ligne, le renforcement de l'Unité peut nous faire rapidement progresser, car il n'y a plus de parti communiste en France et bien que la bourgeoisie a disposé sur notre chemin, de nombreux chausses-trappes, elle ne pourra empêcher la création du parti maoïste pas plus qu'à plus long terme elle ne pourra empêcher le communisme de triompher.
Courage camarades, les masses nous regardent et nous attendent.
Les choses doivent avancer, car sommes redevables devant les masses de régler le plus rapidement possible nos divergences tout en prenant le temps nécessaire à la compréhension de chacun. Le Prolétariat a besoin de son parti qui ne va pas être un pur comme un diamant mais va se purifier au fur à mesure au moyen de la lutte entre les 2 lignes.

La lutte idéologique pour renforcer l'Unité est notre priorité. Nous sommes attaqués de toutes parts. Si l'ennemi commence à nous attaquer, c'est qu'il voit bien que nous posons les problèmes de fond. La lutte des étudiants sans papiers a déchaîné toutes les forces hostiles au maoïsme, en définitive les forces hostiles à la révolution prolétarienne. Les forces maoïstes doivent faire front toutes ensemble, s'aider mutuellement, nous ne sommes pas des petits commerçants qui défendent chacun leur boutique comme le font les trotskistes. Notre objectif est de créer le Parti Maoïste.
Arrêtons les querelles stériles et avançons vers la création du Parti Maoïste.

COMBATTRE L'UNITE SANS PRINCIPE , L'ECLECTISME ET LE SECTARISME

L'Unité que nous devons réaliser est l'Unité autour des principes, il est donc nécessaire qu'au sein de chaque groupe se mène la lutte des deux lignes. Nous devons critiquer la ligne qui d'un côté refuse tout contact avec les opposants du P.C.F. ou de la C.G.T et même avec les autres maoïstes (politique sectaire) et en même temps est éclectique, comme nous devons critiquer les camarades qui sont trop laxistes avec les principes. Lutter contre la « droite » et la « gauche » au sein du parti, telle est la constante du mouvement communiste. D'ailleurs ceux qui sont éclectiques, sont en même temps sectaires, les deux faces d'une même pièce.
Nous devons soutenir par contre toutes les initiatives qui nous paraissent justes, par exemple la lutte des étudiants dirigée par les maoïstes, la défense des prisonniers politiques, le travail théorique juste, les initiatives partielles justes (théories ou pratiques), l'édition des classiques etc.

DE LA DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Cette année, s'est tenue pour la deuxième fois la journée internationale du prisonnier et de la prisonnière révolutionnaire politique. Nous saluons cette initiative organisée par le Collectif pour un Secours Rouge. L'année dernière nous avions dit dans le N° 12 de Drapeau Rouge *Quand nous participons à une activité, il y a un aspect principal qui doit nous guider, dans le cas précis la question des prisonniers politiques ne nous fait pas pour autant adopter les thèses de telle ou telle organisation. Si nous ne sommes pas les organisateurs, il se peut même que nous émettions quelque réserve à apporter sur le soutien à tel ou tel prisonnier politique. Aussi nous tenons à préciser notre position sur la question de la défense des prisonniers politiques. (voir le texte complet en annexe)*
Cette année, si les principes que nous avions évoqué sont toujours les mêmes, l'orientation du secours rouge a sensiblement progressé. Les interventions ont été principalement celles d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme voire du maoïsme, quelques militants anarchistes soutenaient également la lutte des prisonniers politiques.
Nous n'allons pas revenir sur les divergences sur la ligne qui nous répétons doivent être résolues suivant la méthode de Unité-Critique-Unité, Les camarades quelque soit leur nationalité pourrons éventuellement se retrouver dans les critiques que nous émettons sur telle ou telle divergence dans les pages précédentes de ce nouveau numéro du D.R, par exemple, la différence sur le plan théorique et pratique de la lutte armée guévariste et la guerre populaire préconisée par les maoïstes, sur la direction dans la lutte de libération nationale, sur la nature de le l'Etat dans l'ex URSS depuis la mort de Staline. Bref sur toutes les questions qui doivent être soulevées et résolues pour emprunter la voie maoïste. Le problème n'est pas que des camarades se trompent, commettent des erreurs, c'est que la lutte de deux lignes se mène et que nous avancions. Quand il s'agit de camarades d'organisations étrangères, nous menons aussi la même lutte de lignes, mais c'est dans leur pays respectif que la lutte doit être menée surtout quand il s'agit de mener la lutte pour créer le parti maoïste. Bien sûr s'il y a un parti maoïste fondé sur les principes nous le soutiendrons, cela ne veut pas dire que nous n'aiderons pas d'autres camarades de ce pays à progresser. Dans un parti frère constitué, nous nous garderons de nous mêler de leurs affaires internes et nous en tiendrons à défendre la ligne maoïste qu'ils développent et des décisions qu'ils ont prises y compris envers un individu ou un groupe d'individus. *(voir encart)*.
Mais revenons au meeting, des camarades ont expliqué la lutte héroïque des prisonniers turcs, les massacres et tortures dont ils sont victimes dans les prisons en Turquie. En Allemagne c'est par une lutte massive que les autorités allemandes ont libéré des camarades, de même en Belgique où les camarades belges doivent se battre pour éviter l'expulsion vers la Turquie, en France où les prisonniers politiques ne voient pratiquement pas le statut de prisonnier politique leur être appliqué mais sont classés droit commun.
La bourgeoisie ne veut pas reconnaître le caractère politique des délits, la motivation qui a entraîné ces délits, alors qu'elle les reconnait en cas de guerre, qu'elle s'attribue à elle-même l'impunité pour les destructions, les pillages, spoliations, mort et blessures entraînées par la guerre. Autrement dit il y a deux poids, deux mesures. Elle a le droit de faire la guerre, pour défendre ses intérêts ou augmenter ses profits, le prolétariat ou les couches populaires eux n'ont pas le droit de mener la guerre de classe par d'autres moyens (la guerre populaire). La guerre et l'utilisation de la violence, la bourgeoisie se l'a réserve. Ses adversaires quand ils l'emploient sont traités de terroristes. Et pourtant le statut

des prisonniers politiques existe en France et dans un certain nombre de pays.
Le cas de Mumia Abou Djamal a été développé. Une personne montre que la social-démocratie voire les révisionnistes mettent en avant le cas d'un droit commun pour faire abolir la peine de mort au USA, et se garde de mettre en avant Abou Djamel victime d'une provocation policière, accusé à tort de meurtre, tout simplement parce qu'il fallait lui faire payer le fait qu'il était un dirigeant des Panthères Noires. Par rapport à la question de la peine de mort, par rapport à la défense d'Abou Dajmal les campus se mobilisent pour rééditer à Philadelphie, un rassemblement comme il y en a eu un contre l'OMC à Seattle. La lutte se développe aux U.S.A. au cœur même de la citadelle impérialiste. Des militants espagnols sont venus aussi dénoncer l'Etat fascisant d'Espagne, les conditions de détention des prisonniers politiques de l'ETA, du P.C.E ® . Des défenseurs des prisonniers politiques belges des C.C.C nous ont appris qu'une militante avait été libérée et que deux autres, devraient l'être (Pierre Carette et Sasoye).
Un militant du Collectif de la Gauche Communiste a émis le vœu, que les communistes du monde entier fassent une nouvelle internationale.
La majorité des intervenants ont lié le problème de la lutte pour les prisonniers politiques au développement de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, en notant que ce mouvement de défense se plaçait de plus en plus sous la bannière du marxisme-léninisme.
Des intervenants ont noté que le mouvement était encore trop dispersé, que les divers collectifs avaient encore tendance, vu le travail à accomplir à lutter chacun dans son coin. D'autres ont appelé au soutien mutuel.
Nous pensons qu'aujourd'hui ce qu'il manque c'est un véritable parti communiste, un parti maoïste, comme il y avait au Pérou, au Népal, etc.. .
D'ailleurs en entrée a été projeté une cassette sur la guerre populaire au Pérou.
C'est d'ailleurs une bonne chose que de plus en plus de gens dans les milieux révolutionnaires soient de plus en plus attentifs à ce qui se passe au Pérou et au Népal, en Turquie, en Inde, etc. qu'ils relient la volonté des prisonniers politiques de se battre contre l'impérialisme à la question de la révolution prolétarienne.
En ce qui nous concerne nous encouragerons tous les camarades qui veulent s'engager sur le chemin de la révolution, aux camarades qui sont prêts à s'engager dans la voie de la Lutte-Critique-Unité à travers la lutte des deux lignes, pour dégager le mouvement du bourbier révisionniste et trotskiste et de la problématique anarchiste. Nous devons gagner les meilleurs éléments du mouvements pour peu à peu créer les conditions de la création du parti maoïste.
Une militante intervient à propos de l'oppression et des spoliations, voire d'un plan de génocide du peuple mapuche au Chili, en fait le problème de l'oppression nationale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

UNITE ET VIGILANCE(Encart)

Nous devons être par contre vigilants par rapport à ceux qui veulent profiter de notre volonté de marcher vers l'Unité pour s'infiltrer comme a tenté de le faire en fin de la réunion du prisonnier et de la prisonnière politique, un des ex-responsables en France de la Ligne Opportuniste de Droite, ligne dénoncée par le Comité Central du Parti Communiste du Pérou, en Europe et particulièrement en France où le nid de serpents était particulièrement important. Les calomnies et insinuations montées de toutes pièces par Fujimori, ses services secrets et ses alliés de la CIA, contre le Président Gonzalo, à travers un trucage vidéo le présentant comme ayant appelé à des accords de paix.
Cette provocation de Fujimori a été rejetée avec éclat par le P.C.P et la poursuite de la guerre populaire au Pérou puis aujourd'hui au Népal, en Turquie, en Inde etc.. est une réponse concrète à cette provocation
Au cours de ce meeting nous avons dénoncé cette grossière provocation, comme nous avions dénoncé en 1993 le groupe liquidateur dont faisait parti l'individu en question qui avait pris la tête de la campagne en France pour les accords de paix fabriqués de toute pièces par Fujimori. Cette provocation est d'autant plus odieuse que le Président Gonzalo est complètement coupé du monde extérieur, enfermé dans un cul de bas de fosse et qu'aucune nouvelle le concernant ne filtre.
Cette lutte contre les liquidateurs fait partie de la lutte des deux lignes. Nous devons faire la différence entre des camarades qui se trompent, qui cherchent leur voie et les traîtres déclarés. C'est pourquoi il est important que nous armions de mieux en mieux à travers la lutte des deux lignes, en profitant de l'expérience du mouvement maoïste et des avants-gardes les plus avancées pour appliquer ici en France et dans les autres pays d'Europe le maoïsme aux réalités concrètes de nos pays, sachant que l'ennemi de classe, essaiera de nous faire dévier, essaiera de nous diviser, de nous dresser les uns contre autres en utilisant, provocations, calomnies , rumeurs, insinuations et toute la panoplie de la réaction.
Notre intervention est d'autant plus justifiée, que cet individu avait essayé d'amener l'organisation française (A.A.R.P.P –Association d'Amitiés avec la République Populaire du Pérou en voie de formation), a soutenir les « accords de paix » et ainsi liquider aussi notre propre ligne révolutionnaire. Manœuvre odieuse qui avait été rejetée à l'unanimité.
Nous tenons les documents à disposition.
Communiqué de l'AARPP, et articles divers (tracts, articles publiés dans la Cause de l'Humanité, le Drapeau Rouge, la Revue théorique. Déclaration du C.C du P.C.P.

LA QUESTION DES PRISONNIERS POLITIQUES

Dans la plupart des pays la bourgeoisie quelque soit la forme de gouvernement tente de dénier tous droits aux prisonniers politiques et de guerre.
Si certains pays ont écrit formellement dans leur constitution un statut spécial pour les prisonniers politiques en réalité, ils ne reconnaissent qu'à très peu de prisonniers, ce statut.
La plupart du temps ce statut n'est pas accordé. Tous les délits ou manquement à la loi bourgeoise en vigueur même dans le cadre d'activités politiques sont considérés comme des délits ou des manquements de droit commun.
Ces prisonniers subissent l'isolement, isolement dont l'objectif en dépit de la déclaration des droits de l'homme tant vantée, est de briser le moral du condamné, de l'isoler pour le torturer pour l'anéantir ou pour le briser psychologiquement ou physiquement, les deux à la fois, pour le faire renier son idéologie, pour le conduire au suicide ou à la folie ou l'amener à repentance, à la trahison des siens etc.
Suivant les pays les moyens employés sont différents. En Turquie la brutalité, la torture et l'assassinat sont monnaie courante, le prisonnier n'a aucun droit, il n'a même pas les droits d'un droit commun. Mais comme l'oppression barbare engendre la résistance, que de surcroît les prisonniers ne sont pas isolés dans des cellules individuels mais regroupés dans des dortoirs où il est possible de parler, d'avoir un contact humain, alors le gouvernement turc veux mettre en route de nouvelles prisons dans lesquels les prisonniers politiques seront isolés afin de mieux les détruire physiquement ou psychologiquement.
Ce procédé d'isolement a été poussé à son extrémité en R.F.A. par la création d'une prison spéciale uniquement pour les prisonniers de la Fraction Armée Rouge, où sur eux a été pratiquée la torture blanche, l'isolement dans une pièce peinte en blanc, avec une lumière allumé jour et nuit, chaque prisonnier étant seuL En France ce sont les prisonniers politiques d'Action Directe et quelques autres qui sont les plus mal traités, Nathalie Ménigon souffre de troubles psychologiques et Cipriani est devenu fou.
Au Pérou, des centaines de prisonniers politiques ont été massacrés, sans compter tous les suspects innocents enfermés ou/et liquidés, torturés, maltraités en prison. Le Président Gonzalo, le camarade Féliciano et d'autres dirigeants sont dans un isolement total, ils n'ont ni le droit de rencontrer un avocat, même pas la Croix Rouge, ni recevoir de courrier, avoir des visites de parents, de recevoir des journaux, des livres. On ne sait même pas s'ils sont en vie.

EXIGER LE STATUT DE PRISONNIER POLITIQUE ET DE GUERRE POUR TOUT PRISONNIER CONDAMNE DANS LE CADRE D'ACTIVITE SYNDICALE OU POLITIQUE ;

Pourquoi revendiquer un statut spécial pour les prisonniers politiques ?
Parce que le prisonnier politique et syndical n'agit pas pour lui-même, mais dans le cadre de la défense d'une classe, d'une cause.
Pourquoi y a-t-il une protection pour le délégué syndical, le délégué du personnel, du parlementaire ou du ministre et pourquoi dans le cadre de son activité s'il commet un délit ou un manquement à la loi ne serait–il pas protégé ?
Il peut être condamné s'il enfreint la loi bourgeoise, c'est la loi qui s'applique à tous, bien sûr, mais s'il agit dans le cadre de son activité sociale, il doit pouvoir bénéficier de droits permettant de recevoir les moyens de son activité (informations, journaux, livres, contact avec son organisation, contact avec ses camarades détenus, visites, moyens de communications etc..). Bref les droits du prisonniers politiques.
C'est pourquoi nous devons nous battre avec tous les démocrates pour :

1) L'interdiction des mesures d'isolement des prisonniers politiques, syndicaux.
2) Tous les prisonniers condamnés dans le cadre de la guerre populaire et dans la guerre civile doivent bénéficier des droits accorder par la Convention de Genève.
3) Exiger le regroupement des prisonniers politiques
4) Exiger le droit des prisonniers d'avoir une cellule individuelle s'il le désire ou/et le regroupement par affinité politique
5) Le droit de consulter à tout moment son avocat ou d'être assister en prison même en cas de problème avec l'administration.
6) Son entretien individuel (linge, nourriture) aux frais de l'Etat.
7) Le droit de poursuivre des études
8) L'exemption de travaux forcés
9) La visite régulière des défenseurs des droits de l'homme et du prisonnier politique.
10) Le statut de prisonnier politique.

PROBLEMES SOCIAUX

A Propos des emplois non pourvus :

Les différents commentateurs de la presse bourgeoise signalent que dans de nombreux secteurs il manque sérieusement de personnel (bâtiment, travaux publics, manutentionnaires, camionneurs, restauration).
Certains parmi ces commentateurs et même certains patrons admettent que ces travaux sont pénibles et mal-payés et même dangereux.
Alors que beaucoup sont payés au SMIC, et même en –dessous. Les camionneurs ont fait des grèves très longues pour pratiquement ne rien obtenir.
Ne parlons pas des différents types de contrat de retour à l'emploi, de stages non rémunérés, de travail précaire etc.. malgré les exonérations de cotisations sociales et de divers cadeaux distribués par le gouvernement de la gauche plurielle, cadeaux qui s'ils avaient été distribués par la droite, auraient provoqué des émeutes.
La raison principale pour laquelle les patrons ne trouvent pas de main d'œuvre se sont les salaires de misère et particulièrement les plus pénibles et les plus dangereux.
Payez les manutentionnaires et les employés de restaurants 8000 francs par mois, les chauffeurs routiers 10.000 francs et alors le personnel va affluer.
Mais les patrons se plaignent de pas avoir de personnel qualifié. A qui la faute, si pendant des années, les restructurations ont entraîné des suppressions d'emplois par centaines de milliers, que du coup, la formation n'a plus été assurée, mieux que les ministres de l'Education nationale mettait en coupe réglée les budgets, supprimaient des postes ou n'en créait pas de nouveau, supprimait des filières entières, criaient à la mort des « vieux métiers » des « vieux secteurs » appelait à dégraisser le mammouth part accroître les profits, mener à bien leurs restructurations.
Alors que certains patrons reconnaissent le fait incontournable que des mauvais salaires ne sont pas incitatifs au retour à l'emploi, ni à la formation. Le MEDEF (organe de direction économique de la bourgeoisie française, la plus bête du monde), veut imposer la déréglementation complète du code du travail, des conventions collectives, baisser les salaires par l'intermédiaire de la RTT (suppression du paiement des heures supplémentaires, par le biais d'annualisation du temps de travail, de la flexibilité de l'emploi et autres mesures.) Pire les nouveaux embauchés aux 35 heures verront leur SMIC amputé de 4 heures de RTT, bref il aura 2 SMIC, l'un à 100% et l'autre 89%. Bonne affaire pour le patronat 11% de plus de plus-value sur le salaire, sans compter les heures supplémentaires non payés mais compensées (gain minimum 10%), plus les exonérations et primes (10% aussi. Total entre 20 et 30% gagnés sur le coup salarial pour ceux qui ont optés pour la RTT dans les temps.
Sans parler de l'impact psychologique sur les choix d'un « vieux métier », de plus mal rémunéré.

LE PATRONAT PEUT ET DOIT PAYER

Les restructurations rapportent des milliards aux multinationales et les secteurs demandeurs comme le bâtiment en commençant par les grands groupes peuvent payer qu'ils soient ceux du bâtiment, des travaux publics, les transports ou de la restauration.) Les agences d'intérim pleurent alors qu'elles ne prennent aucun risque et que ce sont des grands groupes qui détiennent les marchés. Les patrons qui passent par le service de ces marchands d'esclaves modernes, pourrait embaucher les employés quand ils donnent satisfaction au lieu de renouveler x fois les contrats, en se dégageant de tous engagements et contraintes par l'intermédiaire des marchands de travail précaire (les boites d'intérim). Ce qui serait gagné sur ces exploiteurs d'intérim qui ne produisent rien, ne vendent aucune marchandise mais seulement une force de travail. Ce rôle de placier devrait être dévolu à l'A.N.P.E dont c'est le rôle en tant que service public, car bien sûr il est nécessaire d'avoir une agence de placement et d'offres ou de demandes d'emplois.
Est-il nécessaire d'entretenir ce type de société (les agences d'Intérim) ou faut-il un organisme public. Le travail intérimaire (parfois nécessaire) pourrait alors être organisé et contrôlé par ce service public, et le personnel des agences d'intérim embauché par l'A.N.P.E.

QUE PROPOSENT LES COMMUNISTES (MAOISTES).

Les maoïstes sont pour l'émancipation de l'humanité du travail salarié, la suppression de la société de classes et de l'appareil répressif de l'Etat, la suppression des frontières et la réunion de tous les peuples. A l'ère du communisme il faudra néanmoins définir les moyens, les ressources, les besoins de consommation et donc les moyens de productions, la formation etc....Il

faudra donc grâce à tous les moyens techniques et scientifiques « gérer les choses et non plus gouverner les hommes » comme l'a dit Karl Marx. Mais il faut y parvenir, et les moyens pour nous rapprocher du but sont aussi bien les moyens pacifiques comme la lutte économique que des moyens révolutionnaires comme la guerre populaire. Le prolétaire, les couches populaires apprennent aussi dans la lutte économique. Ils apprennent à sa battre contre la bourgeoisie, à obtenir des victoires partielles et temporaires, ils apprennent aussi des défaites qu'ils subissent. Le rôle des communistes n'est pas de gérer le système mais de mobiliser les travailleurs pour leurs revendications, les appuyer. Il est aussi de montrer les limites de la lutte revendicative, de la lutte économique. On ne peut arriver à avoir des conquêtes stables, sans avancer pas à pas, en construisant un appareil plus puissant que celui de la bourgeoisie, le parti communiste (pas celui qui aujourd'hui gère les affaires de la bourgeoisie) mais un parti qui fasse prendre conscience de la nécessité de la destruction de tout l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par l'appareil d'Etat prolétarien, appareil transitoire chargé durant une période plus ou moins longue suivant l'avancée du socialisme à l'échelle mondiale, de changer les rapports de production (socialiser tous les moyens et en finir avec le despotisme régnant au sein de la fabrique capitaliste.)

DANS LA PREMIERE PHASE DE MOBILISATION CONTRE LE CAPITALISME NOUS APPELONS LES TRAVAILLEURS A SE MOBILISER POUR :

- INTEGRATION DES TRAVAILLEURS TEMPORAIRES A PLEIN DANS LES ENTREPRISES QUI LES EMPLOIENT.

- SUPPRESSION PROGRESSIVE DES AGENCES DE TRAVAIL TEMPORAIRE ET RENFORCEMENT DE L'ANPE EN TANT QUE SERVICE PUBLIC (EMBAUCHE DU PERSONNEL, EN PRIORITE CEUX DES AGENCES D'INTERIM).

- REVALORISATION DU SMIC A 8500 FRANCS.

- PAS DE SMIC A DEUX VITESSES

- REVALORISATION TOUS LES TRAVAUX PENIBLES ET RECRUTEMENT MASSIF DE PROFESSEURS PARMI LES PROFESSIONNELS, PRINCIPALEMENT PARMI CEUX QUI ONT PERDU LEUR EMPLOI VICTIMES DES RESTRUCTURATIONS.
- FORMATION DE MEDECINS, DE PROFESSEURS D'INFORMATICIENS, DE CHERCHEURS.
  REVALORISATION DES MINIMAS SOCIAUX.

- MISE EN ROUTE D'UN PLAN DE FORMATION MASSIF DANS LE BATIMENT ET D'UN VASTE PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX DE QUALITE.
- REVALORISATION DU TRANSPORT ROUTIER, MISE EN PLACE DU FERROUTAGE, SUPPRESSION DU PERMIS POINTS, DETAXATION DU GAS-OIL ET DU CARBURANT PROFESSIONNEL COMPENSE EN PARTIE PAR UNE TAXE SUR LES SOCIETES PETROLIERES.

- TAXATION A LA SOURCE DES PLUS-VALUES BOURSIERES
- TAXATION DES TRANSACTIONS AU NIVEAU INTERNATIONAL.

L'EXPLOITATION CHEZ LES REPRESENTANTS DE COMMERCE ET LA FORCE DE VENTE

Le représentant de commerce et plus généralement la force de vente sont des professions mal connues et même décriées. Le représentant est considéré comme un commerçant un peu roublard qui essaie de vendre le produit qu'il est chargé de vendre pour une société.
En réalité la majorité des représentants ont bien du mal à gagner leur vie voire à survivre. Pour beaucoup c'est la galère. Pire un bon nombre travaillent pour rien et même perdent de l'argent en tant que salarié.
La France est le seul pays où un statut protège les V.R.P. (Voyageurs, Représentants, Placiers). Ce statut garanti en principe l'équivalent de 520 fois le SMIC horaire trimestriellement, auxquels s'ajoutent 30% pour les frais professionnels sinon ces frais sont payés sur justificatifs.
Il existe aussi des représentants multicartes salariés qui ne bénéficient pas du statut.
La tendance du patronat est d'employer des commerciaux (« ingénieur » commercial, représentant sans statut) ou des technico-commerciaux.
Ces commerciaux sont en général payés à la commission, frais inclus ou non inclus suivant les contrats qui se négocient de gré à gré (l 'on sait ce que cela veut dire quand le marché est en crise), et toutes les entreprises de commerce sont en restructuration comme les autres.

LA COUR DE CASSATION DECLARE ILLEGAL L'EMPLOI A TEMPS PARTIEL D'UN V.R.P EMBAUCHE A TITRE EXCLUSIF

Les V.R.P. (Voyageurs, Représentants, Placiers) sont des salariés chargés comme leur nom l'indiquent, de représenter et placer, c'est à dire vendre les produits des entreprises qui les emploient.

Ils bénéficient d'un statut particulier s'ils sont employés à titre exclusif, c'est à dire par un seul patron et de ce fait ne peuvent exercer une autre activité, comme le peuvent les multicartes qui travaillent pour plusieurs patrons.
Ce statut, leur garantit le paiement sur un trimestre de l'équivalent brut de 520 fois le SMIC horaire auxquels s'ajoutent les frais professionnels (30% du salaire brut ou aux frais réels sur présentation de factures). De plus ils bénéficient d'un abattement fiscal de 30% dans la limite de 50.000 fr. remis en cause par le gouvernement de la gauche plurielle, la limite étant passé à 30.000 fr. puis 20.000 fr. et sera supprimé.
Le statut des V.R.P. est unique en Europe et les patrons voudraient bien le supprimer et ne payer qu'à la commission, ou généraliser l'emploi non-salarié d'agent commercial (pas de charges à payer pour le patron employeur puisque l'agent commercial doit être inscrit au registre du commerce et subir tous les frais et aléas du commerce, tout en dépendant d'un patron).
Un fort pourcentage des V.R.P. (70% chez Larousse (aujourd'hui – Livres) Diffusion Réseau (L.D.R) qui diffusait (avant le licenciement de l'ensemble du personnel et sa fermeture officieuse), les grandes encyclopédies Larousse qui après la fermeture continuant à être diffusés par des sociétés écrans ou Bordas encyclopédies (la S.G.E.D) qui dépendent du même groupe.
La dite ex-société L.D.R. plus précisément son établissement Ile de France vient d'être condamné par la Cour de Cassation Sociale par un arrêt du 11 juillet 2000 dont voici l'essentiel de l'attendu.

Vu le préambule de la Constitution du 27 Octobre 1946, les articles L. 120-2, L. 212-4-2 et L. 751-1 du Code du travail, l'article 5 de l'accord interprofessionnel des V.R.P ;
Attendu que la clause par laquelle un salarié s'engage à consacrer l'exclusivité de son activité à un employeur porte atteinte à la liberté du travail ; qu'elle n'est valable que si elle indispensable à la protection légitime de l'entreprise et si elle est justifiée par la nature de la tâche à accomplir et proportionnée au but recherché ; qu'il en résulte que la clause d'un contrat de travail par laquelle un salarié s'engage à travailler pour un employeur à titre exclusif et à temps partiel ne peut lui être opposée et lui interdire de se consacrer à temps complet à son activité professionnelle ; qu'un V.R.P s'il est engagé à titre exclusif, ne peut se voir imposer de travailler à temps partiel et à le doit de rémunération minimale forfaitaire prévue par l'article 5 de l'accord national interprofessionnel des V.R.P ;
Attendu que Mme C..... a été embauchée par la société Larousse diffusion IDF le 19 janvier 1993 en qualité de V.R.P. exclusif à temps partiel, rémunérée à la commission ; qu'elle a été licenciée le 7 octobre 1994 et a saisi le conseil des prud'hommes, notamment aux fins de voir requalifier son contrat en contrat de travail à temps complet ;
Attendu que, pour débouter la salariée de ses demandes, la cour d'appel énonce que Mme C..... a été engagé en qualité de représentant exclusif à temps partiel ; que le contrat prévoyait expressément que l'activité du représentant « ne pouvait être constatée par le respect d'un horaire » mais devait être appréciée par le nombre d'argumentations et de ventes obtenues » ; que la garantie de ressources prévues par les articles 5 et 5-1 de l'accord interprofessionnel des V.R.P est subordonné à l'exercice d'une activité à plein temps.
Attendu, cependant que la cour d'appel a constaté, que la salariée avait été engagée en qualité de V.R.P. à titre exclusif ;
Qu'en statuant comme elle fait, alors que la salarié avait droit à la rémunération minimale forfaitaire prévue par l'accord national interprofessionnel des V.R.P, la cour d'appel a violé les textes susvisés.
Comme le commente LIAISONS SOCIALES, « Un salarié à temps partiel doit pouvoir travailler pour le compte d'un autre employeur afin de compléter sa rémunération. Une clause d'exclusivité n'est pas justifiée, s'agissant de V.R.P à temps partiel. Elle est attentatoire à leurs libertés » et « Un V.R.P, engagé à titre exclusif, a droit à la rémunération minimale forfaitaire » « « l'arrêt semble vouloir dépasser le cadre strictement VRP »
C'est après une demande d'avis au syndicat C.G.T des professionnels de la vente, que la Cour de Cassation a pris sa décision.
Il faut dire que chez Larousse avait été fondé une section d'entreprise C.G.T, avant la liquidation complète de cette société par le groupe Betersman. La Fédération des professionnels de la vente dont le siège est à Paris à la Bourse du Travail a soutenu de nombreux salariés dans de multiples procès dont beaucoup sont encore en cours. De nombreux autres maisons d'édition, d'autres entreprises de ventes directes, mais

aussi des sociétés de tous types emploient des V.R.P et même d'autres professionnels de la vente qui ne bénéficient pas du statut. Beaucoup gagnent moins que le SMIC, voire paient pour travailler, quand leur frais sont inclus dans la commission et qu'ils n'ont pas fait de vente ou pas assez, il n'est pas rare que tout en étant exclusif, ils doivent payer de leurs poches.
Cet arrêt de la Cour de Cassation doit être connu de tous pour que les Patrons paient au minimum le SMIC et les frais professionnels aux exclusifs V.R.P ou non. .
Faites le connaître

Correspondance Syndicale C.G.T.

A PROPOS DES MULTIPLES INITIATIVES POUR S'OPPOSER A CERTAINES ORIENTATIONS COLLABORATRICES DES DIRECTIONS SYNDICALES, QUELLE EST LA POSITION DES MAOISTES.

Comme nous le disons, pour nous il ne peut y avoir une véritable indépendance de classe du syndicat que si la position des communistes (maoïstes) devient dominante dans les syndicats, tout simplement parce qu'aujourd'hui les syndicats sont dominés influencés par les sociaux-démocrates, les révisionnistes et autres formes de l'opportunisme.
Bien que les diverses oppositions ne soient pas dégagés des lignes liquidatrices, comme ont dit qui désespèrent Billancourt. Le prolétariat repasse peu à peu à l'offensive. Comme le président Mao le disait. «Il ne faut pas avoir peur du chaos ». L'aspect principal est que les masses se mettent en mouvement, que se multiplient les initiatives pour regrouper ceux qui veulent lutter. Les masses apprennent par leur propre expérience et nous ne devons pas avoir peur de la confusion apparente, car le processus pour regrouper l'avant-garde prolétarienne dans un parti communiste de type nouveau (maoïste) n'en est encore que dans sa phase de préparation. Les masses doivent pour comparer, se frotter si l'on peut dire aux lignes politiques en présence et voir qui en définitive va dégager en théorie et en pratique la ligne qui va permettre d'en finir avec la domination de la bourgeoisie. Les multiples initiatives de luttes du prolétariat et des masses populaires doivent être défendu par les communistes. Ils doivent apprendre eux aussi, dans la pratique près des masses. Ils doivent mener des enquêtes pour coller au plus près des problèmes existants et à résoudre.
Ainsi il faut soutenir les initiatives et comme il faut construire du nouveau, il ne faut pas avoir peur de démolir. On n'a jamais vu construire un édifice neuf sans raser celui qui menace ruine. S'il faut un parti de type nouveau pour vaincre la bourgeoisie après la ruine des anciens partis communistes, il faudra nécessairement un syndicat dont la direction sera entre les mains de syndicalistes déterminés, luttant contre toutes les tendances liquidatrices, il s'agit là aussi de regrouper les forces qui veulent réellement mener la lutte de classes. Ces forces ne peuvent pas maintenir ou continuer la ligne erronée, collaboratrice qui a conduit au recul syndical que l'on connaît.
Dans ce sens l'O.R.P.C.F (Organisation pour le Regroupement du Prolétariat Communiste de France) dans un Parti Communiste de type nouveau (maoïste) décide d'ouvrir les colonnes du Drapeau Rouge aux correspondances ouvrières, syndicales et populaires exemplaires qui s'opposent à l'exploitation capitaliste et à la politique collaborationniste de la gauche plurielle et de ses alliés opportunistes.
Ces correspondances quand elles revêtiront ce caractère anti-capitaliste et anti-collaborationniste seront accompagnés de notre point de vue.
Il nous semble juste de publier telle ou telle déclaration de sections syndicales, d'Union locales, de comités de chômeurs, voire de fédération (comme aujourd'hui, celle de la Fédération Nationale des Transports C.G.T.). Nous publions également 3 articles extraits du Journal «CHOMAGE ras le bol !» - Journal du Comité de Chômeurs CGT de Paris –18ème. (Chronique à Julot et France TELECOM.., qui dénoncent la politique antisyndicale du gouvernement de la gauche plurielle) et celle du Syndicat CGT (Travail Temporaire), qui va dans le même sens que les propositions que les maoïstes pour ce secteur.
Dans le même temps, nous dénonçons la collaboration de classe, les positions réactionnaires, voire la collusion de syndicalistes fussent-ils C.G.T avec l'appareil d'Etat comme cela s'est passé à Lille, où certains syndicalistes C.G.T ont appelé la police pour expulser les sans-papiers soutenus eux-mêmes par de nombreux syndicalistes C.G.T qui ont dénoncés les collabos. C'est çà la lutte entre deux lignes au sein des syndicats, soutien populaire à une lutte d'une part, collaboration de classes d'autre part.

Dans le même sens, nous soutenons l'initiative de créer un Front de Lutte à l'Université Paris VIII, devant la politique d'appui aux mesures réactionnaires du gouvernement de la direction de l'administration de l'Université et des syndicats étudiants. De plus le Front de lutte, pose le problème de la lutte de classe au sein de l'Université. Cela été possible parce que dans la lutte revendicative a été posé le problème politique, à savoir la politique de L'Etat aujourd'hui en ce qui concerne les étudiants sans-papier, et en arrière plan la politique vis à vis de l'immigration, du pillage impérialiste qui en est la cause, et pour finir la sélection à l'Université.

Le bond qualitatif que constitue la création d'une organisation se démarquant tant dans la pratique qu'en théorie a été possible parce que la lutte a été dirigé par des maoïstes. Dans les autres cas le processus de regroupement des travailleurs dans un syndicat unique de lutte de classes est encore a son début, se fait même en partie en dehors de nous. C'est pourquoi la lutte de ligne doit être menée au sein des syndicats, et particulièrement au sein de la C.G.T., en appuyant les points de vue justes et en combattant les points de vue erronés, pour remettre LA POLITIQUE AU POSTE DE COMMANDEMENT pour combattre le réformisme et le révisionnisme.

Il s'agit de créer le pré-parti communiste.

Il s'agit de jeter les bases d'un front uni du prolétariat et des couches populaires, en y incluant les problèmes liés aux minorités, et aux différents problèmes spécifiques

Il s'agit de construire les organisations de masses du parti de type nouveau en voie de formation.

Il s'agit de regrouper les intellectuels prêts à servir le peuple, d'apporter leurs connaissances au prolétariat et aux masses populaires et aussi d'apprendre au près d'elles.

Il s'agit de développer une presse nationale au service du peuple en renforçant notre parution, notre diffusion pour que les idées justes des masses deviennent une arme pour l'action et que les idées communistes se répandent de nouveau, jusqu'à la déroute planétaire du capitalisme et le triomphe du communisme.

Devenir correspondant du Drapeau Rouge, est aussi le moyen de franchir le premier pas dans ce sens.

Sur la lutte contre le révisionnisme

A PROPOS DE LA HAUSSE DU GAS-OIL

La déclaration de la Fédération Nationale des Transports CGT du 4 Septembre, dénonce avec justesse, les cadeaux continuels des pouvoirs publics. De nombreux syndicalistes et de travailleurs, des couches inférieures de la bourgeoisie (artisans taxis, transporteurs individuels, et les plus petits patrons dénoncent le gouvernement.

De même, le courrier que nous avons reçu du Nord-Pas de Calais montre que des marins pêcheurs salariés ont fait bloc avec les petits patrons, car « la hausse du prix des produits pétroliers grève également largement les salaires des matelots, qui sont payés à la part, indexés sur les frais du navire ». « La moitié de ce surcoût est supportée par les équipages, payés en fonction du chiffre d'affaires du navire. Résultat : certains matelots ont perdu jusqu'à 4.000 F, soit 30% de leur salaire.

Il en est de même pour les artisans taxis individuels pour qui la hausse est dramatique, certains gagnent moins que le SMIC, pire ceux qui dépendent des compagnies louageuses ont des frais parfois supérieurs à leurs gains, comme nous le disons dans notre article sur les VRP, ils paient pour travailler.

Ne parlons pas de tous ceux qui doivent utiliser leur voiture pour travailler ou se rendre sur leur lieu de travail à leur frais ou presque (quand ils ont la moitié de la carte orange remboursée).

Poursuivons !

La Fédération CGT, proteste avec justesse contre « les aides financières des pouvoirs publics » s'insurge que « les patrons ne respectent pas leurs engagements », que « quand les prix des carburants baissent, les patrons n'augmentent pas les salaires » etc..

La fédération adoptant un point de vue de classes « non seulement les salariés n'ont pas à s'associer à ces actions de leurs patrons, mais ils ont tout intérêt à s'organiser face à ces employeurs »

Cela dit, est ce que la hausse des carburants ne frappent pas les travailleurs, la classe ouvrière en particulier, les petits artisans et commerçants , les petits paysans menacés de liquidation ?

La réponse à cette question est oui la hausse des prix grèvent de façon insupportable les couches de salariés et des couches non-salariés de la petite-bourgeoisie.

Du point de vue des communistes de type nouveau, la classe ouvrière ne peut se battre

seule contre la grande bourgeoisie, des couches supérieures de la moyenne bourgeoisie. Contre les multinationales, la grande bourgeoisie et tous ses défenseurs intéressés économiquement et ses défenseurs idéologiques et politiques, le prolétariat doit défendre les couches inférieures de la petite bourgeoisie non-salarié, car il défend alors son propre intérêt. C'est ce que comprennent les simples gens qui d'ailleurs s'enfilent dans la brèche ouverte et profitent des contradictions au sein de la bourgeoisie. D'ailleurs la grande bourgeoisie a vu les risques de dérapage qui risquaient de remettre en cause sa politique de restructuration sociale, le projet du MEDEF de liquider le Code du travail et des conventions collectives, largement mis en route par la RTT, les délocalisations, etc.., par leur « nouveau » contrat social. Aussi le MEDEF a-t-il appelé conjointement avec le gouvernement de la gauche plurielle à régler au plus vite le conflit.

Mais les masses ne raisonnent pas de la même façon que l'Etat qui pour elles est à juste titre l'appareil chargé de gérer et de défendre le système capitaliste exploiteur et oppresseur. Le gouvernement gouverne cet Etat, applique les lois, en fait même de nouvelles qui renforcent l'exploitation et l'oppression. Pour les dites masses qu'importe que les ministres soient de gauche ou de droite, comme on dit c'est le résultat qui compte, et le résultat c'est l'augmentation de la misère, de l'exploitation et de l'oppression. Les articles du Comité de chômeurs 18ème CGT montrent ce que fait un ministre (soit disant communiste). Le MEDEF et le gouvernement de la Gauche, les partis politiques n'avaient qu'une peur que çà dérape.

Les syndicats de salariés ont été comme paralysés pendant cette grève, ils ont certes justement dénoncé les manœuvres du patronat, mais n'ont pas su réagir à temps et suffisamment rapidement.

Cela pour plusieurs raisons, car les choses ne sont pas si simples que l'on pourrait l'imaginer.

Il a bien sûr une minorité de réformistes et de révisionnistes alliés ouverts ou cachés de la bourgeoisie dans les syndicats qui consciemment freinent ou cassent les luttes. Il a aussi ceux qui ne savent plus comment faire mais pour qui la gauche plurielle fait la même politique que la droite. Il y a beaucoup qui disent que la droite n'aurait jamais osé faire le dixième de ce que fait la gauche, car alors tout le monde aurait été dans la rue.

Il s'agit de profiter de toutes les brèches ouvertes. Dans cette grève les directions syndicales et les associations de consommateurs auraient du mobiliser sur leurs propres bases dans les usines pour la baisse des carburants, la taxation des carburants (comme il est d'ailleurs dit dans la déclaration C.G.T). Le problème n'est pas seulement de l'écrire. Il fallait mobiliser, mais voilà, pour mobiliser il fallait à ce moment là tirer sur une seule cible le gouvernement appuyé par la grande bourgeoisie et non pas se rallier aux petits patrons, mais combattre sous son propre drapeau, celui de la classe ouvrière, en appuyant ce qu'il pouvait y avoir de juste dans les revendications des couches inférieures de la petite bourgeoisie artisanale, commerçant et paysanne. Bref ce n'est plus un appui au patronat, mais une lutte populaire où le prolétariat avait ses propres mots d'ordre.

Il fallait par l'initiative du prolétariat appelé à la mobilisation contre la hausse du carburant, la taxation des pétroliers. Alors les contradictions auraient éclatés entre la grande bourgeoisie et les autres couches de la bourgeoisie, plaçant le prolétariat comme acteur incontournable.

Cela la gauche plurielle, le gouvernement, l'Etat, les partis conciliateurs, les tenants de la conciliation et de l'accompagnement dans les syndicats l'auraient combattus. Cela aurait été un révélateur supplémentaire pour les démasquer un peu plus.

Les communistes n'ont pas peur qu'éclatent les contradictions, car c'est le heurt des contradictions qui font avancer l'histoire et pas le statut quo, le consensus. Il faut faire confiance aux masses, avancer les mots d'ordre mobilisateurs, ne pas craindre un mouvement d'ensemble, mais savoir que c'est dans le feu de la lutte des classes que se forgera la faucille et le marteau de la révolution (abandonnées par la direction révisionniste du P.C.F), parti de gouvernement comme le proclame les renégats, parti que l'on voit tous les jours agir par ses ministres dévoués à la bourgeoisie.

Dans les syndicats, les organisations populaires diverses la lutte entre les deux lignes, prolétarienne et populaire d'une part et bourgeoise et collaborationniste d'autre part doit être menée, pour créer le parti communiste de type nouveau et le syndicat de lutte de classes correspondant, les organisation vraiment populaires. ALORS NOUS VAINCRONS !

Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT

Déclaration de presse

Une minorité de patrons du transport routier marchandises prend en otage la population

(38.000 entreprises du transport routier marchandises quelques dizaines de barrages).

Leurs actions ne les pénalisent pas, les cuves de gas-oil de ces entreprises sont pleines. La pratique est courante pour ces derniers, ils immobilisent un de leur camion, et font rouler les autres.

Le TRM se situe au 2ème rang au niveau du taux d'accidents du travail et est très meurtrier sur nos routes.

La volonté de réaliser toujours plus de profits y compris en passant par le racket des contribuables français est scandaleuse de la part de ces employeurs qui bafouent les lois (le temps de travail est démentiel dans la profession), les salaires ne reconnaissent pas les qualifications professionnelles.
Tout ceci au détriment de l'emploi.

D'autre part les chiffres d'affaires explosent, les marges suivent (l'entreprise TFE par exemple vient d'annoncer une hausse de 35% de son résultat net, par rapport à l'années précédente).

La croissance de la profession au niveau national (2ème rang au niveau du marché européen) est phénoménale (pour les 4 premiers mois 2000 les records se battent, la progression est de 5% en volume par rapport à la même période 1999 qui a été une année fluctueuse avec une croissance de 8,7%).

L'embellie va continuer, toutes les études affirment que la progression annuelle de croissance sera au minimum de 2,5% par an, de 64% dans les 20 ans en France pour cette profession.

Les aides financières des pouvoirs publics envers les employeurs (exemple : dégrèvements de la taxe à l'essieu pour les véhicules, mesures sur la TIPP, dispositifs beaucoup plus favorables dans le cadre de la loi Aubry II, par décret accompagné d'aide financière) ne bénéficient en rien aux salariés ni aux usagers.

Les patrons ne respectent pas leurs engagements quand ils profitent de l'argent du contribuable, les salariés attendent entre autres la reconnaissance financière du travail de nuit qui devait se régler au plus tard avant le 30 juin 2000.

Si le gouvernement baisse les taxes des carburants pour les patrons, il prend le risque d'un mécontentement social profond.

Les salariés sont doublement victimes, d'une part, au travers de leur véhicule personnel et de l'autre, à travers les répercussions de la hausse sur la tarification des prix des transports publics.

De plus :
- Quand les prix des carburants baissent, les patrons n'augmentent pas les salaires et ne demandent pas la remise en cause de toutes les aides et dégrèvements financiers dont ils jouissent.
- Quand les prix des carburants augmentent, les patrons refusent les augmentations de salaires et font pression pour obtenir toujours plus de dispositifs d'allègement de l'Etat.

Tout démontre que le marché et la concurrence ne peuvent pas réguler ce secteur, d'où la nécessité d'une mise en place d'une tarification sociale obligatoire (TSO).

La pénurie de conducteurs, les forts mouvements d'entrée et de sortie du personnel, toutes catégories professionnelles confondues, que connaissent les entreprises du transport routier marchandises ne sont pas le fruit du hasard.

Non seulement les salariés n'ont pas à s'associer à ces actions de leurs patrons, mais ils ont tout intérêt à s'organiser face à ces employeurs.

La CGT est à leur disposition pour leurs revendications (salaire, 13ème mois, majoration du travail de nuit etc ...).

Montreuil, le 4 septembre 2000.

263, rue de Paris - case 423 - 93514 Montreuil Cedex - Téléphone : 01 48 18 80 82 - Télécopie : 01 48 18 82 54

Syndicat National des Salariés des Entreprises de Travail Temporaire CGT

En ce qui concerne les intérimaires, il faut savoir que les entreprises de travail temporaire ont servi de modèle au patronat dans l'élaboration du PARE.
Pour un intérimaire, l'existence se divise en périodes de travail (parfois), de chômage (souvent), de stage (exceptionnellement). Les entreprises de travail temporaire ont servi de laboratoire pour légitimer la précarité, l'organiser et la valoriser :
« *L'intérim est un métier* » (Adia)
« *Faisons travailler les talents* » (VédiorBis)
« *Le réseau des compétences* » (Manpower).
Voilà leurs slogans à grande échelle pour nous faire croire que les travailleurs ont gagné un nouveau droit : celui de « choisir ».
Choisir quoi ? Pour le patronat, c'est la « discontinuité dans le travail », comme le répète le PDG de VédiorBis.
Pour nous, le seul choix, c'est de fermer notre gueule, d'accepter les missions à n'importe quelles conditions (de qualification, de valorisation, de risques accrus, qui entraînent chez les intérimaires un taux d'accidents du travail deux fois plus élevés que la normale), ou bien… aller pointer.
Les entreprises de travail temporaire étaient présentes dans l'élaboration du projet PARE puisque la Commission Précarité était dirigée par Monsieur Fonlupt, administrateur du Syndicat des Entreprises de Travail Temporaire (SETT : syndicat patronal).
Cette commission avait engendré l'idée d'un nouveau contrat de 5 ans pour les salariés. Ce même Monsieur Fonlupt était membre de la délégation du Medef lors des discussions sur le PARE.
Il n'est pas surprenant que le SETT se proposait, dès la signature du PARE par le Medef, la CFDT et la CFTC, de mettre en place un réseau d'agences spécialisées dans la réalisation des entretiens d'évaluation, de formation et de suivi des demandeurs d'emploi.
Contre le projet du Médef et l'appétit féroce des entreprises de travail temporaire, nos intérêts sont de plus en plus convergents, et nous étions présents lors des différentes actions et rassemblements devant le siège du Medef. Nous continuerons à nous mobiliser pour être tous ensemble, Comités de Chômeurs, Syndicat CGT de l'Intérim, dans les actions pour faire reculer le patronat et ses projets rétrogrades.
Chômeurs parfois intérimaires !
Intérimaires parfois chômeurs !
En bref, salariés rotatifs !
Nous devons échanger nos expériences et nous informer de nos droits respectifs, nombre d'intérimaires ne connaissant pas leurs droits de chômeurs et vice-versa.

Unis dans l'action
Nous serons plus forts !

SPIDF-CGT-ETT (Syndicat Parisien du Travail Temporaire) Permanences le vendredi de 15h à 19h à la Bourse du Travail
Bureau 412, 3, rue du Château-d'Eau - 75010 PARIS - Tél. 01.42.41.81.86

LA CHRONIQUE A JULOT

SA MAIN GAUCHE NE SAIT PAS CE QUE FAIT SA MAIN DROITE

Quand le camarade Ministre des Transports aide le patronat dans la chasse aux syndiqués.

Après avoir demandé que soient sanctionnés les manifestants occupant les péages d'autoroute, après avoir fait un cadeau aux patrons routiers sur le dos des chauffeurs, voilà maintenant que le camarade ministre a ouvert la chasse aux syndicalistes.

Le 14 décembre, le lendemain de sa nomination, le délégué syndical de la société STRL RIGAR, filiale du groupe SAMAT, a été licencié. L'inspecteur du travail a refusé le licenciement, le camarade ministre, lui, l'a autorisé.

N'est-il pas étonnant qu'un ministre qui se dit de gauche console le patronat et lui fait des cadeaux ?

Maintenant il ouvre la chasse aux syndiqués au profit des patrons.

La répression antisyndicale n'a jamais été aussi féroce que depuis l'installation du gouvernement de « gauche plurielle ».

Julot Essuieglasses

FRANCE TELECOM : sanctions antisyndicales

Un militant suspendu pour avoir participé à un rassemblement. **Quatre autres sous le coup de sanctions lourdes pour avoir témoigné en faveur du premier.** Quatre salariés, encore, menacés d'expulsion pour affichage de tracts dans leur centre… C'est une véritable pluie de sanctions qui s'abat sur le personnel de France-Télécom, cadres compris, et sur ses représentants. Les syndicats CGT et SUD-PTT dénoncent *« des sanctions motivées par le seul fait de l'activité syndicale des militants ». « La direction de France-Télécom, engagée dans les filialisations, restructurations et privatisations, use à tous les niveaux d'un autoritarisme grandissant dans ses rapports avec le personnel, accuse la Fédération CGT PTT. Elle malmène le droit syndical et, ne pouvant convaincre, elle réprime ».* A en juger par leur multiplication, il semble en effet que les procédures disciplinaires soient devenues un mode de management à part entière et que la direction contienne ainsi toute critique face à ses choix, par ailleurs largement désapprouvés par le personnel. LA CGT réclame l'arrêt des brimades, le rétablissement des sanctionnés dans leurs droits et l'ouverture de négociations à partir des revendications des salariés, pour *« un véritable dialogue social impliquant le respect et l'extension de la liberté d'expression, des droits des salariés et du droit syndical ».* **(Hebdo CGT, 18-24 août 2000)**

ANTIMONDIALISATION ou ANTICAPITALISME ?

LA MONDIALISATION :

Aujourd'hui tout le monde est contre la mondialisation. C'est devenu un mot à la mode. Mais de quelle mondialisation parle-t-on ? Qui applique la mondialisation ? Quelle classe, quel Etat, quel gouvernement ? etc..
Quand on répond à ce type de questions, les choses deviennent claires. On peut tracer alors une ligne politique claire entre ceux qui veulent vraiment s'opposer à cette restructuration en cours et ceux qui veulent accompagner la mondialisation, la rendre plus humaine, plus supportable, plus sociale, bref qui veulent des réformes du système impérialiste mais ne veulent pas le détruire de fond en comble.
Aujourd'hui, il s'agit de tracer une ligne de démarcation entre les réformistes de tous poils et les communistes (c'est à dire les maoïstes) sur cette question comme sur tant d'autres pour se donner les moyens de détruire ce système d'exploitation et en construire un dans chaque qui libère l'humanité toute entière.

NOUS SOMMES A L'EPOQUE DE L' IMPERIALISME, DE L'IMPERIALISME POURISSANT !

L'époque de l'impérialisme, c'est l'époque où le capital bancaire a fusionné avec le capital industriel, et devient le capital financier . Ce processus qui a commencé il y a un peu plus de 100 ans, se poursuit à une vitesse accélérée. Le marché mondial est de plus en plus en plus concentré dans les mains des sociétés multinationales monopolistes de plus en plus géantes..
L 'époque impérialiste est aussi celle des guerres mondiales. Le partage du monde a été achevé dès la fin du XIXème siècle entre les puissances coloniales occidentales. La première et seconde guerre mondiales ont été des guerres de repartage du monde entre les puissances impérialistes. La première a produit, le premier Etat socialiste. La seconde a élargi le camp socialiste et la lutte de libération nationale des peuples opprimés a obligé la bourgeoisie à reculer. Pour maintenir sa domination elle a transformé les colonies en semi-colonies, en accordant aux classes bourgeoises de ces pays une indépendance formelle qu'elles ont acceptées avec enthousiasme car ces bourgeoisies ont obtenus l'aide « fraternelle » des ex-colonisateurs pour asseoir leur domination sur leurs peuples en contrepartie d'accords économiques juteux pour les oppresseurs impérialistes leurs alliés. La restauration du capitalisme dans tous les pays socialistes par les révisionnistes a donné un second souffle à l'impérialisme et au capitalisme agonisant. Les forces révisionnistes et social-démocrates se sont sentis pousser des ailes et ont proposé et proposent leurs services, pendant que les forces fascistes essaient de se regrouper car la bourgeoisie sait que les réformistes de tous poils ne pourront tenir longtemps en laisse les prolétaires et les peuples opprimés du monde entier. La nouvelle vague révolutionnaire commence à se développer dans le monde entier. Des partis de types nouveaux (maoïstes) se créent et partout les communistes sous la bannière du maoïsme se regroupent. C'est dans ce cadre que la lutte contre la mondialisation et ses effets se développent.

LUTTER CONTRE LA MONDIALISATION,

Les luttes contre ses différents aspects sont une bonne chose, à condition que dans chaque lutte soit posé le problème politique de fond, de la mondialisation, quelles sont les véritables causes et objectifs de la mondialisation si ce n'est ceux du capitalisme. Si ce dernier est en définitive un tigre en papier dont les cendres seront dispersées sous le feu de la guerre populaire, d'un autre côté ce tigre est bien réel, dangereux comme une bête féroce qui sent que l'heure de sa mort est proche.
Toutes les conférences internationales (sur la préservation des espèces, l'accaparement du vivant, sur les OMG etc..) restent lettres mortes. Les paysans de nos pays mais aussi et surtout ceux des pays opprimés sont victimes des semences non renouvelables, du prix de marché, des producteurs d'engrais et de matériel agricole, des monopoles dominés par le capital financier, du crédit bancaire et autres contrats d'intégration). Il n'y a pas de sortie possible pour les paysans sauf pour une minorité de plus en plus réduite qui se transforme en grand propriétaire foncier. Il en est de même pour le petit commerce La prolétarisation se généralise, comme le disait Marx, la bourgeoisie produit la classe qui va la détruire, le prolétariat.

LUTTER CONTRE L'ETAT BOURGEOIS ET SES DIVERSES FORMES DE GOUVERNEMENT, C'EST LUTTER CONTRE LA RESTRUCTURATION DU CAPITALISME MONDIAL.

Contrairement aux idées reçues reprises par les nationalistes de tous poils par démagogie, il n'y a pas dépérissement de l'Etat (qui se fera dans les dernières phases du socialisme et qui ne sera effectif qu'à l'époque du communisme à l'échelle mondial). L'Etat et les Etats n'ont jamais été si structurés, n'ont jamais tant d'appareils pour appliquer la politique de la classe dominante, c'est à dire l'extorsion de la plus-value. Le patronat en veut de plus en plus, la restructuration à l'échelle mondiale entraîne une restructuration nationale qui arrange le patronat. Il pousse à la roue soutenu ou accompagné par les partis et syndicats de toutes tendances, leurs directions pratique soit une politique ouverte de collaboration, soit une politique d'accompagnement, une politique de moindre mal d'après eux. On voit ainsi le MEDEF dans notre pays caracoler sur les épaules des syndicats collaborationnistes devant les autres directions syndicales réformistes médusés qu'on ne puisse plus faire de réformes. Pendant ce temps les prolétaires et les petites gens du peuple trinquent. Dans les banlieues la misère s'amplifie, on détruit les barres pour éviter la concentration, mais c'est la misère qui s'étend, la peinture ou les facades ravalées, ne remplissent pas les ventres creux.
La bourgeoisie a besoin d'un Etat fort pour la protéger et les nouveaux architectes de la gauche font du bon boulot pour elle, comme disent les jeunes « Police partout, Justice nulle part », c'est la répression de l'Etat, contre tout ce qui s'élève contre sa politique économique inique. Les syndicalistes sont frappés de plus en plus, et des jeunes des banlieues laissés pour compte ; les sans papiers ouvriers ou étudiants. Sous prétexte de sécurité, la gauche recrute des flics de toutes sortes adaptés et issus des lieux qu'ils sont chargés de « pacifier ». L'objectif étant de faire surveiller, contrôler, réprimer les masses par une partie des masses. Dans d'autres régions du monde où se déroulent les premières guerres populaires dirigées par les partis communistes de type nouveau (comme au Pérou ou au Népal etc..), ils appellent cela « la guerre de basse intensité » guerre dirigée contre le peuple luttant contre ses oppresseurs.
Quand on voit les choses de cette façon (comme nous venons de le décrire succintement), alors la lutte contre la « mondialisation » prend une autre dimension, car elle est vu sous le grand-angle de la théorie révolutionnaire du prolétariat aujourd'hui, le marxisme-léninisme-maoïsme..

CONTRE LA MONDIALISATION, FORMONS UN VASTE FRONT DE LUTTE !
REGROUPONS LES PROLETAIRES ET LES ELEMENTS REVOLUTIONNAIRES DU PEUPLE, POUR CONSTRUIRE LE PARTI DE TYPE NOUVEAU, LE PARTI MAOISTE !

30 Juin 2000 « LE DRAPEAU ROUGE » N° 2
(Nouvelle Série 2000) (Spécial MILLAU)

Sur « L'impérialisme est la veille de la Révolution sociale du prolétariat »

VIVE LA LUTTE DES ETUDIANTS SANS PAPIER DE PARIS VIII-St. DENIS!

Le début d'année a mis en pleine lumière, la lutte des étudiants sans papier organisé dans le **CLESP (Comité de lutte des étudiants sans papier)**. Cette lutte trace une nette ligne de démarcation entre les positions des différentes composantes de la gauche plurielle au sein de l'Université et celle des étudiants qui se battent sur des positions de principes pour l'égalité de traitement des étudiants qu'ils soient français ou étrangers. Le CLESP se bat pour tous les étudiants sans papier, demande la **régularisation collective de tous les étudiants sans-papier**, mais leur lutte implicitement va au-delà, elle pose aussi le problème de tous les sans papiers laissés sur le carreau par le gouvernement de la gauche plurielle qui poursuit la même politique que la droite. Ils se battent contre les lois discriminatoires et racistes de Pasqua-Debré qui n'ont pas été supprimées, mais poursuivies et affinées par Chevènement ministre du gouvernement de la gauche plurielle qui a régularisé une minorité des sans papiers et en a refusé la majorité après leurs avoir fait remplir des dossiers. Ainsi ils sont fichés et ont dû replonger dans une clandestinité plus profonde encore. Le soutien apporte sa contribution, ses conseils, propositions ou suggestions qui sont examinés avec soin par le CLESP qui décide de retenir telle ou telle proposition en toute indépendance sur la base de ses mots d'ordre, de ses objectifs. Ce qui permet de régler d'une façon correcte les divergences et contradictions dans notre camp, au sein du peuple.

La lutte des étudiants sans papier a montré que l'ancienne faculté expérimentale de Vincennes a été vidée de son contenu progressiste par les révisionnistes, les sociaux-démocrates, les Verts et le mouvement des citoyens qui sont les courroies de transmission du gouvernement de la gauche plurielle à l'Université appuyés par les syndicats de transmission de ces partis (UNEF, UNEF-ID, OXYGENE (les Verts). Des syndicats étudiants, des organisations soutiennent la lutte. Dans les partis et syndicats cités, deux lignes s'opposent, celle de ceux qui veulent que la loi de la gauche plurielle passe et ceux qui prennent conscience du caractère inique de cette loi et s'opposent aux méthodes policières employées pour en finir avec cette lutte qui dérange la gauche plurielle.

Les étudiants sans papiers ont bien une carte d'étudiant mais la préfecture refuse de les régulariser bien qu'ils aient passé avec succès des entretiens pédagogiques, pire elle exige que l'Université leurs refassent passer ces entretiens. Cela veut dire que c'est la préfecture qui demande des entretiens pédagogiques pour donner une carte de séjour et c'est seulement après que l'étudiant aura sa carte d'étudiant, en respectant les autres critères, certificat d'hébergement ou de logement, dépôt de garantie de 20.000 fr. somme considérable pour un étudiant africain, maghrébin, d'Asie ou d'Amérique Latine. Seuls ceux des classes supérieures seront étudiants. La direction de l'Université est pour la régularisation au cas par cas au bon vouloir de la préfecture et est prête à accepter son verdict final. L'Université se transforme en officine du ministère de l'Intérieur et les professeurs et administratifs peuvent se transformer en flics adjoints involontairement pour la majorité d'entre eux. La police politique de la gauche plurielle va pouvoir agir pour faire accepter les critères retenues par l'Etat capitaliste dont ils sont les représentants zélés. La réponse des étudiants sans papier prend le contre-pied de la politique discriminatoire de la gauche plurielle. Ils refusent le cas par cas, exige la régularisation collective de tous les sans papiers puisqu'ils ont passé avec succès les examens pédagogiques, l'obtention de la carte de séjour doit être automatique une fois les entretiens pédagogiques passés donnant droit à la carte d'étudiant, CARTE d'ETUDIANT= CARTE DE SEJOUR.

Aussi pour se faire entendre depuis le 20 Janvier les étudiants étrangers sans papier organisé occupent l'amphi X. Mais les représentants de la gauche plurielle à l'Université ne l'entendent pas de cette oreille. Ils veulent en finir et pouvoir continuer à ronronner sans vague. Le président provoque un incident en envoyant un administratif provoquer les étudiants. Une échauffourée s'en suit, ce qui permet à la direction de l'Université de parler de violence et de faire qu'une plainte soit portée afin de criminaliser le mouvement. Mais malgré cette provocation grossière, l'occupation continue et le mouvement se renforce. Aussi la direction envisage d'appeler la police, c'est le plan aussi de la préfecture et du gouvernement de gauche plurielle dont ils sont les exécutants. Sous prétexte que quelques chaises et tables sont disposés devant une porte de sortie et menaceraient soit disant la sécurité de l'Université, la direction décide de tenter de dresser les étudiants, les IATOSS et les professeurs contre le mouvement et loock-out la fac. La police appelée constate qu'il n'y a aucune insécurité près des portes. La mobilisation d'une partie du personnel, des professeurs ainsi que des étudiants s'amplifie. Le loock-out a produit l'effet inverse de celui espéré. Car QUAND IL Y A REPRESSION, IL Y A RESISTANCE !

Ne parvenant pas à ses fins, la direction va décider de faire intervenir la police, d'employer la force pour venir à bout de la lutte des étudiants sans papier, ramener l'ordre de la gauche plurielle à l'Université, c'est à dire l'ordre bourgeois. Dans la nuit du lundi 27 Mars la police intervient une première fois, se contentant de faire sortir les étudiants et leur soutien. L'amphi X est fermé avec les affaires des étudiants. Le soir de ce même lundi à 23 heures 30, 24 cars de C.R.S, les B.A.C (brigades anti-criminalité) investissent l'Université arrêtent 70 personnes, en retiennent 31, puis en inculpent 4, sous quatre chefs d'inculpation, séquestration (démentie par des professeurs qui feront une déposition en ce sens au commissariat, dégradation (ce qui est faux également suivant des témoins), violences et perturbation. Le président de l'Université se justifiera dans une interview publiée dans l'Humanité Dimanche. Il se démasquera un peu

plus dans cet interview en voulant se justifier. Persistant dans sa plainte pour séquestration (malgré la déposition de plusieurs professeurs). Il faut faire comme les autres universités, demander la carte de séjour pour délivrer la carte d'étudiant, c'est çà dire sélectionner non sur des critères pédagogiques mais sur des critères définies par la gauche plurielle, des critères policiers et se mettre aux normes « Nous avons 23% d'étudiants étrangers, les autres 8% ». Pour se mettre aux normes, il faudrait diminuer de 15% les étudiants étrangers. Il ne s'agit plus de contrôler les étudiants mais d'en supprimer 4000. C'est bien la politique de la gauche plurielle succédant à celle de la droite. C'est une politique de fascisation du pouvoir d'Etat, c'est un politique qui creuse le lit du fascisme.

Le mouvement de soutien et de lutte s'étend à d'autres universités, aux autres sans papier. Des professeurs et des administratifs se mobilisent contre la répression et les mesures discriminatoires.

La politique de la double peine montre aussi la politique discriminatoire envers l'immigration. La justice n'est pas même pour un français ou un immigré. Quand il a purgé sa peine s'il a commis une infraction, il subit une double peine, il est expulsé même s'il a une carte de séjour. Et pourtant il a payé, il ne doit plus rien à la société. Est-ce normal ?

La restructuration produit le chômage et bien sûr la délinquance (les petits délits) se développent, car il faut bien vivre quand on a rien. Il faut des flics « DES FLICS PARTOUT, JUSTICE NULLE PART », chacun est appelé à surveiller tout le monde, à dénoncer, à pratiquer la délation. Les nouvelles technologies au service de l'Etat aujourd'hui dirigé par la gauche plurielle, s'immisce dans la vie de chacun grâce à Internet, les réseaux espionnent jusqu'à chez vous, (micro, téléphone portable, caméras espions) des milices et polices privées se développent avec l'appui du gouvernement, la justice réprime les militants syndicalistes C.G.T, C.G.T chômeurs, Sud, pour trouble à l'ordre public, séquestration etc.. Ne parlons du commerce électronique, fichage médical, administratif, policier etc..

Les directions syndicales accompagnent les restructurations quand elles ne collaborent pas directement, pendant que les syndicalistes honnêtes se battent le dos au mur, pressés par le gouvernement de gauche et sa politique réactionnaire au même titre que celle de la droite. Le P »c »F révisionniste depuis des années annonce ouvertement à son 30ème congrès qu'il est pour une économie mixte (privé et publique), comme si cela n'a pas déjà existé, çà n'a pas changé le système capitaliste qui produit misère et chômage. La contestation et le doute s'installe dans ce parti, dans les syndicats et particulièrement dans la C.G.T.

La classe ouvrière, les autres couches du peuple, comme le font les étudiants sans papier commencent à s'organiser en défendant leurs acquis sans s'occuper des conseils de la gauche plurielle réactionnaire. Ils commencent à se regrouper et rejoindre l'avant-garde révolutionnaire qui n'a ni renié la Révolution d'Octobre, ni la Révolution chinoise. Nous devons combattre sur le plan idéologique et politique le révisionnisme, la social-démocratie, la politique trotskiste de conciliation avec la gauche plurielle qui vise à freiner le mécontentement populaire. Il faut une avant-garde organisée dans un nouveau Parti Communiste capable de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et ses valets en unissant 90% de la population de notre pays, car SANS LE POUVOIR TOUT EST ILLUSION !.

La lutte des étudiants sans papier a ouvert une brèche et révéler la véritable nature de la gauche plurielle, ses pratiques réactionnaires. Dans chaque lutte aujourd'hui il s'agit de prendre exemple et associer la lutte économique à l'explication politique pour démasquer les agents conscients de la bourgeoisie dans nos rangs. Alors tout deviendra possible car nous sommes l'immense majorité et la bourgeoisie et ses valets malgré leur arrogance tremblent de peur à l'idée de la révolution prolétarienne. Comme le disait Marx, le spectre du communisme hante la bourgeoisie, elle tremble à l'idée d'une révolution communiste. La mobilisation malgré des contradictions se développent à travers le monde où les peuples entrent en lutte contre l'impérialiste et les bourgeoisies locales à leur service.

Les luttes les plus avancées sont celles dirigées par les nouveaux partis communistes comme au Pérou ou au Népal, où la guerre populaire se développe. D'autres partis communistes existent et dans de nombreux autres pays la reconstitution du parti est à l'ordre du jour. Les luttes populaires se développent dans tous les pays du monde et se coordonnent y compris dans les citadelles de l'impérialisme.

Soutenons la juste lutte des étudiants sans papier, de tous les sans papiers, plus généralement toutes les luttes du peuple. Combattons contre la droite, la gauche plurielle, le fascisme, tous garants de la propriété capitaliste des moyens de production.

VIVE LA JUSTE LUTTE DES EDUDIANTS SANS PAPIER !
A BAS LE REVISIONNISME et le REFORMISME !
VIVE LA MARXISME-LENINISME-MAOISME !
VIVE LA NOUVELLE VAGUE REVOLUTIONNAIRE MONDIALE !
LE COMMUNISME EST LA JEUNESSE DU MONDE !

Paris le 20 Avril 2000 **LE DRAPEAU ROUGE** – N° 1(Nouvelle Série 2000)

Ce tract a été distribué le 1er Mai 2000. Depuis a été créé le Front de lutte qui a publié une plate-forme qui nous paraît correcte pour la poursuite de la lutte à l'Université Paris VIII. Notre organisation avait participé au soutien de la lutte des étudiants sans papiers et continuera à apporter le soutien à cette lutte et aux initiatives qui permettront de renforcer le mouvement étudiant progressiste, anti-impérialiste et révolutionnaire.

ON A TOUJOURS RAISON DE SE REVOLTER !

LA LUTTE HEROÏQUE DES SANS PAPIERS ORGANISEE PAR LE CLESP.

Depuis le début de l'année universitaire, la faculté de Saint Denis est traversée par la lutte des étudiants sans papiers qui se sont organisés dans le C.L.E.S.P. pour défendre leur droit légitime à l'obtention de cartes de séjours, pour défendre la régularisation collective des étudiants sans papier de Paris VIII sur le principe que la carte d'étudiant doit donner droit automatiquement à la carte de séjour car c'est à l'université de décider qui est étudiant et qui ne l'est pas.
Le déroulement de cette lutte est exemplaire et historique et la détermination du CLESP est un exemple à suivre. Après plus de trois mois d'occupation, et malgré une répression féroce et sans équivalent dans les universités en France (intervention massive des forces de répression et arrestation de plus de 70 personnes), la lutte du CLESP continue, basée sur ses trois principes : compter sur ses propres forces, auto-décision et indépendance.

L'université n'est pas isolée du reste de la société

Cette lutte montre une fois de plus que le mythe de la « communauté universitaire », de la « corporation étudiante » n'a aucune réalité. En effet, l'université fait partie de la société et, comme elle, elle est traversée par les contradictions de classes. Il y a des contradictions entre les étudiants issus des couches populaires et des pays opprimés et les étudiants bourgeois. Il n'y a pas une catégorie étudiante en soi au dessus et en dehors des classes. La sélection sociale (qui se manifeste dans les problèmes des bourses, logements, papiers, etc.) est omniprésente et démonte tout le discours corporatiste sur une soi-disant corporation étudiante.

COMBATTRE LES SYNDICATS ET ORGANISATIONS REACTIONNAIRES.

Ces contradictions se sont exprimées durant cette lutte de manière flagrante :
D'un côté s'est développée la ligne de la lutte sous la direction du CLESP autour de laquelle s'est regroupé un certain nombre d'étudiants, d'enseignants et d'IATOS conscients de la nécessité de soutenir cette lutte et de ces contradictions sociales dans la société et l'université dont sont victimes les étudiants issus des pays opprimés et des classes populaires.

Front de lutte – mai 2000

De l'autre côté, cette lutte a montré de quel côté se placent les syndicats étudiants maison (UNEF, UNEF-ID, UGET, OXYGENE, Collectif des Etudiants de Paris VIII, UEAF etc…), enseignants, Iatos et l'administration de la Fac (qui est élue par les représentants des enseignants des Iatos et des étudiants) : du côté de la répression de l'Etat contre les sans papiers et leur soutiens en soutenant et en appliquant dans l'université la politique réactionnaire du gouvernement de « gauche plurielle ».

LUTTE DES SANS-PAPIERS ET LUTTE ANTI-IMPERIALISTE

Cette politique dépasse le cadre étudiant et universitaire : c'est une politique de répression des classes populaires, une politique impérialiste. En effet la question des sans papiers, étudiants ou travailleurs, ne peut pas être dissociée de la question de la domination impérialiste dont sont victimes les peuples des pays opprimés. Les peuples opprimés sont plongés dans la misère la plus extrême par l'impérialisme et ses valets locaux. Les quelques personnes qui parviennent à dépasser l'arsenal juridique limitant l'immigration vers les pays impérialistes subissent une fois arrivés le même rapport de domination impérialiste exercé sur leur peuple.

ORGANISONS NOUS POUR LA RIPOSTE

Toutes ces questions qui se sont soulevées au cours de la lutte à Saint Denis soulignent la nécessité de s'organiser pour appuyer les luttes des étudiants de manière conséquente et sans concession et de ne pas dissocier la lutte des étudiants de l'ensemble des luttes menées par les classes populaires des pays impérialistes et les peuples opprimés contre l'impérialisme.

C'est pourquoi nous proposons de nous organiser. Et nous proposons les axes de lutte suivants :

- **Lier les luttes à l'université à l'ensemble des luttes populaires dont elles font partie**
- **le soutien ferme de la lutte des étudiants sans papiers**
- **préparer la lutte pour l'inscription des étudiants sans papier à la rentrée prochaine**
- **lutter activement et de manière radicale pour défendre les intérêts des étudiants des classes populaires et des peuples opprimés.**
- **Le soutien actif des peuples en lutte contre l'impérialisme et la réaction**

Il est plus que jamais nécessaire de soulever notre slogan:

ON A TOUJOURS RAISON DE SE REVOLTER!

Front de lutte – mai 2000

A PROPOS DE LA QUESTION PAYSANNE

Le rôle des maoïstes est de se pencher sur toutes les questions que se posent les masses, les luttes qu'elles engagent pour les résoudre, les relier à la lutte générale du prolétariat et des peuples pour leur émancipation totale du capitalisme.
La lutte menée à propos de la « malbouffe », du processus de « globalisation », « mondialisation » « pour la souveraineté alimentaire et un futur sans la faim » est juste, progressiste.
Nous sommes pour UN FRONT DE LUTTE, comme le proposent des camarades. Comme eux nous pensons que ce front doit être dirigé par un parti d'avant-garde en menant le plus avant possible la lutte de classes pour les revendications immédiates, en montrer leurs limites, les faire converger, éduquer le prolétariat dans l'objectif d'en finir avec le système d'exploitation et d'oppression capitaliste.
Le mouvement progressiste paysan aujourd'hui regroupe des milliers de gens dispersés dans diverses associations. C'est sa force car dans cette lutte de multiples aspects sont abordés. Sa faiblesse c'est de ne pas avoir un programme anticapitaliste cohérent. Ce manque n'incombe pas au mouvement. De par sa nature revendicative sur des points précis, ces différentes organisations comme les syndicats ne peuvent qu'apporter des améliorations dans le cadre du système. Il a ses limites, qui sont des limites revendicatives.

MOUVEMENT PAYSAN, QUESTIONS POSEES !

Le mouvement paysan est acculé. Depuis 50 ans, il est passé de 3,5 millions exploitants regroupant 10 millions de personnes à 600.000 exploitations regroupant un peu plus de 1.5 million de personnes.
Ce processus a commencé par le remembrement après la guerre, la mécanisation de l'agriculture, les crédits mis en place pour acquérir ce matériel par le Crédit agricole. De nombreux paysans furent contraints d'abandonner ou de vendre leurs exploitations, pendant que le salariat agricole diminuait en proportion. Le rendement à l'hectare passa pour le blé de 20 à 100 quintaux, les méthodes d'ensilage du maïs ont porté ce rendement à 500 quintaux (grains et plantes) à l'hectare. L'amélioration annuelle des semences est devenue une véritable industrie. L'emploi généralisé des pesticides, fongicides, des engrais remplaçant le fumier de cheval (remplacés par des tracteurs), ont rendu les paysans de plus en plus dépendant des multinationales. L'élevage intensif en batterie a mis les paysans en dépendance sous la forme des contrats d'intégration (Sanders etc..).
La dépendance des paysans, vis à vis des banques (crédit, prêts, etc..) réduit trois-quarts des paysans à n'avoir que des dettes pour salaires. La surface exigée pour obtenir des prêts a augmenté, ce qui conduit les plus petits à abandonner leurs exploitations.
L'utilisation massive des engrais chimiques, des pesticides, du lisier, produisent une pollution quasi équivalente à la pollution industrielle. Les nappes phréatiques sont atteintes. L'irrigation intensive vide ces nappes phréatiques et le risque de sécheresse n'est pas négligeable.
Quant aux paysans des pays opprimés il va de soi que leur agriculture s'effondre, car le taux de productivité est si bas (ne pouvant se moderniser faute d'argent), ils doivent massivement abandonner leurs champs et peuplent les bidonvilles entourant les villes. Des pays qui vivaient d'une économie de subsistance relative sont devenus complètement dépendant des produits agricoles à haut rendement des pays développés. Pour autant revenir comme le préconisent différentes organisations caritatives, réformistes aux cultures traditionnelles par des micros-opérations ne règlent pas le problème de fond, la dépendance envers le marché mondial. Inverser la tendance n'est pas une question de bonne volonté, de charité, de justice en général, mais une question de pouvoir. La micro-économie ne peut combattre la macro-économie définie dans les états majors des multinationales et approuvée, soutenue, votée, défendue par les appareils de l'Etat impérialiste et de tous les Etats bourgeois des pays opprimés. Il n'y a pas de

3ème voie possible. La voie des réformes est une impasse.
Les variétés de plantes locales sont passées des mains des paysans producteurs aux mains des multinationales qui brevètent les nouvelles ou anciennes espèces (hybrides ou non).
Les O.G.N. (Organismes génétiquement modifiés) sont une menace, pas parce que la génétique, les modifications génétiques sont dangereuses en soi, mais parce la génétique entre les mains des multinationales n'apportent pas de garantie suffisante de sécurité. Ce qui compte, c'est d'être le premier à déposer le brevet pour devancer les concurrents, leur ravir le marché, les empêcher d'y accéder.
Les organismes officiels prétendent être là pour assurer la fiabilité des produits, des modifications entreprises. Mais dans ce domaine, les essais de dissémination provoquée et l'étude des conséquences à long terme n'est pas poussée jusqu'au bout, voire n'est pas du toute faite. Ce qui pose les problèmes pour l'avenir (famine provoquée par mutation des plantes nuisibles qui supplanteraient les espèces cultivées). D'autre part la brevétisation du vivant et de ces organismes génétiquement modifiés rendent les producteurs dépendants à double titre, pour la semence (en général et pour la protection phytosanitaire intégrée dans la plante). Pire pour fidéliser à court terme le producteur certaines firmes veulent produire des semences génétiquement modifiées comportant un gène de stérilisation de la plante (baptisée Terminator) rendant celle-ci non-reproductible.
Les multinationales expliqueront que de toute façon les hybrides doivent être renouvelées tous les ans, car ils dégénèrent peu à peu et leur rendement baisse. Bel argument pour un paysan du tiers monde qui ne peut se payer ces semences ou qui ne peut en acheter que d'une façon limitée.
Face à cela, la colère gronde dans le monde paysan et parmi la population sensible aux effets de pollution et à l'anarchie capitaliste qui menace l'environnement.

EN ARRIERE OU EN AVANT.

Si le mode de production capitaliste et sa concentration accrue en ce début de XXIème siècle produisent tous les aspects négatifs que nous venons de décrire rapidement, pour autant les aspects positifs sont certains. Le développement, la diversification alimentaire, les échanges de produits, l'allègement du temps de travail et sa pénibilité sont une réalité. Le recul de la famine, les améliorations phytosanitaires permettant un meilleur taux de productivité sont évidentes.
Ce ne sont pas les progrès de la science qui doivent être remis en cause, mais la production anarchique capitaliste dont le seul objectif est le profit immédiat.
Nous autres communistes de type nouveau (maoïstes) sommes pour le progrès dans tous les domaines, nous sommes pour la diminution du temps de travail, pour une politique agricole moderne tenant compte de la préservation de l'environnement. Nous sommes pour la planification agricole à l'échelle mondiale pour assurer les besoins diversifiés de 10 milliards d'individus dans les prochaines décennies.
Nous ne voulons pas faire tourner la roue de l'histoire en arrière. Revenir à la « bonne » agriculture de papa, celle du temps « du travail abrutissant de la terre » (Karl Marx), de l'univers borné du paysan d'antan, sans perspective d'amélioration.
Aujourd'hui le paysan est de plus en plus instruit et rivalise avec le travailleur de la ville pour l'instruction, les conditions de vie etc.. C'est une bonne chose et cela n'est possible qu'avec une agriculture moderne. C'est grâce à la modernisation et aux formes d'organisations qu en découlent (coopératives, GAEC, CUMA..) que le paysan peut aller en vacances, partir en voyage découvrir le monde (au moins pour les paysans des pays développés), l'électricité a pénétré nos campagnes etc..
Les positions progressistes se mêlent à toute une série de propositions rousseauistes (de retour à la nature), aujourd'hui plus nuancées qu'il y a quelques années. Les plus « purs » des tenants de la culture « biologique » prétendent que l'on pourrait

yougoslave, de la théorie de la 3ème voie, de la coopération pacifique avec l'impérialisme.
En ce qui concerne les pays opprimés, certains pensent que sans l'aide de l'URSS, le Vietnam n'aurait pu triompher de l'impérialisme américain. L'aide est secondaire, compter sur ses propres forces est principal. Sinon comment l'URSS aurait-elle pu s'édifier, comment le Parti Communiste du Pérou, du Népal auraient-ils pu commencer sans aide la guerre populaire, comment la Résistance aurait-elle commencer. La restauration capitaliste en URSS, puis aujourd'hui en Chine est une cause importante mais secondaire qui a fait tomber tous les pays opprimés dans le giron impérialiste y compris le Vietnam, tout comme les pratiques utopiques de retour à la terre et le travail agricole forcé des Khmers rouges qui a entraîné l'hécatombe que l'on connaît jointe à l'intervention des révisionnistes vietnamiens a permis à leurs homologues cambodgiens et autres réactionnaires de restaurer le capitalisme et pactiser avec l'impérialisme. Ce qui est principal est dans tous les cas le facteur interne, la dégénérescence révisionniste ou l'éclectisme idéologique.
4) D'autres pensent que la Corée du Nord résiste et que Cuba fait de même.
Mais il suffit d'ouvrir les yeux, pour voir que la Corée du Nord, tend la main à celle du Sud et que la marche vers la réunification, sera la liquidation complète du socialisme. Il en est de même de l'ouverture de Cuba. Il faut être aveugle pour ne pas voir l'évolution de ce pays. De plus les maoïstes n'oublient pas que Fidel Castro a apporté son soutien au gouvernement péruvien contre le Parti Communiste du Pérou, donc contre la guerre populaire dirigée contre un Etat vendu à l'impérialisme,
5) Sous prétexte que la Yougoslavie a été bombardée par les puissances impérialistes, certains oublient la nature de l'Etat, dans leur juste rage à dénoncer les impérialistes. Il prétendent que ceux-ci voulaient détruire le socialisme, alors que la source principale des maux des peuples de l'ex-Yougoslavie, c'est l'autogestion qui a conduit à la concurrence les diverses républiques à l'instar de la concurrence des entreprises collectives sans compter la quasi propriété privée agricole. A la mort de Tito, les contradictions attisées par les impérialistes en concurrence les uns avec les autres ont permis la montée des divers nationalismes bourgeois.

Sur le parti révolutionnaire du prolétariat de type nouveau

DE LA GUERRE POPULAIRE

1) Certains camarades ne comprennent pas que dans les pays développés, si nous devons aussi considérer le caractère universel de la guerre populaire, il va de soi qu'on ne peut l'a mener comme au Pérou, ni comme au Népal. **C'est d'ailleurs ce que dit le Parti Communiste du Pérou** ***« L'une des questions clé et décisive est celle de la compréhension de la validité universelle de la guerre populaire et de son application conséquente, en tenant compte des différents types de révolution et des conditions spécifiques de chacune d'entre elles. A propos de cette question clé, il est intéressant de constater qu'une insurrection comme celle de Pétrograd, la résistance anti-fasciste et les guérillas européennes de la IIème Guerre mondiale ne se sont pas répétées, ni les luttes armées qui se livrent en Europe actuellement. Il faut considérer que la Révolution d'Octobre ne fut pas seulement une Insurrection, mais une guerre révolutionnaire qui durera plusieurs années. Par conséquent dans les pays impérialistes la révolution ne peut se concevoir que comme guerre révolutionnaire et celle-ci est simplement une guerre populaire »***
Ceci répond au souci des camarades qui pensent que nous abandonnons le principe de la guerre populaire comme loi universelle. Pour nous la guerre populaire se résout en finale par une insurrection rapide préparée par des luttes légales et illégales, armées et non-armées, en fonction de la lutte des masses et la pénétration de nos idées en leur sein. L'Insurrection ne tombe pas du ciel, pas plus que la restauration du capitalisme en URSS. Elle est l'aboutissement d'une guerre prolongée violente et non violente, proportionnellement au développement du mouvement et aux possibilités de réponse de l'adversaire de classes. N'oublions pas que le déclenchement de la guerre populaire au Pérou et au Népal a été préparée pendant plusieurs années avec une implantation dans les masses non militaire. Il en est de même au Népal, où l'implantation des communistes dans les masses dans tout le pays a précédé le déclenchement de la lutte armée. Le secrétaire du parti lui-même a dit que les masses elles-mêmes ne croyaient pas que le Parti commencerait la lutte armée. Le camarade Prachanda explique que les bases d'appui et les actions militaires sont concentrées à l'Ouest du pays et non pas à l'Est où les actions sont proportionnées aux possibilités de réponse de l'Etat dont les forces répressives sont concentrées dans cette région , c'est à dire la région de Katmandou.
Dans les pays impérialistes, la Révolution sera directement socialiste, ce qui n'empêchera nullement de développer des formes embryonnaires de démocratie prolétarienne, de type conseils populaires qui allieront la lutte économique, les formes d'entraide etc.. à la lutte politique pour l'émancipation du prolétariat et du peuple, qui prépareront sur tous les plans les

A PROPOS DE LA QUESTION MILITAIRE

Engels a écrit un ouvrage « Le rôle de la violence dans l'histoire ». Dans celui-ci il montre que la violence a un rôle dans l'histoire de l'humanité, on peut dire que l'Univers est issu de la violence des éléments (explosion initiale du Big Bang, formation des étoiles, des systèmes solaires, de la terre), puis apparition de la vie, évolution des espèces, formation des sociétés (clans réunis souvent par force en phratries).
L'évolution montre que tout se construit par la lutte. Après la période du communisme primitif, quand la société s'est différenciée en classes à intérêts antagoniques, s'est développée la lutte de classes et la formation des cités-Etats, des Etats, des empires a été la poursuite de la politique par d'autres moyens (par la guerre). L'appareil d'Etat lui-même étant chargé de défendre ou d'étendre la classe dominante et ses intérêts de classe, au moyen de l'armée, de la police, de la justice, de son idéologie (religieuse ou laïque), avec diverses formes d'organisations sociales (esclavagiste, féodale, capitaliste, socialiste) et leurs variantes suivant les époques ou régions. Dans tous les Etats de classes, y compris le système socialiste transitoire pendant lequel la lutte de classes se poursuit entre le prolétariat et la bourgeoisie, la classe dominante utilise la violence contre la classe dominée et contre les autres Etats de classe. Seul la création pour le moins dans tous les pays développés et dans les principaux pays opprimés d'Etats socialistes, pourra permettre peu à peu de réduire l'appareil étatique et limiter les moyens coercitifs, jusqu'à leur totale extinction à l'ère du communisme à l'échelle mondiale. Tout changement social implique l'usage de la violence révolutionnaire, tout simplement pour s'opposer à la violence de la réaction, à l'appareil de la classe dominante remise dont le pouvoir politique, économique, idéologique etc.. est remis en question par la révolution. On n'a jamais vu une classe abandonner le pouvoir de son plein gré, elle utilise tous les moyens pour se maintenir.
La classe montante, a besoin idéologiquement de cohésion si elle va à la bataille en rangs dispersés, alors elle se fait écraser. La révolution bourgeoise française a pu vaincre en renforçant son appareil d'Etat, réprimant la classe dominante qui fomentait des intrigues avec la réaction européenne, sinon elle n'aurait pu se maintenir.

REFLEXIONS SUR LA GUERRE POPULAIRE.

Il ne suffit pas de répéter « Vive la guerre populaire », ni de se précipiter pour la déclencher, où de citer les autres sans soi-même trouver la juste voie pour en assurer le triomphe, réaliser son objectif, la prise du pouvoir par le prolétariat dans les pays capitalistes développés et celui des classes révolutionnaires sous direction du prolétariat dans les pays opprimés. Nous allons essayer de dégager sinon une théorie complète pour la prise du pouvoir dans les pays développés, mais réfléchiur pour avancer dans la définition des principes qui permettront de dégager le terrain pour l'avenir. Au moins le débat sera ouvert sur cette question incontournable.

LES ORIGINES DE LA GUERRE POPULAIRE

Les guerres populaires ont deux origines : la guerre de classes d'une part et la guerre de libration nationale d'autre part, qui sont des guerres justes. Elles sont la politique par d'autres moyens pour conquérir le pouvoir politique ou se libérer d'une occupation étrangère.
La première grande guerre populaire de type ancien connue (avant l'ère de l'impérialisme capitaliste), c'est la révolte anti-esclavagiste de Spartacus à Rome. Il y a eu lutte de classes entre modernistes et réactionnaires à Rome pour l'abandon de la forme esclavagiste d'exploitation pour celle du servage, entre confucianistes et légistes en Chine et ainsi dans tous les pays, des révoltes et des guerres populaires paysannes sous le servage appelées en France « Jacqueries », (Chemises Rouges, Camisards etc..) et la fameuse guerre des paysans en Allemagne, véritable guerre populaire, avec des zones libérées etc.. L'idéologie qui guidait ces jacqueries étaient le retour aux sources du christianisme, une sorte de messianisme.
La bourgeoisie parisienne dirigée par Etienne Marcel revendique à son tour des droits et se révolte contre la noblesse et le clergé qui sont les classes dominantes dirigeant l'appareil d'Etat et passe même une alliance avec la paysannerie de Picardie. Ils seront défaits. Il faudra attendre le XVIIème siècle en Hollande, puis en Angleterre pour qu'aient lieu la révolution bourgeoise dont la radicale fut la Révolution française.
Lorsque L'Empereur Napoléon 1er fut confronté à la guerre de tout un peuple en Espagne, la guerre de guérilla et dut céder le terrain.

LA GUERRE CIVILE DU PROLETARIAT

Il fallut attendre le XIXème siècle et la constitution du prolétariat pour que se produisent les premières révoltes ouvrières (les Canuts à Lyon).
Le prolétariat naissant et les classes populaires avaient appuyé l'aile la plus radicale de la Révolution française, Robespierre. Le prolétariat n'avait pas un véritable rôle politique indépendant. Babeuf, premier communiste militant (Conjuration des égaux) ne put bénéficier d'un prolétariat suffisamment développé pour réussir dans son entreprise.

1830 -1848

En France en 1830, le prolétariat en revient à l'esprit de la révolution française et appuya la petite bourgeoisie qui se retourna contre lui rapidement. En 1848, le prolétariat plus fort tenta une nouvelle insurrection en février. Celle-ci fut un détonateur pour toute une série de révolutions en Europe, principalement en Italie et en Allemagne, révolution bourgeoise et lutte de libération nationale dirigée souvent par la noblesse contre la dynastie austro-hongroise des Hasbourg. En Autriche même la bourgeoisie entra dans la lutte appuyée par le prolétariat naissant. En Allemagne la lutte pour l'unification des différents Etats, sera soutenue par la bourgeoisie se réduisit comme peau de chagrin après que l'Autriche principal élément de la Confédération Germanique, eut réussi à vaincre la révolte de la bourgeoisie autrichienne et des nationalistes hongrois, d'autant plus que le prolétariat se battait à côté de la bourgeoisie qui finit par rallier le camp des princes. Seule la Russie ne fut pas touché par cette vague révolutionnaire.
Désormais le prolétariat se rendit compte qu'il ne devait plus servir de force d'appoint à la bourgeoisie. Au fur à mesure que se renforçait le prolétariat, les idées communistes se répandaient avec la création de la 1ère Internationale, la publication du Manifeste du Parti Communiste et les travaux théoriques de Karl Marx et de Friedrich Engels.

LA COMMUNE

En 1871, le prolétariat parisien s'insurgea devant l'abandon par les républicains bourgeois de la lutte contre Bismarck. Tout en dressant le drapeau rouge de la révolution sociale, le prolétariat se posta en première ligne pour la défense du territoire. Mais la Commune n'était pas unifiée idéologiquement (anarchistes, blanquistes, membres de l'Internationale). « Il fallait marcher sur Versailles » (- Karl Marx – la guerre civile en France). La Commune ne voulait pas prendre l'initiative de la guerre civile. Elle ne prit pas l'or de la Banque de France, ce qui avait été un moyen de pression important contre la réaction.
La victoire de la révolution d'Octobre enfin ouvrit l'ère de la Révolution prolétarienne.
Cette victoire avait été possible parce que:

1) le prolétariat avait une théorie véritablement révolutionnaire, adaptée à l'époque de l'impérialisme.
2) un parti de type nouveau avait été créé, parti basé sur le centralisme démocratique, ennemi du droit de tendances (Trotski) qui crée des factions au sein du Parti et le paralyse comme avait été paralysé la Commune.
3) l'esprit pacifique de coexistence avec la bourgeoisie avait rejeté.
4) le parti était à la tête du front de classe ouvrier-paysan.
5) le prolétariat était et s'était armé, avait retourné les armes contre sa propre bourgeoisie en pleine guerre impérialiste.
6) le Parti tenait ses promesses, donnait la terre aux paysans, expropriiat la bourgeoisie.
7) le Parti était passé à l'offensive sans attendre l'initiative de la bourgeoisie.

Dans une 2ème phase, la guerre civile de classe contre les blancs revêtira le caractère d'une guerre anti-impérialiste contre la coalition des puissances impérialistes.

LA GUERRE D'ESPAGNE allait montrer que :

1) Si ce n'est pas le Parti qui dirige le Front.
2) que le peuple n'est pas immédiatement armé et l'armée complètement épurée.
3) Que les milices (anarchistes ou autres) ne fusionnent pas dans une armée Rouge qui puisse mener une guerre de mouvement et de front à la fois.

Alors la victoire est impossible.

PROCESSUS INSURRECTIONNEL ET GUERRE POPULAIRE

Comme l'avait dit Lénine, « Une fois l'Insurrection déclenchée, il faut aller jusqu'au bout ». En Espagne la République est arrivée par les élections, et non par l'Insurrection (comme en Russie ou par un processus insurrectionnel comme la Révolution française.

En ce qui concerne la Russie, l'Insurrection n'est que l'aboutissement du processus de guerre commencé par la révolution de 1905, et les conditions qui ont permis cette insurrection.)
La Révolution française bien que révolution bourgeoisie ait suivi aussi un processus de guerre populaire. Elle a pu triompher tout comme la Révolution d'Octobre parce qu'elle a au cours du processus lutté contre les factions, élu un Comité de salut public et construit une armée révolutionnaire contre les émigrés.

LA GUERRE POPULAIRE

Mao Zedong va sur le plan militaire apporté des choses nouvelles, des concepts nouveaux.
Contrairement aux exemples précédents, la Révolution chinoise ne se déroula pas dans l'un des pays les plus développés de la planète comme le fut la Révolution française, où dans un pays impérialiste même s'il était plus arriéré que les autres comme la Russie ou comme l'Espagne. La Chine était un pays opprimé et contrôlé par plusieurs tous les impérialismes de l'époque, un pays encore semi-féodal, arriéré et peu développé industriellement. Chine elle-même sous la coupe de différents seigneurs de la guerre. D'autre part depuis 1917, le prolétariat international et les peuples du monde avaient désormais une base arrière l'URSS. Le mouvement progressiste bourgeois avant 1927 et le Parti communiste étaient soutenus par l'URSS et avaient formé un Front Uni. Ce front fut rompu par le Guomindang (massacre des communistes à Shanghai). Mais la tactique du Front, précisé par Lénine, puis par Mao (analyse des classes de la société chinoise), insistait sur la nécessité de conserver l'autonomie du parti sur tous les plans y compris militaire. Ainsi le Parti avait établi une république soviétique chinoise dans le Kiang-Si et Mao avait précisé que la force principale numérique de la Révolution était constituée par la paysannerie dirigée par le prolétariat et son avant-garde (le prolétariat). Ce qui compte étant la direction idéologique, son objectif et la compréhension de cet objectif en définitive. Mao va montrer que la guerre populaire est une guerre prolongée qui oppose une armée plus forte idéologiquement que celle de l'adversaire, ayant l'appui des masses (comme un poisson dans l'eau), qui a le moral, mais une armée plus faible en armement. Elle doit donc éviter la guerre de front et pratiquer principalement la guerre de mouvement. Dans les conditions de la Chine Mao avait expliqué dans « Pourquoi le Pouvoir Rouge peut-il exister en Chine », qu'il était possible d'établir des zones libérées par le Parti et l'Armée Rouge dans lequel s'exerçait le pouvoir rouge, zone où le peuple exerçait le pouvoir de démocratie nouvelle avant d'exercer la dictature du prolétariat dans tout le pays. L'armée Rouge était donc une armée constituée et pas seulement des groupes de guérillas coordonnés. Elle avait d'ailleurs eu des officiers y compris supérieurs formés à Moscou ou à l'Ecole Militaire de Wangpo quand le Parti avant 1927, participait au Guomindang. Elle avait des bataillons, des brigades, des corps d'armée.
Elle ne pouvait néanmoins maintenir longtemps ou d'une façon fixe une zone libérée, pas plus qu'elle pouvait soutenir une longue guerre de position. La tactique générale était la guerre de mouvement, la concentration des forces en un point afin d'opposer en bataille des forces supérieures à celle de l'adversaire, puis décrocher etc.. (Voir les écrits militaires de Mao).
L'invasion japonaise allait contraindre l'aile la plus réactionnaire du Guomindang à accepter les propositions du Parti Communiste de reformer un Front Uni anti-japonais qui sera de nouveau briser par le Guomindang après la guerre. La guerre civile reprendra et se terminera par la victoire du Parti Communiste Chinois.
La Révolution cubaine a progressé différemment, un groupe armé s'est préparé à l'extérieur, a débarqué, à mener une guerre de guérilla relativement rapide, a eu la sympathie de l'ensemble de la population laborieuse, remporter une bataille décisive par l'attaque de la caserne de la Moncada. A noter que cette révolution n'était pas dirigée par un parti communiste, que le parti communiste cubain était opposé à la lutte armée, et qu'ainsi dans les conditions de Cuba, pays gouverné par un dictateur haï, même par la petite bourgeoisie, et le chef de la guérilla était avocat, ne se déclarait pas communiste, l'impérialisme lui-même apporta sinon son appui, du moins sa bienveillance. C'est dans ces conditions particulières que Fidel Castro entra à la Havane, son second le Che Guevara, argentin décidera par la suite d'exporter la Révolution, mais échouera en Bolivie. Il avait oublié une chose que la Révolution ne s'exporte pas, qu'un chef fut-il prestigieux ne peut s'imposer s'il ne connaît pas les masses. Il avait oublié qu'à Cuba, c'était quand même des Cubains principalement qui avaient dirigé la révolution. La théorie des focos a fait alors long feu. Il ne suffisait pas de proclamer un mot d'ordre juste « Un, deux, trois Vietnam », pour que ce mot d'ordre devienne réalité. D'autant plus

que le révisionnisme moderne khrouchtchévien se développait, qu'il était dénoncé par le Parti Communiste Chinois et défendu par Fidel Castro lui-même. La confusion idéologique, la dépendance économique quasi absolue de Cuba vis à vis de l'URSS révisionniste (pétrole contre sucre) explique que les conditions particulières de la révolution cubaine n'étaient pas reproductibles, autrement dit n'étaient pas universelles. Alors que les thèses de la guerre populaire de Mao Zedong étaient reproductibles au Vietnam et ailleurs et le sont aujourd'hui de plus belle au Pérou où la guerre populaire continue même après l'arrestation du Président Gonzalo, au point où les journalistes éclairés du Monde Diplomatique, sont obligé de reconnaître qu'il y a au Pérou ce qu'il appelle la sendérisation du pays, et qu'il suffirait selon eux qu'il y ait un autre dirigeant du niveau de Gonzalo pour que çà reparte. Bien sûr c'est déjà reparti parce que les dirigeants mettent en application l'enseignement du Président Gonzalo, c'est à dire le maoïsme appliqué à la situation spécifique du Pérou. Le Parti Communiste du Népal, comme l'explique le camarade Prachanda secrétaire du Parti a adapté le maoïsme aux conditions concrètes du Népal, étudiant la guerre populaire du Pérou et l'expérience des naxalistes de l'Inde.

GUERRES DE LIBERATION ANTI-FASCISTE EN EUROPE

Dans les pays développés, nous avons la riche expérience des guerres de libération nationale, surtout la guerre de libération nationale antifasciste et des expériences de guérillas urbaines ou des luttes récentes dirigées par des nationalistes.

En Europe, les Partis Communistes se sont mis à la tête de la lutte de la lutte de libération nationale ou en ont été des éléments déterminants.

Mais la conception du Front et le rôle du Parti dans le Front a différé suivant les pays.

ALBANIE, GRECE, YOUGOSLAVIE

En Albanie, en Yougoslavie et en Grèce le Parti a dirigé le Front et s'est opposé aux prétentions ou à la politique de conciliation de l'opposition monarchiste avec l'occupant. L'Albanie et la Yougoslavie se libéreront seule, le parti communiste grec n'arrivera pas à bout des forces monarchistes grecques appuyées par l'impérialisme britannique.

FRANCE

En France bien qu'il eut un rôle prépondérant, le P.C.F renouvellera ses erreurs de 1936, le P.C.F passera alliance avec les forces de la bourgeoisie résistante, acceptera le rôle dirigeant du Général de Gaulle, qui imposera le programme de reconstruction nationale de la bourgeoisie, acceptera de dissoudre les organes représentatifs de la Résistance remplacés par des commissaires de la République et autres fonctionnaires (y compris des collabos) choisis par De Gaulle pour remettre en route le capitalisme français Le P.C.F acceptera de dissoudre les F.T.P, de rendre les armes et de fusionner le tout dans l'armée républicaine bourgeoisie contre quatre fauteuils ministériels cautionnant la politique de redressement national, la bataille du charbon et le célèbre « relevez vos manches ». En 1947, les socialistes les chasseront du gouvernement après avoir repris les rênes du pouvoir à De Gaulle, réprimant les mineurs en leur tirant dessus et en engageant la guerre coloniale contre le peuple vietnamien et le peuple malgache.

LA LIQUIDATION

Le P.C.F. abandonna la direction de la lutte de libération nationale au profit de la bourgeoisie, puis adoptera ouvertement les thèses de Khrouchtchev de coexistence pacifique, de passage pacifique au socialisme (Thorez), puis abandonneront le concept de dictature du prolétariat puis le centralisme démocratique (Marchais), puis les cellules d'entreprises et les cellules (Hue) devenant un parti révisionniste-social-démocrate.

Face à la liquidation révisionniste se sont dressés les communistes. Ils se sont regroupés dans de nouveaux partis marxistes-léninistes appuyés par le Parti Communiste Chinois, d'autres dans des organisations qui se sont engagées dans la guérilla urbaine.

Les premiers après la mort de Mao Zedong ont à leur tour liquidé les principes m-l, appuyant la théorie réactionnaire de Teng Xiaoping « La théorie des 3 mondes. Fort de son prestige le Parti du Travail d'Albanie dirigé par Enver Hoxha est devenu le seul parti dirigeant un pays socialiste, mais à peine deux ans après la mort de Mao il dénonçait celui-ci comme comme anti-marxiste. Sauf le Parti Communiste du Pérou, puis quelques petits partis et organisations, tout le mouvement m-l suivi Enver Hoxha. Le Parti Communiste d'Espagne aura un rôle important dans la liquidation de la Pensée Mao Zedong.

Ces partis du coup abandonnaient presque tous le concept de guerre populaire ou la lutte armée (par exemple le F.R.A.P espagnol).

LES GRANDS MOUVEMENT DE 1967-1968

Ces mouvements ont eu pour point de démarrage la lutte anti-impérialiste(Algérie- Vietnam), la lutte « contre la société de consommation », la lutte contre révisionnisme moderne l'influence de Mao Zedong et de la Révolution Culturelle, le renouveau du mouvement trotskiste et anarchiste, de la lutte anticapitaliste en général, du romantisme révolutionnaire du Che Guevara. Ces luttes ont pris naissance au sein de l'Université, sur le terrain de la lutte anti-impérialiste.

LE POSITION DU P.C.F DANS LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

ALGERIE :

Par rapport à la guerre d'Algérie, le P.C.F. a voté le budget de guerre tout en parlant de solution politique négociée. Sur le plan idéologique, sa conception avait ses racines, dans l'idée révisionniste du parti père vis à vis des pays colonisés, selon laquelle après avoir pris le pouvoir (par la voie pacifique – thèse révisionniste), le P.C.F apporterait la liberté et le socialisme à « l'Union Française». Dans le cas de l'Algérie en 1945, le P.C.F avait dénoncé les évènements de Sétif non comme un acte colonial barbare mais comme une provocation hitlérienne de la part des patriotes algériens, ce qui aura pour conséquence de discréditer le P.C.F et le P.C.A et explique en partie pourquoi la lutte de libération nationale n'a pu être dirigée pas le Parti Communiste EN Algérie. Dans sa logique pacifique le P.C.F. avançait le mot d'ordre « Paix en Algérie » et pas « F.L.N vaincra ».

VIETNAM :

La bataille des mors d'ordre en ce qui concerne le Vietnam, opposeront les Comités de Base (m-l) et le Comité National (révisionnistes du P.C.F), les premiers scandant « F.L.N. vaincra », les autres « Paix au Vietnam », c'est à dire le soutien sans réserve à la juste lutte du peuple vietnamien, de l'autre la négociation pour préserver en partie les intérêts de l'impérialisme »

LE MOUVEMENT ANTI-IMPERIALISTE :

ALLEMAGNE

En Allemagne, le mouvement va d'abord être étudiant à caractère anti-impérialiste. Il va se radicaliser après la tentative d'assassinat contre Rudi Dutschke dirigeant du S.D.S.

Une organisation anti-impérialiste va surgir, la R.A.F (Rote Armee Fraktion) . Elle va faire sauter le Quartier Général Américain en Allemagne et va s'attaquer sélectivement au patronat allemand.

USA

Au U.S.A. le mouvement étudiant très mélangé idéologiquement (hippies, radicaux de gauche, socialistes, anarchistes vont faire prendre conscience au peuple américain de la nature impérialiste de la guerre du Vietnam.

Le mouvement pour les droits civiques des Noirs américains va se développer, par la voie pacifique de Martin Luther King qui sera assassiné. Le mouvement des Panthères Noires va lui succéder. Ces mouvements étaient en quelque sorte des fronts de libération d'une forte partie de la population (noire), dispersée dans divers Etats américains. Ils n'étaient pas homogènes idéologiquement, non-dirigés par un parti communiste. C'était un mouvement frontiste, regroupant les idéologies les plus diverses et qui finira par se réclamer largement de l'islam. Les principaux dirigeants seront assassinés. Le mouvement en tant que tel des Blacks Panters disparaîtra. La lutte pour la libération du journaliste ABU Jamal, ex-Black- Panter reposera le problème des minorités, principalement noire aux U.S.A, le problème de la peine de mort et les problèmes sociaux en général.

La population noire est d'origine d'Afrique et a été constituée par les contingents amenés d'Afrique par les trafiquants d'esclaves(15 millions en 300 ans. Ils ont été employés comme tels dans les plantations de coton des Etats du sud-est des U.S.A. La guerre de sécession et la victoire des Etats du nord contre les confédérés du Sud au XIXème siècle (ce qui est assez récent), leur a procuré une indépendance formelle pour la plupart d'entre eux qui restaient péons, employés de maisons chez leurs anciens maîtres. Après l'abolition de l'esclavage, les petits blancs (fermiers, ouvriers agricoles, petites gens en général) virent une minorité devenir fermiers ou travailleurs libres. Cette minorité et les propriétaires fonciers et industriels du coton, revanchards fondèrent la société secrète criminelle du Klu Klux Klan, qui permettra crimes et exactions contre les noirs. La ségrégation est plus largement répandue encore.

Les noirs en se battant pour les droits civiques, refusait toute ségrégation. Les progressistes

américains les soutiennent sur leurs revendications (pour les droits de l'homme), ce qui est juste, mais insuffisant. Là, apparaît l'absence d'un parti communiste fort pour inclure la revendication des Noirs américains dans le programme de la Révolution Prolétarienne Américaine. Le Parti Communiste Américain avait été dissout par le révisionniste Browder après la guerre. Il subit la répression Marccarthyste avec l'exécution des Rosenberg, puis le révisionnisme moderne fit le reste.

LA GUERRILLA URBAINE

La guérilla urbaine la plus significative tant du point de vue de son ampleur, que de la stratégie et des problèmes tactiques posées sont importants à mettre en comparaison avec la guerre populaire pour commencer à réfléchir sur l'orientation à donner, les tactiques à développer, leurs degrés, formes, la liaison entre travail légal et illégal dans les pays capitalistes développés. Bref pour trouver le chemin de la guerre prolongée. Il ne faut ni foncer la tête en avant, ni attendre benoîtement le grand soir, la grève générale comme les anarchistes, attendre l'insurrection en palabrant.
Il faut comme le dit le Président Gonzalo dans interview « apprendre de ces mouvements » qui ont « osé monté à l'assaut du ciel », mais s'il faut oser, nous ne devons pas renouveler l'expérience d'Icare, mais bien préparer notre envol pour atterrir sur l'autre rive, celle du socialisme, puis du communisme, même si nous laisserons quelques plumes en route, car il y a toujours un prix à payer.

LE PARTI COMMUNISTE COMBATTANT

La première catégorie du type R.A.F. Action Directe, les C.C.C belges, etc.. sont partis de l'idée qu'il faut montrer l'exemple, agir à la place des masses, être un exemple reproductible. Ces groupes se réclament de l'anti-impérialisme. Ils se réclament souvent du marxisme voire du marxisme-léninisme. Mais en réalité ils ont une démarche anarchiste de la propagande par le fait, les masses suivront. Pour eux l'utilisation des armes ne se décide pas le jour de l'insurrection, *« Il s'agit d'une stratégie politico-militaire conduisant le processus révolutionnaire du début à la fin ». C'est la théorie du « parti communiste combattant »* montrant l'alternative.

LES BRIGADES ROUGES

Malgré la répression fasciste, le Parti Communiste d'Italie avait conserver des forces et su et pu organiser la résistance pendant la guerre. Il avait même un apport non-négligeable dans la libération de l'Italie et avec l'appui d'une grande parti des masses. On ne peut imputer à Staline comme le pensent certains l'abandon de lutte révolutionnaire par le P.C.I, pas plus que l'on ne le peut pour le P.C.F. C'est bien le P.C.F qui a passé des accords de gouvernement avec de Gaulle, a passé un accord pour l'application d'un programme bourgeois, qui a rendu les armes, dissous les organes de la résistance etc.. Le P.C.I. fait parti d'un coalition en 1944. Après la capitulation de l'Allemagne le 29 Avril 1945, le P.C.I est la force la mieux organisée et qui a un appui populaire très important (plus de 35%) au point que les socialistes penchent pour un parti unique des travailleurs. Sous la direction de De Gasperi la démocratie Chrétienne se réorganise et forme un gouvernement regroupant les 6 partis issus de la résistance. Une partie des socialistes scissionnent et forment un parti social-démocrate. De Gasperi en profite pour former un nouveau gouvernement avec les républicains et les sociaux-démocrates en Mai 1947. Les socialistes et communistes quittent le gouvernement. C'est la grève générale en Juillet 1948, les *« brigate d'assalto »* -brigades d'assaut- occupent les usines, mais les dirigeants communistes appellent les travailleurs « à prendre leurs responsablités ». comme Thorez en France « à relever les manches ».
Quand apparaît le révisionnisme krouchtchévien qui s'attaque à l'œuvre d'édification du socialisme et des principes léninistes en attaquant Staline, il sera rapidement appuyé par Thorez et Togliatti, les dirigeants des deux plus grands partis, vivement critiqués par le Parti Communiste Chinois dans leur brochure « Réponse aux camarades Thorez et Togliatti » .
Comme dans les autres pays, la lutte entre les deux lignes va se développer, vont apparaître un parti communiste marxiste-léniniste et une nouvelle mouvance révolutionnaire, d'où va naître en 1969 le Collettivo Politico Metropolinano, qui prône l'autonomie ouvrière et la rupture totale avec les institutions, construction d'une organisation révolutionnaire. Entre 1970 et 1973 naissent les Brigades Rouges, qui pratiquent la propagande armée à Milan et Turin actions contre les petits chefs dans les usines, contre les fascistes et les indics, sabotages et incendies en mobilisant l'aile gauche ouvrière comme à la Fiat, puis enlèvements de directeurs et patrons, actions qui sont à comparer avec les actions de la

Gauche Prolétarienne, de la Nouvelle résistance Populaire (NRP), des GOAF (Groupes Ouvriers Anti-Flics) chez Renault . Des provocations sont organisées par le pouvoir (faux attentats). . Les ouvriers occupent l'usine Fiat de Mirafiori. C'est à ce moment que le P.C.I. tente de développer le compromis historique avec la bourgeoisie. Le groupe Lotta Continua perd du terrain, Potere Operaio (autonome) se dissout. Les enlèvements de cadrse et dirigeants d'entreprise se poursuit. Mais le terrain de lutte se déplace de l'usine vers l'appareil d'Etat (attaques de prisons, dénonciation de l'Etat, de la démocratie Chrétienne). Ce sont ensuite les exécutions sélectives de représentants de l'appareil d'Etat (Justice, Police, Presse), et les « jambisation » (tir dans les jambes). En 1978, Le chef de la Démocratie Chrétienne est exécuté, la même année, il y aura plus de 600 actions armées par différents groupes, une centaine par les B.R qui se sont développés après l'effondrement de la plupart des groupes sans perspectives révolutionnaires claires pour les masses et la répression massive menée par l'Etat. Le PCI appelle à la défense de la république. Les autonomes anti-guérillas du mouvement social s'appuyant sur les marginaux proches de Toni Negri se renforcent, et se heurtent aux brigadistes. Ce qui n'empêchent pas l'Etat d'arrêter Negri et 21 autonomes. Les B-R poursuite les attaques contre les représentants de l'Etat. Fin 1981, une scission éclate, une partie considère que le système a intégré la classe ouvrière, qu'il faut s'appuyer sur les travailleurs travaillant au noir, l'autre aile fonde les b-r pour la construction du parti communiste combattant. Deux ailes vont se former « Parti Communiste Combattant » et « Union des Communistes Combattants », le premier veut unifier la classe par ses actions contre l'impérialisme, la seconde est pour une ligne de masse et sa combinaison avec la lutte armée.

L'appréciation de ce courant, c'est qu'il a eu au moins dans les débuts, une influence de masses et même l'adhésion de masses ouvrières relativement importante. Il a renoué avec la propagande par le fait des anarchistes sans avoir une stratégie claire de la prise du pouvoir. Il n'a pas su résoudre le problème de la construction concentrique du parti, c'est à dire celle du parti et de ses organisations de masse (ouvrières et populaires) et la mise en route d'un processus de guerre populaire prolongée qui suppose dans un pays capitaliste développé, d'avancer par pallier, pour consolider le mouvement en combinant actions légales et illégales (mesurées) qui préparent les étapes suivantes et ainsi de suite jusqu'à l'insurrection finale, aboutissement de la guerre prolongée dans les pays développés.

LA TURQUIE

Autre exemple la Turquie. La Turquie résume en quelque sorte l'histoire des différentes formes qu'a pris la guerre révolutionnaire dans les pays qui sont gouvernés par une bourgeoisie bureaucratique, pays relativement arriéré, base arrière de l'impérialisme, pays avec des restes importants de semi-féodalité, forte minorité kurde. Dans ce pays, toutes les nuances de l'extrême gauche ont été représentées dans les années 60/70, et l'affrontement extrême-gauche, extrême-droite a été très dur, ainsi qu'avec l'armée et la police qui massacrent et torturent les prisonniers. Pour rétablir l'Etat bureaucratique l'armée ou le pouvoir civil appuyé par l'armée ont éliminé l'extrême gauche et appliqué une politique fasciste par militaire interposé en réprimant les groupes fascistes proprement dit pour apparaître comme pacificateur, arbitre. Franco avait lui aussi appliqué le fascisme sans la Phalange qui avait été intégré comme force d'appoint à son projet. Le parallèle partiel qui peut établi, c'est que les deux régimes se sont appuyés sur l'armée. Après le coup d'Etat fasciste, tous les partis et groupes ont été interdits, mais la lutte malgré des milliers de morts et de prisonniers ne s'est pas arrêtée.

Le parti Communiste de Turquie (M-L) fondé par Ibrahim Palkapaya qui a été assassiné par la réaction après avoir été torturé pendant des jours et des jours, a engagé la Guerre Populaire et la poursuit aujourd'hui. Comme tout les partis m-l, il a subit la défection du Parti Communiste Chinois, mais pour l'essentiel il est resté fidèle au marxisme-léninisme, seule une minorité a suivi le dirigeant albanais, d'autres groupes même se réclament de Marx Engels Lénine Staline et même de Mao.

Le Parti Communiste de Turquie (M-l) a entrepris une lutte idéologique et reconnaît aujourd'hui le maoïsme comme troisième étape du marxisme. Les autres groupes se réclamant de Mao, ne reconnaissant pas le maoïsme comme troisième étape, ils ne reconnaissent pas le caractère universel du maoïsme donc le concept de guerre populaire et son contenu théorique et pratique.

Un groupe important le DHKC (ex Dev Sol), mène la lutte armée, sa conception est guévariste.

Le PKK, quant à lui est un parti nationaliste kurde qui a mené une lutte armée de libération nationale. Son chef Ocalan a été enlevé par les services secrets israéliens et remis au gouvernement fasciste turc. Il a officiellement appelé les militants du PKK a déposé les armes, mais une partie a refusé ce qu'il considère comme une trahison et poursuit la lutte.

La Turquie a cet égard nous permet donc de voir clairement la différence qui existe entre les programmes et les plans stratégiques des composantes qui mènent la lutte armée.

La première chose, c'est la confirmation de la thèse de Lénine que le mouvement de libération nationale fini toujours par pactiser avec l'impérialisme (ceci a été confirmé au Nicaragua, au Salvador etc..). Tous les mouvements de libération nationale non dirigé par un parti communiste ont fini par capituler devant l'impérialisme et à se retourner contre le prolétariat et le peuple quand ils parvenaient au pouvoir ou à liquider la lutte entreprise après le sacrifice de dizaines de milliers de martyrs et ceci sans exception. Ce qui montre la véritable nature de classes de ces mouvements. Si l'on regarde plus loin, leur stratégie ne va pas plus loin dans le meilleur des cas que l'établissement de la dictature de la bourgeoisie sous sa forme parlementaire et le peuple voit la révolution pour laquelle il avait fait tant de sacrifices, anéantie.

Il est patent que la stratégie guévariste des focos n'a rien à voir avec la guerre populaire prolongée, le Parti Communiste du Pérou a fourni une analyse là-dessus que nous avons publié. Bien sûr nous respectons l'héroïsme de ceux qui se battent et tombent au nom du guévarisme, tout comme ceux qui se battent pour la libération nationale. Mais nous ne pouvons pour autant approuver une ligne politique qui est une impasse pour le prolétariat et le peuple. Comme le disait Marx lui-même, à propos des révolutions de 1930 et 1948, le prolétariat a appris à lutter pour soi et ne plus servir de faire valoir à la bourgeoisie.

Que disent nos camarades du T.K.P (M-L) :

Nos camarades par exemple inclus comme tout parti communiste le droit à l'autodétermination pour les minorités nationale, à l'étranger les organisations démocratiques agissent ensemble pour la défense des prisonniers politiques.

Le TKP (M-L) considère comme tout parti communiste que la question nationale est subordonnée à la lutte générale du prolétariat pour son émancipation et que les mots d'ordre et que le mot d'ordre stratégique du prolétariat « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » est plus que jamais indispensable pour surmontés les divisions nationales sur lesquelles surfe la bourgeoisie pour diviser les peuples. Il en est de même du mot d'ordre « Peuples du monde, unissez-vous contre l'impérialisme » qui implique la direction du prolétariat à la tête du front anti-impérialiste pour qu'il libère réellement le peuple et ne retombe pas dans les rets de l'impérialisme au profit de la bourgeoisie nationale qui passe toujours un compromis pour obtenir une part plus ou moins grande du gâteau. L'abandon de la lutte armée d'une part et du programme même de libération nationale pour des droits culturels oblitère la lutte révolutionnaire du prolétariat et du peuple pour son émancipation, même les objectifs de la lutte pour les droits nationaux, droits qui ne peuvent être réglé que dans le cadre de la révolution prolétarienne. L'histoire passée et récente nous montre que la lutte de libération nationale sous la direction de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie, ne fait que diviser le prolétariat et le peuple, le fait se battre que pour le profit de la classe bourgeoise et de l'impérialisme. C'est pourquoi, en Turquie une mauvaise chose, la reddition du PKK peut se transformer en bonne chose, les éléments révolutionnaires renforçant le camp de la révolution prolétarienne et son parti d'avant-garde le TKP (M-L), les révolutionnaires de toutes les organisations s'ils le veulent peuvent peu à peu adopter le maoïsme et former un seul bloc idéologique pour former un bloc indestructible capable d'unifier le peuple.

La question militaire est donc intimement liée à la question politique et sous direction. Tout comme la lutte de libération nationale est liée à la lutte émancipatrice du prolétariat qui est la lutte principale y compris pour l'obtention des droits nationaux, culturels etc..

Le travail de préparation dans la construction du parti est plus ou moins long, suivant les pays, l'histoire, le contexte national et international. L'exemple de nos camarades du Pérou, du Népal, de Turquie et d'autres pays doit nous aider, tout comme les leçons que nous pouvons tirer des exemples de la guérilla urbaine et de celle de notre mouvement en France même.

STRATEGIE DE LA GUERRE POPULAIRE AU NEPAL

Le Népal est un pays semi-féodal, semi colonial, pauvre et petit, 85% de la population vit dans les zones rurales, les formes féodales sont très violentes dans les zones rurales, Le développement industriel très faible.

Le peuple népalais a combattu l'armée coloniale britannique, mais la monarchie a négocié, deux tiers du territoire népalais fut attribué à l'Inde (traité de Sugali), le Népal devient une semi-colonie de l'Inde. Le clan Rana (appelé par Karl Marx, un pantin, un chien couchant britannique dirigea le pays.

En 1949, le Parti Communiste Népalais fut créé. Le parti Communiste commença à s'implanter parmi les masses paysannes, pendant 3 ou 4 ans, il y eut un fort mouvement paysan. Le secrétaire appela le roi, prônant la voie pacifique révisionniste. Il y avait confusion et lutte idéologique dans le Parti. Lorsque débuta la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine, cela eut un impact direct au Népal. Les jeunes furent aussi influencé par le mouvement naxaliste de l'Inde. Pendant 10 ans, il y eut la lutte entre deux lignes, avec la clique de Lama se développa une tendance droitière, puis ce fut la ligne de M.B.Singh éclectique et confusionniste. Cette lutte contre Singh a permis de définir notre ligne m-l-m. C'est en 1986, que nous avons définitivement adopté cette ligne. A cette époque seul le Parti Communiste l'avait adopté. Nous avons eu une année de débat pour changer la terminologie de pensée Mao Zedong en maoïsme. Nous avons pu définir la guerre populaire, notre ligne miltire, politique. Dans une partie du pays il était possible de commencer la lutte armée. Il fallait une préparation subjective, ce qui signifie, un parti communiste armé du m-l-m.

La question principale pour les pays impérialistes est de montrer continuellement la nature du système tout entier, de construire le Parti, d'essayer consciemment de transformer la situation objective en situation révolutionnaire, et quand cette situation se développe, tenter un un grand saut révolutionnaire.

La stratégie est différente dans les pays semi-coloniaux, semi-coloniaux comme le Népal, où plus de 85% de la population vit dans les zones rurales, où les ouvriers modernes, les prolétaires sont peu nombreux. Les révisionnistes disent que comme il n'y a pas de conditions objectives pour la révolution alors il ne peut y avoir de situation subjective. Nous condamnons cete ligne, car dans ce type de pays la préparation subjective est la question. C'est de ce point de vue que nous avons examiné les conditions pour commencer la geurre populaire. (niveau culturel des masses, conditions économiques, rapports sociaux, forces en présence, analyse des classes).

Biern que le Népal soit un petit pays, la région montagneuse est très favorable à la guerre de guérilla, à la guerre populaire. Nous avons des frontières avec l'Inde (à l'Est et à l'Ouest), au nord, la Chine, et de ce côté la chaîne de l'Himalaya. Nous avons de nombreuses nationalités. 2à millions d'habitants répartis en 2à à 25 nationalités. Nous avons étudié ces questions pour résoudre la question nationale. Nous défendons le droit à l'autodétermination pour les nationalités opprimées.

Sur le plan géographique nous avons des régions de plaines comme le TERAI (300 mètres au-dessus du niveau de la mer), grande plaine, région agraire, avec de grandes forêts. Il y a aussi la région montagneuse, la majorité de la population vit dans ces zones montagneuses. Il y a bien sûr la grande chaîne de l'Himalaya.

Nous étions présents dans la région orientale, centrale et occidentale. L'Ouest est historiquement et géographiquement, culturellement la base de la révolution. La population de cette région est la plus opprimée et la capitale Katmandou est très loin, elles négligent et oppriment ces nationalités.

Avant 1800, cette partie n'était pas complètement contrôlée par le gouvernement central, il y avait un compromis avec l'empire Gurkha, une sorte d'autonomie.

Au Népal occidental, il y a des groupes ethniques mongols. A Rolpa et au Rukum il y a peu de temples, il existe une sorte de démocratie primitive, de plus l'influence révisionniste est faible dans ces zones, pas de facilités de transports, pas d'électricité, les communications sont faibles. Pour toutes ces raisons, nous en avons tirer la conclusion que l'Ouest se trouvait être la région principale pour la guerre populaire. Nous ne pouvions pas la commencer dans la partie orientale, car là les classes dominantes sont très fortes avec une armée puissante, un système de communications plus développé. Si nous commencions par là, alors le gouvernement concentrerait toutes ses forces et nous écraserait. Nous avons décidé de développer un mouvement de masses dans tout le pays. Nous devions commencer la guerre populaire dans tout le pays, à partir de trois zones, Ouest, l'Est, le Centre plus la capitale.

Dans les villes, il fallait non pas des combats arùés mais une propagande intensive.

Nous devions également faire du travail en Inde car là-bas vit 7 millions de Népalais.

Le premier plan d'offensive à commencer dans diverses régions du pays, par des milliers d'actions.

Plus de 72% du peuple vit sous le siège de la pauvreté.

Nous avons dit « le système parlementaire n'apporte rien. Les masses que « les maoïstes ont dit juste ». Nous avons organisé des meetings de masse, des milliers de gens y ont participé. Nous avions déclaré que nos allions commencer la guerre populaire. Les classes populaires ne l'ont pas cru et pendaient, Ce ne sont que des paroles.

Le processus révolutionnaire s'opère par une rupture, ce n'est un mouvement continu.. les révisionnistes ont toujours éduqué au peuple, la voie de la réforme, l'évolutionnisme vulgaire. Mao a dit qu'il y a deux étapes dans la théorie de la connaissance, l'étale de la conception et de la conclusion logique.

Avant il y avait une sorte de pensée qui prétendait que le marxisme-léninisme-maoïsme signifiait, différentes sortes de réformes et de degrés..

Un autre débat portait sur la question « Comment commencer la guerre populaire ? » Le parti était influencé par des positions droitières, participation indirecte aux élections (11membres au Parlement –9 à la chambre basse, 2 à la haute). Mais l'essentiel de notre direction (la plupart des chefs régionaux étaient clandestins), seuls les membres parlementaires apparaissaient publiquement. Il y avait encore une forte influence du réformisme. Certains considéraient que nous devions faire quelques actions sans déclarer la guerre populaire. Nous avons dit c'est une méthode de conspirateur. La lutte armée n'est pas une conspiration, elle est déclarée publiquement. D'autres pensaient que nous pourrions commencer la lutte armée dans plusieurs régions mais qu'il ne fallait pas le

proclamer ; D'autres voulaient commencer la guerre populaire en continuant à participer dans le parlement.
Notre point de vue est qu'il fallait déclarer franchement que nous avions commencé la guerre populaire, coller des affiches pour le proclamer, mener des actions dans tout le pays, et y mener un grand débat. Il y avaient des réticences.
Un mois après son déclenchement, la radio, les journaux, tout le monde parlait de la guerre populaire. C'était un grand changement et non une progression graduelle. Comme l'ennemi commençait à perpétrer des massacres, procédaient à des arrestations, se livraient au viol, au meurtre, au pillage, alors nous avons préparé un second plan, un mois après le début de la guerre populaire.
Par le Mouvement Révolutionnaire Internationaliste nous avons profité de l'expérience du Parti Communiste du Pérou, de la lutte entre les deux lignes menée, nous avons bénéficier de l'expérience des camarades turcs, iraniens, philippins, du Bangladesh, et certaines expériences au Sri Lanka. Nous avons participé à une conférence sud-asiatique. Nous avons eu un débat direct avec le P.C de l'Inde (Guerre Populaire) et le Centre Communiste Maoïste.
La révolution népalaise est une partie de la révolution mondiale, l'armée populaire népalaise est un détachement du prolétariat international pris dans son ensemble. Nous avons compris cela dans la pratique. Le PCI (Guerre Populaire), le centre Communiste Maoïste, d'autres qui participaient à la guerre populaire en Inde ont participé au processus.. Nous avons enquêter au Bihar, en Andar Pradesh.
Notre guerre populaire a aidé l'ensemble du mouvement international, car il y avait eu un recul important de la guerre populaire avec l'arrestation du Président Gonzalo et l'émergence de la LOD (ligne opportuniste de droite). Aider le Pérou n'était pas seulement aider des révolutionnaires, mais qu'initier la guerre populaire dans nos propres pays serait une grande aide. La preuve en a été faite après le déclenchement de la guerre populaire au Népal, ce qui a aidé le Pérou et le MRI. En retour une aide nous est venu du monde entier.
Nous avions pressenti qu'après le processus du déclenchement de la guerre populaire s'amorcerait un processus de transformation au sein du Parti. De grands changements se sont produits dans les zones rurales. Certaines personnes se sont enfuies. D'autres se sont mises en avant ; Des milliers sont passés sans la clandestinité, membres du parti mais aussi de simples gens.
Dans les villes où étaient concentrés les intellectuels, la transformation était très lente. A Katmandou, des artistes, des enseignants, des professeurs ont été arrêtés. Nos sympathisants étaient terrorisés et n'osaient lutter pour nous.
Mais quand le rapport est venu des zones de Rolpa, de Rukum, de Gorkha, de Sindull, de Kabre, des zones rurales. La confiance gagna les masses et les cadres révolutionnaires. Le soutien et la révolte des masses repris de nouveau alors que dans les villes les intellectuels vacillaient. Nous avons du déclencher la lutte idéologique. Les prolétaires réagissaient mieux, parmi les forces urbaines se sont eux qui ont aidé, sauvé le Parti comme les ouvriers de notre Organisation Syndicale pan-népalaise. Les femmes ont été l'autre force. Les étudiants chez qui nous avions une bonne organisation, nous ont aidé.
Dans les zones rurales des milliers d'organisations se sont mises en place.
Les gens ne combattaient pas seulement la police ou les réactionnaires, les réactionnaires, les agents féodaux. Ils étaient également en train de briser les chaînes féodales de l'exploitation, de l'oppression. Une révolution culturelle se développait au sein du peuple.
Les questions de l'amour, du mariage, de la famille, des rapports entre les gens furent mis sens dessus dessous et un profond changement s'opéra dans les zones rurales. Dans la zone occidentale, c'était une situation nouvelle. La situation était différente dans les parties centrales et orientales du pays où chaque famille possède un peu de terres. Il y a de l'électricité, des routes, des facilités pour l'éducation.
Mais au cours de ces trois années, il y a eu aussi des transformations dans la zone centrale. Ddes gens âgés, des petits bourgeois reculent, mais des masses nouvelles avancent. Sept nouveaux camarades du niveau régional ont été cooptés au Comité Central. Nous nous efforçons de donner des responsabilités aux camarades forgés dans la lutte. S'il y a eu des flottements au cours de l'opération répressive baptisée « Kilo Sera 2 », cela ne s'est pas produit dans la zone occidentale.
D'autres changements ont eu lieu parmi les minorités nationales (mongols, peuples du Terai, de la partie orientale ; La guerre populaire était pour eux la seule alternative valable pour faire valoir leurs droits.
Divers fronts de libération ont vu le jour ('Front de Libération Taru, Teral, Rai, Limbu, Tamang, Le Newar Khala dans la capitale qui a bloqué Katmandou récemment. Cette organisation a été généré par le parti et applique son programme.
La classe dominante réactionnaire sent bien que si ces forces se développent alors ce serait dangereux pour le système. Ils tentent de faire des concessions au minorité et répandent des calomnies contre les maoïstes « Ils veulent diviser le pays, ils veulent diviser les nationalités ». non seulement les gens ne les croit pas, même au sein des classes dominantes les gens reconnaissent que : « la politique des maoïstes est correcte vis à vis des nationalités »
La guerre populaire ne sert pas seulement à écraser l'ennemi, mais aussi, mais aussi se changer soi-même, changer les masses.
Quand nous avons commencé la guerre, le principal était la destruction de l'ennemi, quand nous prenons le pouvoir l'aspect principal devient la construction
Sans destruction, il n'y aura de de construction. La tendance des intellectuels, c'est que nous pouvons éviter cela. Ce n'est ni marxiste, ni maoïste.
Mao a dit nous n'avions rien au début, du millet, quelques armes. Nous nous sommes sommes battus.
Dans la région occidentales, dans certains districts il y au une certaine forme de pouvoir, mais nous n'avions assez défait la police. Il n'y avait plus de responsables des VDC. La question du pouvoir est devenue une question brûlante.. La police fut défaite et ils arrêtèrent d'aller dans les villages des zones rurales. Il n'y avait un vide politique, nos camarades ont du exercer le pouvoir. Un chef d'une unité devenait chef de village, le pouvoire était entre ses mains, pas dans celui du secrétaire du comité de district (SDC)du parti ou le secrétaire de zone. Ce n'était pas une bonne chose car c'est le politique qui doit commandé au fusil.
Nous avons dit : maintenant nous allons aller de l'avant sur la voie de la formation de bases d'appui.

Si nous avions une vision générale sur le front uni, que nous devions exercer le pouvoir, nous n'avions pas un plan complet.
Nous camarades taxaient les businessmen locaux, il y avait des cours de justice populaire, distribution des terres, des fermes collectives, divorce, mariage etc.. Ce sont les masses qui nous ont montrer comment exercer le pouvoir et cela a donné naissance aux formes du nouveau pouvoir populaire.
Nous devions apprendre de l'expérience de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine, appliquer le principe de la triple alliance (parti, armée, front uni des masses).
Nous avons le pouvoir, ce sentiment se développe parmi les masses, dans la région occidentale, dans les régions centrale et orientale bien que la situation soit favorable à l'ennemi dans ces dernières régions. Ce qui n'a pas empêché que dans la région centrale beaucoup d'hectares de terres ont été pris, ainsi que des milliers de quintaux de grains.
Le caractère de cette révolution est agraire. Dans la région du Terai nous trouvons des propriétaires avec quelques terres, nous nous sommes emparés des terres et les avons distribuées aux paysans pauvres. Dans les régions montagneuses, ce n'est pas le cas, il n'y a pas de grands propriétaires terriens, seulement des petites propriétés, dans ces zones il s'agit de développer des fermes collectives et de révolutionner les rapports de production, les pauvres petites parcelles des paysans ont une faible productivité, avec les fermes collective le travail sera plus scientifique pour augmenter la production. Nous ne pouvons pas immédiatement organiser des fermes collectives, la priorité restera au paysan, mais le procès de production sera collectif.
Dans les zones développées certaines régions de Rolpa, Rukum, Jarjakot, Salyan, nous avons pris les terres des propriétaires vivant à Katmandou, celles des usuriers qui devient collective, ce sera la terre des masses, tous les paysans la travailleront et les récoltes seront propriété de la localité. En second lieu il y a les terres publiques ou en jachère que nous allons essayer de cultiver et distribuer collectivement la production, en troisième lieu, la terre des paysans. Ce que rapporte la terre sera le fond collectif des masses.
Le mode de rémunération ce fera selon le pourcentage du nombre d'heures travaillées par famille, l'apport d'outils, d'animaux de trait, de terre comptent dans ce pourcentage..
Dans d'autres régions moins développées, s'il y a moins de bras, on pratique l'entraide qui est une poursuite de la tradition qui est maintenant développer d'une manière organisée.
Au Terai, comme il n'y a pas une forte base de masses, la lutte est moins importante. Il y a la terre du roi, celle de la reine, celle des propriétaires fonciers. Nous ne pas capables de leurs prendre la terre, mais nous avons fait prendre le grain des propriétaires terriens. Ainsi nous développons une base de masse au Terai.
Notre 4ème Congrès a tenté de clarifié notre conception théorique des bases d'appui, car en Asie du Sud, il a une tendance à l'économisme armé sans perspective, une zeone de guérilla.
Sans l'objectif des bases d'appui, il n'y a pas de guerre populaire réelle. Sans vision stratégique des bases d'appui, il n'est pas question de guerre populaire prolongée. La guerre de guérilla est une question de transition, des masses non armées aux masses armées, des masses sans pouvoir aux masses avec le pouvoir. La zone de guérilla est transitoire.
Aujourd'hui nous ne sommes pas en mesure de faire des bases d'appui, le critère est d'avoir la possibilité de défaire l'ennemi, nous ne pouvons avoir une base stable. Mao a parlé de base stable, instable, de forme préliminaire de base d'appui. Nous combattons la force armée, mais elle n'est pas là, nous avons une base stable, quand elle viendra, la base sera instable, elle ne sera peut-être alors qu'une zone de guérilla.
Pour l'instant nous n'avons pas une armée populaire, seulement des unités ou des sections de guérilla. Nous avons le but de former des compagnies alors nous aurons une armée puissante pour avoir une base d'appui. Il faut des conditions nationales et internationales particulières. Nous aurons à nous battre avec l'armée indienne, la guerre alors deviendra de libération nationale. Quand il y aura une situation instable en Inde, une forte base de masse en soutien à la guerre populaire, des contradictions importantes au sein de la classe dominante indienne, nous pourrons étblir des bases d'appui, avoir un gouvernement ; Quand les régions de Rolpa, Rukum, Jarjakot, Saylan, nous proclamerons la République Populaire du Népal et son gouvernement ;
Une certaine forme de base d'appui existe à Rolpa et Rukum, nous collectons des taxes, nous tenons des cours de justice populaire, nous contrôlons les forêts. etc..
Nous avons dans ces zones, l'unité, la section, la force spéciale. La police ne vient pas dans ces zones. C'est une base d'appui préliminaire.
Nous avons un plan pour faire un front uni, qui soit un outil pour la lutte révolutionnaire au niveau central, une arme pour le pouvoir populaire au niveau local.
Au Népal quand nous libérerons une zone et déclarerons notre gouvernement, notre base dans la région occidentale, nous aurons besoin d'un plan clair et précis pour l' ensemble du pays et des masses. Il devra y avoir une grande révolte des masses dans toutes les futures zones d'appui et des zones de guérilla, sans cela nous ne serons pas capables militairement de maintenir notre base d'appui.
Sans sacrifice nous ne pourrons transformer l'ensemble de la société sur une nouvelle base.
Pour la région himalayenne, nous devons analyser les problèmes culturels, les traditions et leurs freins, les différents problèmes tribaux. Dans cette région, il n'y a pas beaucoup de temples, Katmandou elle est la capitale des temples.
Au début de la guerre populaire, la question féminine n'a pas été débattu dans notre parti. La question s'est posée brutalement, nous avons commencé à débattre sérieusement de la question féminine. Parmi les nationalités opprimées il n'y a pas tellement de domination masculine, il y a une sorte d'égalité, dans certaines les femmes sont considérées comme plus importantes, principalement les nationalités mongoles (Nagar, Rolpa, Rukum). Les femmes peuvent facilement divorcées, se remarier.
Avant il n'y avait pas de femmes dans les comités de district. Maintenant il y a des femmes qui dirigent les comité de parti de zones entières, qui dirigent des unités entières, Nous essayons de promouvoir les femmes au niveau de la direction régionale..
Quand des membres d'unités tombent enceintes et ont leurs bébés, il y a la question de savoir qui va s'occuper de l'enfant. Il faut amener la femme dans une zone sûre, elle ne

revient pas à son domicile, et continue à faire ce qu'elle peut au niveau local.
Le Parti encourage les couples à ne pas avoir d'enfants pour l'instant, cela pose un problème car le Népal est un pays arriéré, sans centres de soin, sans docteurs. Ce pose la question de l'avortement –elles veulent-. Après plusieurs avortements la condition physique de la femme est affaiblie..
Le contrôle des naissantes est une question urgente.
Si un enfant nait, nous mobilisons les masses pour s'en occuper. Si la femme s'occupe de l'enfant en dehors de l'organisation du parti, alors les risques qu'elle soit arrêtée est important, si elles quittent les zones contrôlées par le parti.
Nous essayons de développer un système d'éducation local pour apprendre aux femmes camarades à lire et à écrire ; L'alphabétisme est important et nous tentons de le réduire.
Il ya un lien dialectique entre la guerre populaire au Népal et l'ensemble de la situation internationale et du mouvement.
Une nouvelle vague de la révolution mondiale commence. La guerre populaire au Népal contribue à former et à accélérer cette nouvelle vague de la révolution. Elle contribue à l'organisation du mouvement communiste international sur une base maoïste. La guerre populaire au Pérou a fait du bon travail en établissant le maoïsme.
Le Népal est un petit pays, nous sommes un petit parti, mais nous avons une grande perspective.
D'une certaine manière au cours de ces trois années de guerre populaire, les communistes indiens et les masses indiennes ont été d'une certaine manière impressionné. Des milliers de personnes ont crié à New-Delhi « Vive la guerre populiare au Népal ». Nous menons la guerre sous la bannière du marxisme-léninisme-maoïsme. C'est pourquoi nous pensons que cela à jouer un rôle important et significatif dans les masses révolutionnaires indiennes et dans le débat du mouvement communiste indien. Cela a également aidé le MRI à montrer le révisionnisme international, moderne, en Chine, en Russie. Au Népal il y a un grand parti révisionniste, une forte influence révisionniste. La guerre populaire a jouer un rôle éducateur en montrant cela.
Sur le plus haut sommet du monde l'Everest (Sagarmatha), flotte le drapeau rouge.
Aujourd'hui il n'y a pas encore beaucoup de guerres populaires, nous apportons de l'eau au moulin de la révolution. Sans l'aide du Mouvement Communiste International, sans l'aide du M.R.I., sans l'aide des chefs communiste, des camarades dévoués qui aident sérieusement et avec enthousiasme la guerre populaire, nous ne serions pas capables de soutenir, de maintenir la guerre populaire au Népal. Pour finir je voudrais dire que bien nous soyons dans une position subjectivement faible, objectivement une vague de révolution commence et nous les communiste devons OSER LUTTER et NOUS VAINCRONS.



NOUVELLES DU NEPAL (NEPAL NEWS) EST UN QUOTIDIEN NEPALAIS QUI REFLETE LE POINT DE VUE DE LA CLASSE DOMINANTE DE CE PAYS, NOUS LE CITONS POUR MONTRER QUE LA GUERRE POPULAIRE EXISTE BIEN, SUFFISAMENT POUR INQUIETER LE POUVOIR.

Kathmandu Mardi 16 Juin 2000

Après STC, les maoïstes attaquent Colgate.

Un jour après des maoïstes ont mis le feu deux dépôts de la Compagnie de la Compagnie du Tabac, un autre groupe a attaqué l'usine de Colgate Palmolive à Hetauda le mardi dans la nuit et a causé des dégâts à des unités de production et à des ordinateurs a dit la police.
Suivant le rapport un groupe de 8 à 10 est arrivé armés avec des revolvers, que les autorités suspectent être des maoïstes, ont pénétré vers les onze heures du soir. Ils ont tenu les gardiens en respect en les menaçant avec des revolvers. Un plus petit groupe est entré dans l'usine et a demandé aux employés de quitter les locaux avant qu'ils ne mettent à feu une puissante bombe à retardement, a déclaré la police. Les employés sont allés dans les jardins de l'usine.
La nuit du mardi également, les rebelles se sont tendu une embuscade à une patrouille de police dans le district de Gorkha et ont tués deux policiers. Des attaques aussi ont été signalées dans plusieurs parties centrales de l'Ouest du Népal.
Il y a eu un soudain emballement de la violence maoïste depuis l'attaque du 7 Juin contre le poste de police du district de Jajarkot où il y a eu 20 morts.
Les analystes disent que les récentes attaques pouvaient être motivées par leur désir de négocier en position de force.
Ils ajoutent que les raids peuvent aussi être le reflet de bruits d' opposition à l'intérieur des rangs du parti.
Mardi le Premier ministre Grija Pradas Koirala a lancé un appel aux maoïstes pour qu'ils arrêtent la violence.
Koirala a demandé aussi à l'Agence Nationale de Presse (RSS), que la Commission Deuba soit mandatée pour discuter avec les maoïstes et trouver une solution à la crise – elle a « toute autorité » pour réaliser cette tâche.

Dans cet article on voit se dessiner la politique que voudrait mettre en place le gouvernement népalais. Amener les maoïstes à signer des accords de paix et il commence a pratiquer l'intoxication, en faisant des insinuations gratuites comme quoi il y aurait des oppositions, pour tenter de diviser les rangs du parti. En réalité le gouvernement est impuissant à endiguer la guerre populaire, parce que celle-ci a bien sûr des fondements objectifs que reconnait d'ailleurs la presse bourgeoise.

LA PAUVRETE EST LA CAUSE DU PROBLEME MAOISTE

Les leaders des différents partis ont indiqué que les racines des causses du problème maoïste est la pauvreté, la corruption rampante et aussi la situation politique instable.
Inaugurant un colloque sur la « Perception de la Sécurité au Népal et la Démocratie » organisé par Association des Sciences Politiques du Népal (POLSAN), le Dimanche 11 juin 2000, le premier ministre et le consultant de haut niveau du comité pour la résolution du problème maoïste, Sher

Bahadur Deuba, dit que la cupidité du pouvoir a créé un politique instable dans le pays.
Deuba exprimait le point de vue que la pauvreté rampante, le désemploi et la discrimination sociale sont les causes du problème maoïste. Pradip Gyawali, UML MP, adressant une lettre au programme POLSAN, dit qu'il est urgent de promouvoir l'unité nationale pour aborder le problème maoïste. Rajeshore Devkota, président, de la RPP CHAND ET du MP, était d'avis que le problème maoïste était un problème politique. Il ajouta que le problème devait être traité politiquement.
Le secrétaire général du RPP, Pashupati Rana, a accusé le gouvernement d'être incapable de maintenir la loi et l'ordre dans le pays. Le leader du NCP Mashal's et celui du MP, Navraj Subedi, a demandé un effort collectif pour accroître le nationalisme et l'identité nationale. Le dirigeant du Samyukta Jana Morcha's et du MP, Lilamani Pokhrel, le dirigeant ML Hiranya Lal Shrestra, activiste des droits de l'homme Rishikesh Shah a exprimé aussi son point de vue/
Le président du POLSAN, présidait la scéance.

MARDI 15 JUIN 2000

L'affrontement sanglant entre les insurgés maoïstes et la police au village Dheme dans le district de Jajarkot pas plus tard que mercredi dernier, suivants les rapports, il y a eu 25 morts. Il est possible qu'un nombre plus important de morts parmi la police et les maoïstes soit relevé.
Parmi les 12 policiers qui ont été tués, se trouvait l'inspecteur Navaraj Poudel de Kupondole, Latitpur qui a eu le corps mutilé a indiqué qu'il était sévèrement et torturer de façon barbare avant d'être mis à mort (voir aussi l'éditorial).
Il faut noter que 7 villageois ont été pris dans sous un feu-croisé et ont été aussi tués, y compris cinq enfants innocents, victimes d'attaques à la grenade contre leur hutte sans doute parce qu'il avait plusieurs fois servi de refuge aux policiers.
Six rebelles maoïstes étaient aussi là parmi ceux qui y vivaient et ont été pris ce jour fatidique. A part la torture impitoyable contre l'inspecteur Poudel ; le mari de Ila Sharma du « Népal Debout » les observateurs ont été frappés par le fait que l'attaque des maoïstes était dirigée contre le poste de police de Panchkaita qui avait la non moins considérable force de 51 hommes, en ajoutant les deux cuisiniers.
Parmi ceux qui ont survécus, 36 ont échappé à Khalanga à un feu nourri, suivant des témoins, provenant du moral bas et du peu de capacité de feu des policiers.
Pendant que beaucoup ont émis la sujétion que le défi maoïste échappait complètement des mains du gouvernement aussi loin qu'il pu être concerné.. D'autres ont signalé que cela s'est passé peu de temps après que le premier ministre Girija Prasad Koirola ait indiqué qu'il était en faveur de discussions avec les maoïstes.
Plus près , Koirala parla à propos « de l'activisation »du Conseil National de la Défense , en comptant jusqu'alors sur une police- et pas l'armée- opération pour dompter l'insurrection, avant de mettre en route la création d'une force de plus de 15.000 paramilitaires sous la houlette du ministre. La provision financière pour cela a été faite dans le budget d'Etat et dévoilé par le ministre des finances Mahesh Acharya récemment.
Dans ce contexte, il a été demandé, disent les analystes, que le 7 Juin au Parlement, Koirola avait catégoriquement déclaré que « la situation de paix et de sécurité avait été paprouvé et que le gouvernement avait fait un arragement pour réinstaller les gens qui avaient quitter leurs maisons, pour des raisons de sécurité (Nepal Debout 8) ;
Signifiant également dans une déclaration le 9 Juin, du dirigeant suprême maoïste, Prachanda. Suivant le Katmandou Post, Prachanda a accusé le gouvernement de rejeté leurs demandes et qualifie les offres de discussions du gouvernement comme une simple « comédie dramatique». Parmi les passages clef du discours de Prachanda « Le gouvernement devra publiquement commencé des actions concrètes s'il veut réellement se préparer à ouvriers des discussions. Cependant la position des membres du Comité Central, Dinesh Sharma, Dandapani Neupane, Matrika Prasad Yadav et les autres n'ont pas été rendu public ». « Le Congrès du Gouvernement Népalais récent, qui est seulement la continuité de l'ancien régime ; a rediscuté et requis pour engager des discussions avec nous. Nous avons déjà fait des demandes pour créer l'environnement indispensable à cela. La décision du gouvernement d'augmenter de millions de roupies le budget pour faire disparaître la pauvreté sans préparé le contexte nécessaire pour cela est très suspect. »
Plus tard le 13 Juin, le Ministère de l'Intérieur Govinda Raj Joshi a dit que le gouvernement est encore ouvert au dialogue avec les rebelles maoïstes. Néanmoins, i la indiqué que le gouvernement serait prêt au dialogue avec chaque citoyen Népalais « suivant la Constitution ».
Ceci a suivi la récente déclaration de Deuba qui avait reçu une lettre de Prachanda pour un dialogue par lequel son parti (clandestin) avait nommé Baburam Bhattarai, Kkhrishna Bahadur Mahara et Ram Bahadur Thapa comme ses représentants.
Peut-être dans le but accroître le moral des forces de police dans leur combat pour relever le défi maoïste. Le premier ministre Koirala l'autre jour a déclaré devant une partie des travailleurs qu'il inclurait les régions infestées par l'insurrection maoïste pour rendre effectifs ces programmes qui ont été mentionnés pour ces zones dans le nouveau budget.
Avec intérêt, bien que, il nest pas fixé de cadre précis pour ses travaux dans les districts troublés du royaume. Il a décidé simplement que « après la session à venir cela viendra à terme », cela sera fait. Suivant l'estimation de chacun quoiqu'il puisse arrivé entre maintenant et ensuite, La citoyenneté du capital a, plus tard, ont été avisé que du fait que les réfugiés boutanais ne sont pas seulement des réfugiés que l'Etat tiendra compte de cela.
La catégorie ultime est formée par les « réfugiés internes » créé par l'insurrection maoïste.. Couramment par exemple, 214 parmi eux campent dehors dans la zone de Bhadrakali et doivent faire connaître leurs conditions et demander de l'aide au gouvernement ; Ils arrivent à Katmandu après 28 jours de dures épreuves de marche depuis Kailali. La raison de leur fuite est simple et tragique ; ils ont été pris entre l'étau maoïste-police. Dans ces circonstances, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi un nombre croissant de gesn commencent à ressentir que la situation sur le front maoïste n'est plus entre les mains du gouvernement. Dans cette situation invivable – et n'oubliant pas la férocité de la dernière attaque maoïste contre le poste de police. Ce sont seulement des frissons que le futur a comme provisions.

ITALIE
VIVE LE PARTI COMMUNISTE MAOISTE

Les communistes marxistes-léninistes-maoïstes italiens annoncent aux prolétaires d'avant-garde, aux révolutionnaires et aux masses populaires, l'avancée dans le feu de la lutte de classes en lien étroit avec les masses, du processus de construction du Parti Communiste pour relever le drapeau rouge de la révolution socialiste en Italie, pour unir, sur la base du maoïsme, tous les prolétaires avancés et sincères révolutionnaires à travers de la guerre populaire adaptée aux conditions d'un pays impérialiste et la traduire à travers une nouvelle initiative pour la conquête du pouvoir par le prolétariat et dans la marche vers le socialisme et le communisme.

La construction du PCm est une étape d'un travail de vingt ans des communistes marxistes-léninstes-maoïstes italiens, premièrement avec un collectif communiste d'agit-prop qui a participé à la fondation en 1984, du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste, puis du journal Rossoperaio (L'Ouvrier Rouge)

Au cours de ces vingt ans on s'est avancé dans la conquête d'un premier noyau d'ouvriers avancés, dans la lutte pour développer une réflexion critique-autocritique dans le mouvement et dans les rangs des prisonniers politiques communistes et révolutionnaires italiens, dans la formation d'un groupe de femmes dirigeantes du Parti, fortifié de la conception et de la pratique du mouvement féministe prolétarien révolutionnaire.

Nous avons réalisé ce travail en parcourant diverses phases d'une lutte idéologique aiguë active et d'une lutte entre deux lignes dans nos rangs, dans les rangs du mouvement marxiste-léniniste, dans les rangs du mouvement révolutionnaire italien pour renforcer la ligne rouge et prolétarienne dans l'application du marxisme-léninisme-maoïsme à la réalité de notre pays contre le révisionnisme, le néo-révisionnisme, le révolutionnarisme petit-bourgeois, l'opportuniste, l'intellectualiste, économiste, légaliste dans toutes ses formes.

Nous avons assimilé par l'étude et par la pratique les enseignements avancés qui provenaient de la pensée du Président Gonzalo, de la guerre populaire guidant le PCP, de l'ensemble des partis et des organisation participants au MRI.

Nous avons mis en route un bilan historique du mouvement communiste italien pour tirer les leçons positives et négatives de l'histoire du prolétariat italien et du plus grand Parti Communiste d'un pays d'Occident, en particulier en approfondissant l'expérience de la grande Résistance Antifasciste de 1940/45, de « l'espace de deux ans rouge » ouvrier et étudiant de 68/69 qui se sont produits dans les années 70 par la reprise de la lutte révolutionnaire, la plus forte qu'un pays impérialiste avait connu au cours des trente dernières années, après l'affermissement du révisionnisme et la transformation bourgeoise du PCI de Togliatti et de Berlinguer.

Aujourd'hui armé de ces enseignements, des premiers noyaux de la pensée spécifique fruit de notre application du m-l-m à la lutte de classe dans notre pays, ayant posé les bases avec les thèses pour forger une Direction Rouge et Prolétarienne, nous avons atteint à un nouveau démarrage de notre travail sur les bases de la stratégie de la Guerre Populaire adaptée à la réalité de notre propre pays, dans la phase caractéristique dans laquelle la contradiction principale du monde d'aujourd'hui, est la contradiction entre l'impérialisme et les peuples opprimés, que la tendance principale est à la Révolution, forts d'être ensemble partis communistes du monde, unis principalement dans le Mouvement Révolutionnaire Internationaliste, dans la nouvelle vague de la révolution mondiale.

Le prolétariat italien pourra au fur et à mesure qu'avancera la construction du PCm écrire une nouvelle page glorieuse et historique de la révolution prolétarienne mondiale.

Nous devons nous attendre à un travail long et difficile, dans lequel, les militants et les prolétaires avancés qui sont en train de construire le Parti en mettant en cause leur liberté et leur propre vie pour affronter la répression que la bourgeoisie italienne déchaîne contre chaque tentative de construire le « parti communiste » et chaque reprise authentique de la lutte révolutionnaire dans notre pays, mais si nous sommes armés d'une idéologie supérieure et d'une vaillante stratégie, liée aux masses, confortés par l'exemple lumineux des communistes du Pérou et du Népal, de la Turquie à l'Inde, des USA à la Colombie, de l'Iran au Bengladesh en conduisant et préparant la guerre populaire, rien ni personne ne pourra nous arrêter et nous construirons l'avenir radieux du socialisme et du communisme.

Camarades

Nous sommes en train de réaliser des thèses et des documents fondamentaux pour la construction du Parti pour le faire connaître et le confronter avec les prolétaires avancés et les communistes de notre pays et de tout le monde, mais c'est dans le feu de la lutte des classes et le « nouveau départ » de la lutte révolutionnaire dans la stratégie de la guerre populaire dans un pays impérialiste qui est et sera notre Document Fondamental et la base d'Unité dans la construction du Parti.

Avançons vers la construction du Parti Communiste maoiste d'Italie !

Unissons-nous sur la base du marxisme-léninisme-maoïsme principalement le Maoïsme, pour le porter comme dirigeant et guide de la nouvelle vague révolutionnaire mondiale !

Vive l'internationalisme prolétarien !

Vive le Mouvement Révolutionnaire Internationaliste !

Rien et personne ne peut arrêter la révolution prolétarienne et socialiste !

Guerre Populaire jusqu'au communisme !

(Roosperaio 1er Mai 2000)

DE NOUVEAU
A PROPOS DE LA QUESTION NATIONALE

Contrairement à certains camarades, nous n'adoptons jamais de positions à priori, car aucune chose ne reste figée. Certains nous ont critiqués violemment, déformant notre pensée à propos de la question nationale.

Notre position sur cette question est claire. A l'instar de Lénine, de Staline ou de Mao nous pensons que chaque peuple a le droit de choisir son propre destin, s'ériger en nation et construire son propre Etat. Pour autant nous ne plaçons pas toutes les luttes de libération nationale sur le même plan et à n'importe quelle époque, dans n'importe quel environnement. Nous n'inventons rien en la matière. Marx a soutenu la lutte de libération nationale du peuple irlandais opprimé par la couronne britannique. Le peuple irlandais était formé principalement d'ouvriers, de petits paysans et d'artisans. La grande famine (phylloxera de la pomme de terre) avait décimé une grande partie de la population, une autre partie avait été contrainte d'émigrer vers les USA. De plus les protestants avaient appuyé la répression britannique il y a de cela 300 ans. La lutte était une lutte de libération nationale progressiste d'un peuple opprimé contre la bourgeoisie la plus puissante de l'époque. C'est pourquoi Marx l'a soutenu comme il a soutenu la lutte des princes polonais contre l'absolutisme tsariste, le régime le plus réactionnaire de l'époque.

Lénine luttait contre le chauvinisme grand russe. Dans le programme du parti était inscrit le droit des peuples à l'autodétermination, mais en même temps Lénine luttait pour un seul parti communiste dans l'empire tsariste, contre le regroupement séparé par exemple du Bund. Il condamna l'austromarxisme des frères Bauer et leurs thèses sur l'autonomie culturelle. En même temps Lénine et Staline soutiendront la lutte de libération nationale des peuples opprimés contre l'impérialisme, tout en précisant que le parti communiste ne doit soutenir la lutte dirigée par la bourgeoisie nationale seulement si celle-ci permet au peuple de s'organiser dans des organisations (partis, syndicats, associations diverses - voire tome 21 O.C. Lénine). Même dans ce cas le parti tout en soutenant la bourgeoisie nationale doit garder son indépendance sur tous les plans. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en Chine contrairement aux allégations trotskistes. Le parti ne s'est pas seulement implanté dans les villes à Shanghai, Canton, Wuhan où se trouvait la classe ouvrière naissante, mais aussi à la campagne. Il y avait même une république soviétique dans le Guangxi. Mao avait dans son enquête au Hunan affirmer en parfaite entente avec les thèses de Lénine et de Staline que la force principale dans la Révolution chinoise est la paysannerie, mais que la force fondamentale est le prolétariat, donc que la lutte de libération nationale est dirigée contre l'impérialiste, la bourgeoisie compradore et le féodalisme. Dans cette guerre de libération nationale, le parti était à la tête de l'ensemble des nationalités. Il en avait été de même en Russie. En Amérique Latine au siècle dernier, les libérateurs (Bolivar, Sucre, Mendoza) se sont divisés, le rêve de Bolivar de la Grande Colombie, de Sucre du Grand Pérou, n'ont eu pour aboutissement que le morcellement de l'Amérique du Sud, le caciquisme (hérité du colonialisme), les pronunciamientos jusqu'à notre époque, et le passage du colonialisme à une nouvelle forme de domination impérialiste, transformant ces pays en semi-colonies. Au Mexique, la rivalité entre Pancho Villa et Emiliano Zapata permirent à la dictature militaire de reprendre le dessus.

Ces révolutions progressistes avaient leur limite et ne permirent pas une libération ni sociale, ni anti-impérialiste véritable.

L'avènement de la Révolution d'Octobre permit l'extension rapide des mouvements de libération nationale et encore plus encore avec l'extension du camp socialiste après la guerre et la victoire de la Révolution chinoise. Les Etats impérialistes voyant le vent tourner par le développement des luttes de libération nationale, mirent en place des systèmes de substitutions au colonialisme connus sous le nom de néo-colonialisme. Cela fut possible partout où le parti communiste n'était pas parvenu à diriger le Front de Libération Nationale comme ce fut le cas en Chine, au Vietnam. La bourgeoisie bureaucratique locale soutenue et armée par les impérialistes, assassina Lumumba un progressiste, massacra les communistes en Indonésie qui avait cru que le Parti pouvait faire confiance à la bourgeoisie « progressiste » (Soekarno) etc.. Ce qui montre la justesse de l'analyse de Lénine, de Staline et de Mao, sur la nécessité de la direction du prolétariat dans la lutte de libération nationale, sinon la bourgeoisie nationale, révolutionnaire au début passe des compromis avec l'impérialisme et substitue une oppression à une autre.

La guerre populaire prolongée dirigée par le parti communiste a montré en théorie et en pratique,

les justes thèses de Mao dans les pays opprimés et en général ont uni sous le même drapeau, les différentes nationalités. Il n'y a pas d 'exception. Ce n'est qu'après la lutte de libération nationale quand celle-ci n'est pas conduite par le prolétariat en armes allié à la paysannerie (numériquement plus nombreuse dans les pays opprimés. Quand cette lutte est dirigée par la bourgeoisie nationale, celle-ci se divise en clans, cliques, partis, ethnies, sectes religieuses dont les chefs religieux utilisant la croyance des simples gens pour déclencher des guerres fratricides, encouragés par les puissances impérialistes qui ainsi évitent une confrontation directe entre elles, ce sont les nouvelles formes de guerre inter-impérialiste. C'est l'héritage des formes antérieures d'intervention depuis l'Antiquité en passant par l'alliance de Pizarro, de Cortés et d'Almagro avec les chefs des autres peuples contre les Aztèques au Mexique, jouant de Huascar contre Atahualpa au Pérou et s'alliant aux chefs des différents peuples conquis par les Incas. La traite des noirs n'aurait pas été possible avec l'ampleur qu'elle a atteinte (14 millions d'esclaves en 300 ans) s'il n' y avait pas les razzias organisés par les royaumes africains esclavagistes contre les peuples d'Afrique. On pourrait multiplier les exemples.. Comme on dit chez, c'est l'alliance du sabre et du goupillon. Cela se poursuit, car tous les chefs religieux font partie du camp des exploiteurs et des oppresseurs dans tous les pays sans exception.

Mais cela dit la question nationale et de libération nationale, dans la mesure où il y a oppression nationale, discrimination raciale, ethnique, religieuse et culturelle persiste. On peut même dire que ces causes parviennent à pervertir la lutte des classes, freine le développement de la lutte pour le communisme au profit de la bourgeoisie, la fin des anciennes nations, leur réunion dans la république universelle des soviets. Pour autant les communistes qui partent de l'analyse de la réalité concrète ne peuvent nier ces réalités, comme ils ne peuvent nier la persistance malgré un affaiblissement, de la religion, de l'irrationnel, de la superstition, corollaire de la trahison révisionniste liquidatrice du camp socialiste et des anciens partis communistes qui ont enlevé l'espoir à de nombreuses gens.

Ceci explique cela.

Les impérialismes les plus puissants fomentent intrigues et complots pour s'emparer de nouveaux marchés, de nouveaux contrats, un contrôle plus important des sources de matières premières. Pour détourner les peuples de la lutte révolutionnaire, l'impérialisme utilise religion, différence ethnique, monte en épingle le droit à la différence culturelle légitime, à connaître son histoire alors que dans le même temps eux concentrent leurs moyens financiers, militaires, policiers, culturels etc.. sur la toile du marché mondial. Les impérialistes se livrent un combat acharné tentent d'évincer le concurrent, en utilisant les mêmes méthodes employées vis à vis des pays opprimés, en utilisant les uns contre les autres la question nationale, la défense de la culture, de la religion. L'URSS a été démantelée par les forces conjuguées du révisionnisme et de l'impérialisme, aujourd'hui plusieurs nations ont été détachées et sont devenues les nouveaux marchés de l'impérialisme. L'impérialisme encore une fois grâce à la trahison révisionniste du P.C.C. peut semer la subversion en Chine, par l'intermédiaire du Falongong (une secte religieuse). Au Tibet c'est la réaction féodale lamaïque qui en est chargée. Au Sin-Kiang, c'est la réaction islamiste qui est mise à contribution. Idem en Indonésie où l'impérialisme après avoir armé les militaires pour qu'ils massacrent avec l'aide de l'Eglise les communistes dans les années soixante, aujourd'hui favorisent les scissions islamiques dans un cas, les chrétiens dans l'autre et ainsi de suite dans tous les pays. Nous ne parlerons pas de la Yougoslavie (nous renvoyons nos lecteurs aux précédents numéros du Drapeau Rouge).

LA QUESTION NATIONALE EN FRANCE

Aujourd'hui la question corse est devenue une réalité. Comme nous l'avons déjà précisé, Ce qui nous paraît important pour tous les peuples du monde, ce n'est pas qu'ils obtiennent une indépendance formelle et retombent sous la coupe de l'impérialisme, qu'ils continuent à subir l'exploitation et l'oppression capitaliste par bourgeoisie corse interposée. Ce n'est ni l'intérêt du prolétariat et des couches populaires de Corse, de Bretagne, du Pays Basque, du Roussillon, d'Alsace etc.. chaque différence pouvant être exploitée par leurs couches bourgeoises respectives.

Les communistes ne pensent pas que cela soit une bonne chose (surtout dans les pays impérialistes), que le prolétariat se divise en une multitude de nations dirigées par la bourgeoisie alors que les multinationales se renforcent.

Pour autant sommes-nous chauvins ? Si nous sommes par principe pour l'autodétermination des peuples, nous n'agirons pas pour développer les différences, pour pousser à la division du prolétariat et des couches populaires. Nous reprendrons le slogan de l'Internationale de Marx et d'Engels « Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Revenons à la Corse. Que voyons-nous aujourd'hui tous les politiciens nationalistes ou non se mettre d'accord avec leurs homologues « nationaux » de France pour un prétendu statut de la Corse, c'est à dire la Corse des clans, pour que la Corse de demain soit la Corse des mêmes clans qu'hier, mais des clans corses en place des clans de nationalité française. Quel est le programme des nationalistes, est-ce un programme pour établir le socialisme ou pour conforter la bourgeoisie vivant en Corse.

L'accord de Matignon sur la Corse nous rappelle avec amertume les accords Matignon de Rocard, accords qui ont mis sous le boisseau impérialiste français les revendications nationales canaques et ont maintenu le peuple canaque sous le joug impérialiste et des chefs des clans qui prétendaient lutter pour le droit coutumier, en fait pour le droit des chefs de clans et non pour l'émancipation véritable du peuple canaque.

La loi de décentralisation de 1982, visait à donner soit disant des droits élargis aux régions. En réalité la décentralisation a servi au renforcement des « caciques » locaux de droite comme de gauche, le renforcement du libéralisme. Aujourd'hui ils sont tous pour que la décentralisation se poursuive à leur profit y compris par parlements autonomes, Madelin de D.L en ce qui concerne la Bretagne, Alduy (U.D.F) successeur de son père à la Mairie de Perpignan. Chaque bourgeoisie défend son bout de gras localement. Est-ce que la décentralisation a permis de maintenir les entreprises quand l'Etat, les multinationales décidaient ou décident de restructurer l'appareil de production. Est-ce que la décentralisation a permis d'endiguer l'exode rural ? Est-ce la décentralisation a maintenu les bureaux de poste dans les campagnes ? Est-ce la décentralisation a arrêté la liquidation des paysans ? Est-ce que la décentralisation a permis d'empêcher la pollution ?

La démagogie de la « bourgeoisie nationale » voudrait nous faire accroire qu'il n'y aurait pas eu d'Erika si les Bretons pouvaient s'occuper de la pollution. Comme si la politique des multinationales était remise en cause par les mêmes députés français ou bretons qui au parlement soutiennent la politique du capitalisme de notre époque, l'impérialisme. D'ailleurs l'éclatement de la Yougoslavie a-t-elle résolue les problèmes sociaux-économiques des slovènes, bosniaques, croates, albanais etc.. l'éclatement de l'URSS du aux renégats révisionnistes a-t-elle résolu ou aggraver les problèmes du prolétariat et des peuples de l'ex-URSS ? Non, Elle a divisé le prolétariat, les peuples, appauvri, déchiré par des guerres civiles, les a fait tomber sous la coupe des nouveaux capitalistes alliés à la maffia. Voilà la réalité de la prétendue lutte de libération nationale quand elle est dirigée par la bourgeoisie. Une fraction de la bourgeoisie monopoliste ultra chauvine, brandit le nationalisme, l'unité nationale héritée des siècles, de la Révolution française, comme le ministre de l'Intérieur, les Pasqua, les Philippe de Villiers (qui est le type même du cacique local et qui en tire profit (via son spectacle du Puits du Fou) dans lequel il fait l'éloge sous couvert historique (il est vrai que le son et lumières qu'il propose est de qualité) de la chouannerie parce qu'il est idéologiquement contre-révolutionnaire. Il est jacobin et en même temps est un cacique local. Ce qui est d'ailleurs le cas des souverainistes de droite comme de gauche. D'ailleurs il suffit de se référer aux articles du Monde pour voir que l'extrême droite locale ou des dissidents locaux du F.N ou du M.N.R sont présents voire à l'initiative comme en Alsace pour l'indépendance ou le rattachement à l'Allemagne, c'est à dire à un autre impérialisme lui-même lié et en concurrence avec l'impérialisme français. C'est donc une bataille de chiffonniers pour plumer mieux le prolétariat et les peuples concernés.

Comment le prolétariat corse et plus largement le peuple corse, breton etc.. pourraient-ils il faire confiance à la bourgeoisie nationale en Corse ou ailleurs quand les représentants de cette bourgeoisie sont en même temps représentés au niveau national et en plus que leur programme régional, de libération nationale ou non est quasi identique si ce n'est plus d'autonomie locale. Qu'est ce que le prolétariat et le peuple ont à gagner dans cette histoire ?

Dans l'éditorial du Monde daté du 25 août 2000, Jean-Marie Colombani, évoque la Révolution Française pour justifier les accords de Matignon dont l'objectif est le renforcement de la République bourgeoise. Il apporte du point de vue de la bourgeoisie, dans son contenu révolutionnaire, celui de son fondateur

Robespierre. Faisant référence « au 26 avril 1790, quand le Club des Jacobins reçoit Pascal Paoli, le père de la république corse, et l'admet parmi ces membres, Robespierre n'hésite pas à déclarer que » *« c'est un jour de fête »*, que celui où il *« reçoit les députés du peuple corse »* qui *« ont su défendre la liberté dans un temps où nous n'osions l'espérer encore »* « et de leur proposer de rejoindre » *« une sainte confédération qui d'une extrémité de l'Europe à l'autre, doit rallier sous ses étendards tous les amis de la raison, de l'humanité, de la vertu ».*

J.M.Colombani décrit plus loin la politique colonialisme assimilationniste de Bonaparte contre son peuple. Il attaque la droite (Chirac) et les souverainementistes (Chevènement et Pasqua) et soutient la méthode Jospin « transparente et honnête pour en sortir ».

Cet éditorial fait référence à la République bourgeoise quand elle était celle de la bourgeoisie révolutionnaire qui avait renversé le pouvoir de l'absolutisme, que cette république représentait ce qu'il y avait de plus progressiste dans le monde. Et pas la république en général, pas celle de Platon, mais celle de la révolution bourgeoise dans sa forme la plus conséquente.

A cette époque la bourgeoisie était la classe montante, révolutionnaire, qui allait établir non la liberté en général, mais la liberté du commerce, brisant avec les limitations corporatistes du féodalisme. C'était un progrès qui allait libérer dans le cadre de la propriété privée, les moyens de productions de ces limitations. Le rêve d'une confédération des peuples d'Europe sous la forme d'une confédération des peuples dirigée par la bourgeoisie était alors un contenu progressiste dont la marque la plus marquante sera la révolution de 1848, dans toute l'Europe, lutte révolutionnaire pour la formation des Etats (Italie et Allemagne, Hongrie) contre l'hégémonisme de l'Empire austro-hongrois qui en plus contrôlait la confédération germanique.

Les références idéologiques de la République de l'An II et de l'attitude et déclarations de Robespierre, aujourd'hui, mises en avant par J.C Colombani est intéressante car elles mettent en plein éclairage, les vœux du l'impérialisme français, et la politique de construction européenne, qui d'ailleurs n'est pas en opposition avec nombre de positions nationalistes, y compris des positions d'extrême droite (comme les groupuscules qui prônent l'Europe des peuples pour la défense de la culture occidentale).

QUELQUES POINTS DE VUE DANS LA PRESSE

L'article de Colombani dans le Monde a l'avantage par rapport à toutes les autres prises de positions, de révéler le vrai point de vue sur ce que la bourgeoisie entend par république. C'est la république bourgeoise, quelle que soit la forme fédérative, confédérative ou centralisé. Les formes prises et en plus dans le cadre de l'Europe, est donc une forme conjoncturelle pour une meilleure efficience et non une question structurelle (changement complet de société), seule façon de résoudre le problème de la démocratie pour le plus grand nombre. Comme le disait Lénine dans sa brochure « les Etats-Unis d'Europe », ceux-ci dans la république bourgeoise ne peuvent être qu'impérialistes.

Ce que l'on peut constater c'est que Colombani justifie la position de Jospin le chef de la « gauche » plurielle réactionnaire en citant Robespierre le révolutionnaire de la bourgeoisie quand celle-ci était révolutionnaire, alors qu'aujourd'hui elle est réactionnaire. Max Gallo, dans le concert de défense de la république bourgeoise attaque Colombani, car lui (Max gallo) représente l'aile droite et non l'aile gauche de la bourgeoisie. Il amalgame les dates 1790 et 1794 après l'exécution de Robespierre, Paoli passe aux anglais. Il embrouille alors la question de la lutte de libération nationale, en ne montrant que l'aspect collaborationniste, qui sera renouvelé par des mouvements d'extrême-droite bretons et alsaciens. Mais la question n'est pas que certains trahissent, changent de position

Colombani se réfère à la période révolutionnaire de 1790, période où le peuple corse avait un point de vue avancé, où sa lutte de libération nationale rejoignait la lutte de la bourgeoisie révolutionnaire, alors qu'hélas le peuple breton trompé par la noblesse et le clergé réactionnaire se dressait contre la bourgeoisie révolutionnaire, qu'en 1794, la position des chefs corses est changée.

On peut le préciser comme le fait Gallo, et tenter d'expliquer la répression napoléonienne. Mais on ne peut mettre le Bonaparte de 1796, et celui de général de la Révolution, car déjà Bonaparte se comporte comme l'empereur conquérant de l'Europe et oppresseur des peuples, n'oublions pas la guerre de guérilla menée par les Espagnols et le rétablissement de l'esclavage par le même Napoléon.

Mais Gallo va plus loin, il attaque Jospin qui n'a pas exigé « *que les nationalistes condamnent la*

violence ». Il s'explique plus loin montrant sa nature encore plus réactionnaire que celle des gestionnaires présents des affaires de la bourgeoisie, la « gauche » plurielle. *« Mais le XX ème siècle nous apprend – c'est sa seule leçon incontestable – que les avants-gardes qui croient détenir la vérité, et incarner le sens de l'histoire, qui prétendent parler au nom du peuple, d'une classe sociale, etc. sont des groupes aveugles, enfermés dans une idéologie qui les conduit à préférer la violence à la démocratie ».*

Gallo jette le masque, il est contre la violence révolutionnaire, surtout quand celle-ci remet en cause la démocratie bourgeoise.

Martelli le philosophe « marxiste » du parti révisionniste (P.C.F.) va encore plus loin dans le Monde. Nous allons brièvement résumer son point de vue et nous renvoyons le lecteur à l'article complet (Pour Une République du XXIème siècle.)

« Nous savons désormais que, dans une société libérale de souche capitaliste, la croissance des biens marchands, ne suffit pas à satisfaire nos valeurs républicaines fondatrices » et « tout a été écrit en 1789 » et « la République en tout cas ne se déploiera pas en répondant à la tyrannie du marché par le magistère de l'Etat ».

Par ces trois extraits de son article dont la teneur est du même tonneau. L'anti-communiste Martelli idéologue de la bande de renégats qui dirigent le P.C.F révisionniste se démasque. Martelli voudrait nous faire croire qu'il y a des valeurs républicaines universelles, qui au fond aurait été perverti par le libéralisme de souche capitalisme, comme si le libéralisme et le capitalisme étaient deux choses différentes. Bien sûr la révolution bourgeoise française brisait toutes les barrières féodales qui empêchait le développement du capitalisme qui imposait la loi d'airain du profit au grand jour (Marx). Par ce débridement de l'économie, il faisait progressé le développement de la société et se donnait des lois républicaines pour protéger ses intérêts de classe. Donc les valeurs républicaines fondatrices étaient les valeurs bourgeoises que le prolétariat combat aujourd'hui. Ce ne sont pas les valeurs républicaines du prolétariat, et si tout a été écrit en 1789, c'est justement ces fondements des valeurs bourgeoises qui ont été écrites et pas les valeurs prolétariennes de la révolution de 1848, 1871, 1917. 1949. Pour finir Martelli, pense que la République ne se déploiera pas en répondant à la tyrannie du marché par le magistère de l'Etat. Il nie ainsi la nécessité de briser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et le remplacer par la dictature du prolétariat justement pour combattre la tyrannie du marché

La conception de la république du point de vue du prolétariat, des communistes est l'inverse de celle de Colombani, de Gallo, de Martelli dans la forme, mais surtout dans le fond.

Les chauvins nationaux, les souverainistes ne sont ni pour l'autodétermination des nations encore moins pour le socialisme et l'Union des nations (Lénine).

Les communistes (maoïstes) considèrent qu'un certain nombre revendications des corses, des bretons, des catalans sont justes, tels, le droit à étudier leur langue dans leur école, voir l'apprendre simultanément à l'étude du français dès le primaire, d'avoir leur musique, d'apprendre l'histoire régionale et nationale etc., de faire connaître les spécialités culinaires etc., mais cette autonomie culturelle ne peut en aucun cas se substituer à la lutte pour le socialisme et le communisme ou s'effectuera la fusion de toutes les nations dans une société humaine libérée de toute exploitation et oppression de classe et du coup de l'oppression nationale des grandes nations contre les petites.

LES CAUSES ECONOMIQUES DE LA REVENDICATION NATIONALE EN CORSE.

Si nous dénonçons avec justesse, les manœuvres des politiciens de droite comme de gauche et leur soutien d'extrême gauche, l'extrême droite, sous leurs différentes composantes : centralistes, autonomistes, régionalistes, bourgeoisie indépendantiste. Il y a bien sûr et principalement des causes économiques à cette situation. Entre 1962 et aujourd'hui la population a augmentée de 100.000 habitants émigration, principalement du au rapatriement des pieds-noirs dont une bonne partie d'origine corse.

Au début du siècle la surface cultivée était de 300.000 hectares et dans les années 60 à 50.000 hectares, soit six fois moins, alors que la population s'accroissait. Par exemple sur 25.000 hectares de châtaigniers, 4.000 sont exploités, 3.000 hectares d'oliviers au lieu de 11.000 hectares. Au XVIIIème siècle il y avait 144.000 hectares de céréales (certes avec une productivité 5 fois inférieure), mais aujourd'hui il y 100 fois moins de surface cultivée. Le vignole a augmenté 5.500 hectares en 1959, 30.000 en 1971, dont 1/3 a été arraché depuis. Une production nouvelle mais fragile d'agrumes (2.500 hectares). L'endettement a supprimé 50% de la production agricole. Le

tourisme et le bâtiment se sont développés mais pas suffisamment pour compenser les pertes des autres secteurs, d'autant plus que la Corse est dépendante pour la majorité de la production industriel du continent, ce qui pèse lourdement sur la création d'emploi (conséquences que l'on retrouve dans le Roussillon, disparition, de l'exploitation minière et de l'industrie). L'on comprend mieux les causes de la montée du mouvement national corse et de ses revendications, mais comme dans toutes les autres régions, le problème a résoudre est le problème social que pose de plus en plus la production anarchique capitaliste, la restructuration du système impérialiste et capitaliste mondial, de l'affrontement de classe nécessaire pour le résoudre, de l'Unité du prolétariat et des peuples contre le capital impérialiste, contre toutes les solutions réformistes qui freinent sa chute.

LE DOUBLE ASPECT DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

Si nous considérons que la lutte de libération nationale NE PEUT ET NE DOIT EN AUCUN CAS remplacer la lutte du prolétariat.
Si nous considérons que la lutte de libération nationale ne peut aboutir c'est à dire se libérer de l'impérialisme et ses relais les bourgeoisies bureaucratiques ou nationales qui se transforment en bourgeoisie bureaucratique une fois parvenue au pouvoir QUE CETTE LUTTE NE PEUT ABOUTIR QUE DIRIGER PAR LE PROLETARIAT.
Si nous considérons que dans chaque pays moderne, les conditions de vie du prolétariat et du peuple dépendent de la politique économique globale de cet Etat qui est une entité économique, culturelle, de langue, de coutumes, et de territoire, que l'ensemble des critères et nécessaire à la nation, que de plus tout Etat à un caractère de classes qui déterminent les autres aspects, leur développement, la répression ou l'oppression de minorités et en général de la majorité du prolétariat et du peuple, quelque que soit son origine SEULE LA LUTTE GLOBALE DU PROLETARIAT POUR SE LIBERER DE L'EXPLOITATION ECONOMIQUE, PEUT ETRE LA BASE UNIFIANTE ESSENTIELLE POUR LIBERER LES PEUPLES DE L'OPPRESSION NATIONALE.

APPRENDRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL PAR L'EXEMPLE

Le Parti Communiste du Pérou :

Le Pérou est un pays où il y a diverses communautés, diverses nationalités(d'origine européenne, asiatique) et bien sûr la paysannerie (principalement indienne-inca) et minorités nationales, (métis divers, noirs, asiatiques, indiens d'Amazonie). Bien que la paysannerie soit force principale dans la Révolution et que celle-ci soit principalement indienne (inca du point de vue du nombre), pour autant la stratégie du Parti Communiste du Pérou n'est pas indigéniste et ne mène pas une lutte de libération nationale, ni ne dirige une jacquerie parce que la force principale dans la révolution serait la paysannerie. Le Parti Communiste du Pérou dirige la guerre populaire et son idéologie qui guide sa stratégie est le marxisme-léninisme-maoïsme, pensée gonzalo (pour son application concrète au Pérou), le P.C.P est le détachement le plus avancé du prolétariat international.

LE PARTI COMMUNISTE DU NEPAL (Maoïste)).

C'est le deuxième à avoir ouvert un deuxième front important de la guerre populaire. Le Népal comporte lui aussi des minorités nationales. Le camarade Prachanda précise dans l'interview qu'il a accordé à l'envoyé du Revolutionnary Worker qu'il existe des minorités, que non seulement le parti en tient compte, mais qu'il organise au sein du parti, des sections nationales ce qui est une réponse à la question des minorités nationales, la lutte de ces minorités est alors inscrites d'emblée au grand dam du parti au pouvoir et de son soutien principal le Parti Communiste du Népal (m-l), c'est à dire l'équivalent du P.C.F révisionniste qui condamne la guerre populaire engagée depuis quatre ans et qui gagne du terrain de jour en jour. Ainsi le Parti Communiste du Népal, non seulement est un autre détachement d'avant-garde du prolétariat international, il résout la question de la direction de la direction de la Révolution népalaise et trouve une solution originale à la question de l'intégration de la revendication des minorités nationales sur une base révolutionnaire.
En Turquie le Parti Communiste de Turquie (M-L) inclut dans son programme comme il se doit d'un Parti Communiste le droit à l'autodétermination et après l'abandon de la lutte armée par le P.K.K, le Parti montre aux kurdes, qu'il est en fait le seul garant de la question nationale kurde du point de vue du prolétariat et des masses populaires de

Turquie. Seul la destruction de l'Etat fasciste turc pourra résoudre cette question. Evidemment ce n'est pas ce que veut l'impérialisme américain qui arrive au Kurdistan et les nationalistes les accueillent chaleureusement. L'ambassadeur américain Mark Parris fait une tournée dans la région et annonce qu'il va ouvrir une représentation à Diyarbakir. Seul le parti Communiste pourra mener à bien cette tâche d'unir toutes les nationalités de Turquie contre le régime fasciste et son soutien l'impérialisme américain et les autres impérialistes. Ce qui confirme encore une fois que quand la lutte de libération nationale et la lutte anti-impérialiste ne sont pas dirigées par un véritable parti communiste (maoïste), menant une guerre populaire prolongée alors la bourgeoisie à la première occasion passe un compromis avec l'impérialisme, trahit ou réprime le prolétariat et les masses populaires.

PREMIERES CONCLUSIONS

Le Parti Communiste intègre dans la lutte révolutionnaire la question des nationalités, retient les aspects positifs des luttes en cours, le droit d'apprendre sa langue à l'école, de préserver le patrimoine, d'apprendre l'histoire locale, régionale et nationale, voire d'apprendre l'histoire des différentes nationalités, de faire connaître l'histoire populaire, et les traditions culinaires. Le programme du Parti Communiste n'est pas de favoriser la création de parlements bourgeois des minorités nationales, mais de développer la lutte de classes, en incluant dans cette lutte les revendications nationales, culturelles etc....
Le Parti communiste (maoïste) en France doit tenir compte des diverses composantes nationales, inscrire le droit à l'autodétermination dans le cadre de la lutte générale du prolétariat, c'est à dire dans la lutte pour la libération des peuples de l'oppression impérialiste, de l'oppression nationale, de l'oppression sociale née de l'exploitation par la bourgeoisie, pour le développement et l'échange des cultures des différents peuples. Bref pour que l'impérialisme soit vaincu, il faut aussi vaincre toutes les forces qui le soutiennent y compris quand ces forces se réclament du nationalisme bourgeoisie. Le droit des peuples ne peut être défendu durablement si la lutte anti-impérialiste, la lutte de libération nationale doit être dirigée par le prolétariat.
S'il n'existe pas de Parti Communiste à la tête de la lutte de libération nationale alors le Parti devra englober les nationalités de la nation toute entière. Suivant les situations des instances spécifiques pourront représenter les minorités nationales et le parti « central » devra tenir compte des revendications nationales, avoir une politique spécifique dans les régions concernées etc.. Ces questions spécifiques et de principes devront être pris en compte dans le programme du parti.
En bref nous devons nous inspirer en les adaptant à notre propre réalité des exemples du mouvement communiste international.
D'autre part nous devons nous démarquer de toutes les groupes et partis bourgeois et petits bourgeois (de droite, d'extrême droite, de la gauche plurielle réactionnaire et de leurs alliés d'extrême gauche). C'est ainsi que nous avancerons.
Nous devons combattre les fronts interclassistes amalgamant des éléments « d'extrême gauche », de centristes et d'éléments d'extrême droite.
Le front ne peut être cohérent, avoir une ligne politique et militaire seulement que sous la direction du parti communiste. C'est le parti qui commande au fusil, et non le fusil qui unit les tendances diverses incohérentes.
Nous invitons les militants communistes des différentes minorités nationales à se joindre au mouvement pour la création du parti communiste (maoïste) ensemble nous marcherons ensemble sur le chemin de libération nationale et sociale pour les peuples composants la France, l'Europe et le monde.

ANNEXES :

BREVE HISTOIRE DE LA CORSE

La Corse est peuplée dès le néolithique, puis s'installent des Ibères et des Celtes, quelques comptoirs phéniciens, puis installation de phocéens, grecs, mise en valeur de la plaine orientale et introduction des techniques , rivalité entre Rome et Carthage, colonisation romaine, invasions barbares (Vandales).
L'empire de Byzance conquiert la Corse, les collecteurs d'impôts ruinent le pays. Le pape (Grégoire le Grand intervient), doit du pape sur la Grèce confirmé par Pépin le Bref, incursions sarrazines pendant deux siècles, la féodalité ruine l'île. Le pape envoie un légat de Pise, la rivalité de Gênes amène le pape à regrouper les évêchés en deux groupes, l'un contrôlé par Pise, l'autre par Gênes qui jouent des rivalités pour assurer sa domination et arrête Giudice de Cinarca.

Le Pape donne au roi d'Aragon la suzeraineté sur la Corse et la Sardaigne. Les seigneurs de l'Au-delà s'appuie sur l'Aragon. Dans l'En-deçà (Gênes) éclate une révolte populaire conduite par Sambucuccio d'Alando éclate en 1358 qui donne naissance à la « Terre du commun », sans féodaux, avec une organisation démocratique (pièves – cantons) admainistrés par 3 « Anciens » élus, les terres sont propriété commune et distribués par roulement. Mais les insurgés doivent s'appuyer sur Gênes qui pourra justifier sa domination. Gênes cède ses droits à la Banque privée St. Georges (Gênes), l'Assemblée du Commun veut s'imposer aux seigneurs de l'Au-delà qui seront soumis par la Banque. Les mécontent s'exilent. François 1er organise un régiment corse dirigé par Sampierro (d'Ornano) Corso qui rentre en Corse en 1544. En 1551 C'est la guerre entre la France et l'Empire d'Autriche. Les français occupent la Corse sauf Calvi, une députation corse est envoyée à Paris pour demander le rattachement à la France. Le traité de Cateau-Cambrésis amène le retour de Gênes. Sampierro Corso résiste et tombera dasn une embuscade. En 1729 commence l'insurrection qui aboutira au rattachement de la Corse à la France. Au début les notables restent à l'écart, la révolte est écrasé par l'Empereur d'Autriche venu au secours de Gênes. Une 2ème révolte éclate en 1734, l'indépendance est proclamée, une République est proclamée, dirigée par (Hyacinthe Paoli, Giafferi, Ceccaldi et une junte élue). Un aventurier (Neuhof) devient roi apportant vivres, armes et or épuisés rapidement, le roi s'en va.

La Corse devient un enjeu entre l'Autriche, l'Espagne, la Sardaigne et l'Angleterre. Un « parti français » se forme en Corse. Devant la menace anglo-sarde, la France envoie la mission Cursay à la demande de Gênes, mais elle outrepasse ses droits. Gênes dénonce l'accord, la France rapart. La résistance s'organise sous la direction de Pascal Paoli (fils de Hyacinthe), une Consulte est élue au suffrage universel. Paoli entreprend des réformes économiques (assèchement des marais, construction de routes, prospection des mines et carrières), marine commerciale et de guerre, deux régiments permanents,création d'une monnaie)

La France à la demande de Gênes intervient car elle craint que Paoli, qui ne peut prendre seul les ports appelle l'Angleterre à la rescousse, mais la France ayant des difficultés (guerre de 7 ans) retire ses troupes. Paoli alors est maître de l'île, refuse l'autorisé de Gênes et veut traiter avec la France. Le traité de Versailles est alors signé entre la France et Gênes qui cède ses droits à la France contre un prêt que Gênes ne pourra rembourser. Paoli n'accepte pas le traité puisque l'Assemblée corse n'a pas été consultée, la guerre est dure et courte, car le parti français est puisant. Paoli s'embarque pour l'Angleterre..

L'île est placée sous commandement militaire, une certaine autonomie est accordée à l'île, la noblesse locale reconnue, la fiscalité faible, les taxes et revenus réinvestis dans l'île, des jeunes corses (dont Napoléon Bonaparte) formés en France au frais de la couronne.

La Révolution va bouleverser la situation juridique de la France, 4 députés représentent la Corse, Paoli est rappelé de Londres et devient Président du Conseil Général et commandant de la garde nationale, mais la lutte des clans à l'image de se qui se passe en France se développe. Les contradictions apparaissent entre Paoli proche des Girondins et la Montagne après l'arrestation du roi. Une expédition conduite par Bonaparte contre la Sardaigne n'est pas assez soutenue par Paoli, il est sommé de venir se justifier à Paris, il refuse, convoque une Consulte illégale en Corse, est mis hors la loi. Subissant l'influence de Pozzo di Borgo, la Consulte en Juin 1794, reconnait la suzeraineté de l'Angleterre, mais ce fut Pozzo di Borgho qui devint vice-roi, Paoli s'enferma dans l'opposition, puis se retira à Londres où il mourut. L'opposition corse à l'Angleterre se fit de plus en plus vive, d'autant plus que l'Angleterre craignait une invasion de l'Angleterre par Bonaparte corse lui-même qui remportai victoires sur victoire en Italie évacua la Corse. Les troupes françaises venues d'Italie débarquèrent en 1796. Bonaparte devenu 1er Consul maintint l'Etat d'exception. L'île est désormais française.

Le 11 Novembre 1942, les troupes germano-italiennes occupent la Corse après l'invasion de la zone Sud de la France, Dès 1941, la résistance est en place sous la direction de Fred Scamaroni, elle s'intensifie. Dès décembre 1942, le Casabianca apporte des armes aux maquis. Le 10 septembre 1943, les Italiens capitulent, ce qui entraîne un< soulèvement général. Les allemands vers Bastia,, le 4 Octobre l'île est libérée par les Corses. Les corses fournirent le plus fort contingent pour le débarquement en Provence.

Les causes économiques et le sous développement de l'île décrit brièvement par nous allait engendrer la colère des nouvelles générations et permettre à la bourgeoisie corse de se mettre à la tête du mouvement de libération national faute de parti communiste conséquent

pour mener la lutte, parti « communiste » qui fait parti aujourd'hui de la gauche plurielle gérante du système capitaliste et donc de l'impérialisme français, parti ayant rejeté la violence révolutionnaire pour abattre le pouvoir de la bourgeoisie. Il est donc naturel qu'aujourd'hui alors que le parti communiste de type nouveau n'en est qu'au début du processus qui doit conduire à sa création que la question nationale ne soit pas résolue en Corse et que la direction du front échappe au prolétariat et aux forces populaires.

Dans les années 1970, s'est développé le mouvement national corse et la lutte armée a commencé. Dès le début et comme en Algérie, le P.C.F révisionniste a combattu le mouvement de libération national, au lieu de défendre le principe marxiste-léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'inscrire donc dans son programme le droit à l'auto-détermination. Pour cela il eut fallu que le P.C.F. renonce à la théorie de la coexistence pacifique et au passage au socialisme par la voie parlementaire, pacifique, ce qui une position contre-révolutionnaire car aucune classe n'abandonne le pouvoir de son plein gré, c'est à dire ses privilèges, seule une petite minorité de la classe exploiteuse se range sur les positions du prolétariat, et parmi ces transfuges beaucoup le font quand ils sentent le vent tourné. C'est pourquoi la direction du mouvement national corse n'a pas pu être prolétarienne. C'est pourquoi toutes les tendances de la bourgeoisie et de l'opportunisme y sont présentes, et les accords de Matignon sont des accords passés entre les représentants centralistes de la bourgeoisie de gauche et de droite et des nationalistes correspondants. Rien de plus.

Sur le mouvement de libération nationale



PETITE BIBLIOTHEQUE PROLETARIENNE

1ère liste

(des publications disponibles sur demande en fac-similé)

I – Publications chinoises.

- 1954 – Mao Zedong - Contre le libéralisme (10 pages –petit format) ;
- 1956 - Mao Zedong – De la juste solution des contradictions au sein du peuple (40 pages –grand format).
- 1963–D'où proviennent les divergences– Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades (40 pages – petit format).
- 1963 - Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international (68 pages petit format).
- 1963 - Le groupe révisionniste Krouchtchev-Tito ourdit de nouveaux plans au détriment de la cause du socialisme (36 pages).
- 8 Août 1966 – Décision du C.C du P.C.C sur la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne (20 pages)
- 1966 – La grande Révolution Culturelle Socialiste en Chine (10 brochures – 440 pages petit format).
- 1973 - Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées (10 pages (petit format).
- 1975 – Zhang Zhongjiao – De la dictature intégrale sur la bourgeoisie (64 pages – petit format).
- 1968 – Zhang Zhongjiao – la classe ouvrière doit exercer sa direction en tout (petit format 32 pages).
- 1969 – Faire affluer le sang neuf prolétarien (32 pages petit format).

La participation aux frais (impression, frais d'envoi, montage) est fixé à 0,20 la page (A5) pour le petit format, et 0,40 (A4) pour le grand format.

- Articles, Brochures et volumes parus de STALINE.
- Oeuvres complètes, brochures, articles, de LENINE.
- Ouvres, articles, brochures de MARX et ENGELS,
- Articles, brochures du P.C.Pérou, Népal (à paraître dans l'Internationale)
- L'Internationale Communiste 1935-40
- Cahiers du bolchevisme 1932.39 –
- Cahiers du communisme 1944- 1960

Et d'autres livres, brochures, articles de divers auteurs.

De nouvelles listes seront publiées.

Nous< sommes d'autre part preneur (achat, dons) d'ouvrages concernant le Mouvement Communiste. pour renforcer notre fond. Ecrivez-nous

Gisèle BRISSAUD (sans mention) - Poste restante
Paris Denfert –Rochereau – 15 bis av. Du Gal Leclerc
75014 PARIS
e-mail : drapeaurouge@yahoo.fr